



Troisième trimestre de 2012 • Rapport aux actionnaires • Trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012

Le Groupe Banque TD présente ses résultats pour le troisième trimestre de 2012

L'information financière dans le présent document est présentée en dollars canadiens et repose sur nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes correspondantes préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), sauf indication contraire.

La Banque a basculé des principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada aux IFRS pour les périodes intermédiaires et annuelles ouvertes à compter du premier trimestre de l'exercice 2012. Les états financiers consolidés intermédiaires pour la période close le 31 juillet 2012 constituent le troisième jeu d'états financiers de la Banque dressés selon les IFRS. Les périodes comparatives de 2011 ont également été dressées selon les IFRS.

Les résultats comme présentés sont conformes aux PCGR, en vertu des IFRS. Les mesures rajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» du rapport de gestion pour obtenir une description des résultats comme présentés et des résultats rajustés.

Au premier trimestre de 2012, les activités d'assurance ont été transférées des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada au secteur Gestion de patrimoine et Assurance (anciennement Gestion de patrimoine). Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en conséquence.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent :

- Le résultat dilué par action comme présenté a été de 1,78 \$, par rapport à 1,58 \$.
- Le résultat dilué par action rajusté a été de 1,91 \$, par rapport à 1,75 \$.
- Le résultat net comme présenté s'est établi à 1 703 millions de dollars, par rapport à 1 490 millions de dollars.
- Le résultat net rajusté s'est élevé à 1 820 millions de dollars, par rapport à 1 635 millions de dollars.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE, période de neuf mois close le 31 juillet 2012 en regard de la période correspondante de l'exercice précédent :

- Le résultat dilué par action comme présenté a été de 5,11 \$, par rapport à 4,75 \$.
- Le résultat dilué par action rajusté a été de 5,59 \$, par rapport à 5,10 \$.
- Le résultat net comme présenté s'est établi à 4 874 millions de dollars, par rapport à 4 456 millions de dollars.
- Le résultat net rajusté s'est élevé à 5 318 millions de dollars, par rapport à 4 776 millions de dollars.

RAJUSTEMENTS DU TROISIÈME TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)

Les chiffres du résultat comme présenté pour le troisième trimestre comprennent les éléments à noter suivants :

- Amortissement d'immobilisations incorporelles de 59 millions de dollars après impôts (6 cents l'action), comparativement à 94 millions de dollars après impôts (11 cents l'action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Profit de 2 millions de dollars après impôts résultant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances, par rapport à un profit de 5 millions de dollars après impôts au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Frais d'intégration liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler de 6 millions de dollars après impôts (1 cent l'action), par rapport à 26 millions de dollars après impôts (3 cents l'action) au troisième trimestre de l'exercice précédent.
- Frais d'intégration de 25 millions de dollars après impôts (3 cents l'action) liés à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada.
- Provision pour litiges de 77 millions de dollars après impôts (8 cents l'action).
- Réduction de la provision pour les pertes sur créances subies mais non encore décelées de 30 millions de dollars après impôts (3 cents l'action).
- Incidence positive de 18 millions de dollars après impôts (2 cents l'action) attribuable aux modifications des taux d'impôt sur le résultat prévus par la loi.

TORONTO, le 30 août 2012 – Le Groupe Banque TD (la TD ou la Banque) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2012. La Banque a connu un autre trimestre record, qui reflète la vigueur des bénéfices tirés des activités de détail et la robustesse des bénéfices des activités de gros.

«Il s'agit d'un excellent trimestre pour la TD, la croissance étant portée par des bénéfices records pour les activités de détail et une importante progression des bénéfices des Services bancaires de gros, a déclaré Ed Clark, président du Groupe et chef de la direction. Nous sommes heureux d'annoncer une hausse du dividende de 5 cents par action ordinaire ainsi que l'amélioration de notre fourchette de distribution, qui atteint 40 % à 50 % du résultat rajusté. Il s'agit d'une deuxième hausse du dividende cette année, ce qui porte à 11 % la hausse du dividende pour l'exercice 2012, et une excellente nouvelle pour nos actionnaires. Notre capacité à hausser le dividende témoigne de la stabilité et de la grande qualité des bénéfices que nous tirons des activités des clients et de la confiance du conseil d'administration à l'égard de notre capacité continue à générer la croissance à long terme malgré des conditions d'exploitation difficiles.»

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont connu un trimestre record, affichant un résultat net comme présenté de 864 millions de dollars. Le résultat net rajusté s'est établi à 889 millions de dollars, en hausse de 12 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre sont principalement attribuables à une bonne croissance des volumes de prêts et de dépôts, à une amélioration du crédit et à un apport important de MBNA.

«Je suis ravi de nos résultats pour le trimestre, puisque tous nos principaux secteurs d'activité ont contribué à l'atteinte de bénéfiques records, a indiqué Tim Hockey, chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit. Bien qu'une détérioration continue du climat économique attribuable aux faibles taux d'intérêt et au ralentissement de la croissance soit prévisible, nous continuerons d'offrir le service à la clientèle et la commodité légendaires grâce auxquels J.D. Power and Associates a classé la TD au premier rang au chapitre de la satisfaction de la clientèle parmi les cinq grandes banques canadiennes pour une septième année consécutive.»

Gestion de patrimoine et Assurance

Le résultat net de Gestion de patrimoine et Assurance s'est établi à 360 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits tirés des transactions dans le secteur Gestion de patrimoine, qui est attribuable à une baisse des volumes de transactions a été largement neutralisée par une hausse des produits tirés des comptes à honoraires du fait de la croissance des actifs. Dans le sous-secteur Assurance, l'augmentation des produits amenée par la croissance des primes et l'inclusion de MBNA a été plus que contrebalancée par des ajustements aux provisions pour engagements de règlements et la hausse des demandes de règlement liées à des événements déclenchés par les conditions météorologiques. L'apport de TD Ameritrade aux bénéfiques du secteur s'est élevé à 56 millions de dollars, en hausse de 17 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

«Le secteur Gestion de patrimoine et Assurance a connu un très bon trimestre, malgré un contexte difficile pour les affaires et une baisse des volumes de transactions, a dit Mike Pedersen, chef de groupe, Gestion de patrimoine, Assurance et Services communs de l'entreprise. Nous réalisons des gains de part de marché dans le secteur Gestion de patrimoine et les produits tirés des comptes à honoraires demeurent solides, les actifs nets de clients dans nos activités de conseil et activités de gestion de placement affichant une bonne croissance. Le sous-secteur Assurance enregistre une très solide croissance depuis le début de l'exercice, avec une bonne hausse des primes, et, malgré un trimestre plus faible, est en bonne voie de connaître un exercice remarquable.»

Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis

Les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont dégagé de solides bénéfiques pour le trimestre, avec un résultat net comme présenté de 279 millions de dollars US. Le résultat net rajusté s'est établi à 355 millions de dollars US, en hausse de 3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, grâce notamment à une solide croissance interne des prêts et dépôts.

«La forte croissance des volumes de base a encore une fois aidé TD Bank, America's Most Convenient Bank à atténuer l'incidence du *Durbin Amendment* au cours du trimestre, a dit Bharat Masrani, chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Malgré les difficultés réglementaires et économiques, nous continuerons d'investir dans notre croissance future et nous maintenons le cap sur l'ouverture, comme prévu, de 35 nouvelles succursales en 2012.»

Services bancaires de gros

Les Services bancaires de gros ont affiché un résultat net de 180 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 61 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse est surtout attribuable à une augmentation des produits liés aux activités de négociation et à une amélioration des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de crédit. Les résultats ont été contrebalancés en partie par une hausse des frais autres que d'intérêts et des provisions pour pertes sur créances.

«Je suis très heureux que nos résultats pour le trimestre soient demeurés solides face aux conditions de marché difficiles que nous connaissons, a déclaré Bob Dorrance, chef de groupe, Services bancaires de gros. Les produits liés aux activités de négociation ont dépassé nos attentes, et même si nous croyons qu'ils reviendront à la normale dans les prochains trimestres, nous prévoyons que notre modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle continuera à générer les rendements cibles.»

Fonds propres

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la TD a été de 12,2 % pour le trimestre et la qualité des fonds propres est demeurée très élevée. La TD continue de dépasser l'exigence de capitaux propres en actions ordinaires de 7 % de Bâle III sur une base entièrement intégrée.

Conclusion

«Nous sommes ravis de nos résultats pour le trimestre. Ils reflètent la stabilité de notre bénéfice en cette période difficile, a dit M. Clark. Nous savons avec plus de certitude que la croissance du résultat par action rajusté atteindra le bas de notre fourchette de 7 % à 10 % pour 2012. Bien que la croissance au ralenti de l'économie et la faiblesse persistante des taux d'intérêt continuent de poser des défis, nous sommes centrés sur les possibilités de croissance interne, en faisant de la productivité un avantage concurrentiel, en investissant stratégiquement dans nos secteurs d'activité et en misant sur notre service à la clientèle et notre commodité qui sont maintenant légendaires dans le marché.»

TABLE DES MATIÈRES

1	POINTS SAILLANTS FINANCIERS et RAJUSTEMENTS DU TROISIÈME TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)	46	Méthodes comptables et estimations
		46	Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière
	RAPPORT DE GESTION		ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
4	Faits saillants financiers	47	Bilan consolidé intermédiaire
5	Notre rendement	48	État du résultat consolidé intermédiaire
11	Aperçu des résultats financiers	49	État des variations des capitaux propres consolidé intermédiaire
17	Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD	50	État du résultat global consolidé intermédiaire
28	Revue du bilan	51	État des flux de trésorerie consolidé intermédiaire
29	Qualité du portefeuille de crédit	52	Notes des états financiers consolidés intermédiaires
34	Situation des fonds propres		
35	Gestion des risques	79	RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS
42	Titrisation et arrangements hors bilan		
44	Résultats trimestriels		

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent rapport au paragraphe «Perspectives» pour chacun des secteurs opérationnels, à la rubrique «Sommaire du rendement» et dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2012 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme «croire», «prévoir», «anticiper», «avoir l'intention de», «estimer», «planifier» et «pouvoir», et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment de crédit, de marché (y compris les marchés des actions, des marchandises, de change et de taux d'intérêt), d'illiquidité, d'opération (y compris les risques liés à la technologie), de réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux et les autres risques, tous présentés dans le rapport de gestion du rapport annuel 2011 de la Banque. Parmi les autres facteurs de risque, mentionnons l'incidence des récentes modifications législatives aux États-Unis, comme il est mentionné à la rubrique «Événements importants en 2011» de la section «Aperçu des résultats financiers» du rapport de gestion de 2011, en sa version modifiée dans le présent rapport; les modifications aux lignes directrices sur les fonds propres et la liquidité, et les instructions relatives à la présentation ainsi que leur nouvelle interprétation; l'augmentation des coûts de financement de crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées relativement au traitement et au contrôle de l'information; et le contexte de contentieux globalement difficile, y compris aux États-Unis. Veuillez noter que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les risques possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section «Facteurs de risque et gestion des risques» du rapport de gestion de 2011. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont décrites dans le rapport annuel 2011 de la Banque sous les rubriques «Sommaire et perspectives économiques», en leur version modifiée dans le présent rapport; et pour chacun des secteurs opérationnels, sous les rubriques «Perspectives et orientation pour 2012», en leur version modifiée dans le présent rapport, sous les rubriques «Perspectives», et pour le secteur Siège social, dans le présent rapport, sous la rubrique «Perspectives générales».

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et le rendement financier prévu de la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable l'exige.

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion est présenté pour aider les lecteurs à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats opérationnels du Groupe Banque TD (la TD ou la Banque) pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012, comparativement aux périodes correspondantes. Il doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Banque et les notes correspondantes inclus dans le présent rapport aux actionnaires et avec notre rapport annuel 2011. Le présent rapport de gestion est daté du 29 août 2012. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et proviennent principalement du rapport annuel 2011 de la Banque, préparé selon les PCGR du Canada, ou de ses états financiers consolidés intermédiaires et des notes correspondantes dressés selon les IFRS. Les résultats des périodes comparatives ont été dressés selon les IFRS. Pour de plus amples renseignements sur les différences entre les PCGR du Canada et les IFRS, se reporter à la note 21 des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque pour la période close le 30 avril 2012. Des renseignements additionnels concernant la Banque, y compris la notice annuelle 2011 de la Banque, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse <http://www.td.com/francais>, de même que sur le site SEDAR, à l'adresse <http://www.sedar.com>, et sur le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, à l'adresse <http://www.sec.gov> (section EDGAR Filers).

TABLEAU 1 : FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juill. 2012	30 avr. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Résultats opérationnels					
Total des produits	5 841 \$	5 750 \$	5 384 \$	17 233 \$	15 999 \$
Provision pour pertes sur créances	438	388	380	1 230	1 150
Frais autres que d'intérêts	3 471	3 372	3 206	10 392	9 559
Résultat net – comme présenté	1 703	1 693	1 490	4 874	4 456
Résultat net – rajusté ¹	1 820	1 736	1 635	5 318	4 776
Profit économique ^{2, 3}	787	762	649	2 330	1 883
Rendement des capitaux propres en actions ordinaires – comme présenté	15,3 %	16,2 %	16,1 %	15,1 %	16,4 %
Rendement des capitaux propres en actions ordinaires – rajusté ^{2, 3}	16,4 %	16,6 %	17,7 %	16,6 %	17,6 %
Rendement du capital investi ^{2, 3}	s. o.	s. o.	15,4 %	s. o.	15,3 %
Situation financière					
Total de l'actif	806 283 \$	773 186 \$	713 642 \$	806 283 \$	713 642 \$
Total des capitaux propres	48 067	45 919	40 920	48 067	40 920
Total des actifs pondérés en fonction des risques	246 401	241 968	207 805	246 401	207 805
Ratios financiers					
Ratio d'efficacité – comme présenté	59,4 %	58,7 %	59,6 %	60,3 %	59,7 %
Ratio d'efficacité – rajusté ¹	55,4 %	56,8 %	55,8 %	55,8 %	56,8 %
Fonds propres de première catégorie par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques ⁴	12,2 %	12,0 %	12,9 %	12,2 %	12,9 %
Provision pour pertes sur créances en % de la moyenne nette des prêts et des acceptations ⁵	0,42 %	0,37 %	0,36 %	0,39 %	0,39 %
Information sur les actions ordinaires – comme présentée (en dollars)					
Résultat par action					
De base	1,79 \$	1,79 \$	1,60 \$	5,14 \$	4,81 \$
Dilué	1,78	1,78	1,58	5,11	4,75
Dividendes par action	0,72	0,72	0,66	2,12	1,93
Valeur comptable par action	47,37	45,19	40,59	47,37	40,59
Cours de clôture	78,92	83,49	76,49	78,92	76,49
Actions en circulation (en millions)					
Nombre moyen – de base	908,7	904,1	886,6	904,6	883,0
Nombre moyen – dilué	916,0	912,6	902,5	913,0	900,6
Fin de période	911,7	908,2	888,8	911,7	888,8
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	71,9 \$	75,8 \$	68,0 \$	71,9 \$	68,0 \$
Rendement de l'action	3,5 %	3,4 %	3,1 %	3,6 %	3,2 %
Ratio de distribution sur actions ordinaires	40,2 %	40,2 %	41,2 %	41,3 %	40,2 %
Ratio cours/bénéfice ⁶	11,6	12,7	13,1	11,6	13,1
Information sur les actions ordinaires – rajustée (en dollars)¹					
Résultat par action					
De base	1,92 \$	1,84 \$	1,77 \$	5,63 \$	5,17 \$
Dilué	1,91	1,82	1,75	5,59	5,10
Ratio de distribution sur actions ordinaires	37,5 %	39,2 %	37,4 %	37,7 %	37,3 %
Ratio cours/bénéfice ⁶	10,8	11,6	11,8	10,8	11,8

¹ Les mesures rajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Pour plus d'informations sur les résultats comme présentés et les résultats rajustés, se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

² Le profit économique et le rendement rajusté des capitaux propres en actions ordinaires sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Pour plus d'informations, se reporter à la rubrique «Profit économique et rendement des capitaux propres en actions ordinaires». Le rendement du capital investi est une mesure financière non conforme aux PCGR. Pour plus d'informations, se reporter à la rubrique «Profit économique et rendement du capital investi» du rapport annuel 2011 de la Banque.

³ À compter du premier trimestre de 2012, le calcul du profit économique repose sur les capitaux propres moyens en actions ordinaires sur une base prospective. Avant le premier trimestre de 2012, le profit économique était calculé d'après le capital investi moyen. Si ce changement avait eu lieu sur une base rétroactive, le profit économique de la Banque, calculé selon les capitaux propres moyens en actions ordinaires, aurait été de 770 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2011, de 712 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2011 et de 758 millions de dollars pour le premier trimestre de 2011.

⁴ Les résultats des périodes closes le 31 octobre 2011 ou avant sont présentés selon les PCGR du Canada.

⁵ Compte non tenu des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts. Pour de plus amples renseignements sur les prêts acquis ayant subi une perte de valeur, se reporter à la section «Qualité du portefeuille de crédit» du présent document et à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires. Pour de plus amples renseignements sur les titres de créance classés comme prêts, se reporter à la rubrique «Exposition à des obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes» et aux tableaux de la section «Qualité du portefeuille de crédit» du présent document, et à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

⁶ Pour la période close le 31 juillet 2011, le ratio cours/bénéfice a été calculé à partir des quatre trimestres successifs précédents, soit les trois mois clos le 31 octobre 2010 selon les PCGR du Canada et les neuf mois clos le 31 juillet 2011 selon les IFRS.

NOTRE RENDEMENT

Aperçu de la société

La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD. La TD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord d'après le nombre de succursales et elle offre ses services à environ 22 millions de clients. Ces services sont regroupés dans quatre principaux secteurs qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers clés dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; Gestion de patrimoine et Assurance; Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis; et Services bancaires de gros. En outre, la TD figure parmi les principales sociétés de services financiers par Internet du monde, avec environ 8,5 millions de clients en ligne. Au 31 juillet 2012, les actifs de la TD totalisaient 806 milliards de dollars. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole «TD».

Présentation de l'information financière de la Banque

La Banque dresse ses états financiers consolidés intermédiaires selon les IFRS et désigne les résultats dressés selon les IFRS «comme présentés». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR pour obtenir les résultats «rajustés», afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'activité et de mesurer son rendement global. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retire les «éléments à noter», déduction faite des impôts sur le résultat, des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement de l'entreprise sous-jacente. La Banque croit que les résultats rajustés permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue le rendement de la Banque. Les éléments à noter sont présentés dans le tableau de la page suivante. Comme expliqué, les résultats rajustés sont différents des résultats comme présentés selon les IFRS. Les résultats rajustés, les éléments à noter et les termes semblables utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

Adoption des IFRS

Le Conseil des normes comptables du Canada a annoncé précédemment que pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, toutes les entreprises ayant une obligation d'information du public devraient présenter leurs résultats financiers conformément aux IFRS. En conséquence, pour la Banque, les IFRS sont entrées en vigueur pour les périodes intermédiaires et annuelles ouvertes à compter du premier trimestre de l'exercice 2012. Les états financiers consolidés annuels et intermédiaires de l'exercice 2012 présenteront les résultats financiers comparatifs de 2011 selon les IFRS.

L'adoption des IFRS n'exige pas de changements importants aux contrôles et procédures de présentation de l'information financière de la Banque.

L'effet de la transition aux IFRS sur la situation financière, les capitaux propres et le rendement financier de la Banque comme présentés est décrit à la note 21 des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque pour la période close le 30 avril 2012, laquelle comprend une analyse des choix et des exemptions transitoires selon l'IFRS 1 et les rapprochements détaillés des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque préparés antérieurement selon les PCGR du Canada avec ceux dressés selon les IFRS.

Pour plus de renseignements sur les méthodes comptables importantes conformes aux IFRS appliquées par la Banque, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque pour la période close le 30 avril 2012.

TABLEAU 2 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – COMME PRÉSENTÉS

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juill. 2012	30 avr. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Produits d'intérêts nets	3 817 \$	3 680 \$	3 514 \$	11 184 \$	10 129 \$
Produits autres que d'intérêts	2 024	2 070	1 870	6 049	5 870
Total des produits	5 841	5 750	5 384	17 233	15 999
Provision pour pertes sur créances	438	388	380	1 230	1 150
Frais autres que d'intérêts	3 471	3 372	3 206	10 392	9 559
Résultat avant impôts sur le résultat et quote-part du résultat net d'une participation dans une entreprise associée	1 932	1 990	1 798	5 611	5 290
Charge d'impôts sur le résultat	291	351	367	914	1 016
Quote-part du résultat net d'une participation dans une entreprise associée, déduction faite des impôts sur le résultat	62	54	59	177	182
Résultat net – comme présenté	1 703	1 693	1 490	4 874	4 456
Dividendes sur actions privilégiées	49	49	43	147	132
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 654 \$	1 644 \$	1 447 \$	4 727 \$	4 324 \$
Attribuable aux :					
Participations ne donnant pas le contrôle	26 \$	26 \$	27 \$	78 \$	78 \$
Actionnaires ordinaires	1 628 \$	1 618 \$	1 420 \$	4 649 \$	4 246 \$

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre les résultats rajustés et les résultats comme présentés de la Banque.

TABLEAU 3 : MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR – RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT NET RAJUSTÉ ET DU RÉSULTAT NET COMME PRÉSENTÉ

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juill. 2012	30 avr. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Résultats opérationnels – rajustés					
Produits d'intérêts nets ¹	3 817 \$	3 702 \$	3 514 \$	11 220 \$	10 129 \$
Produits autres que d'intérêts ²	2 021	2 077	1 878	6 107	5 780
Total des produits	5 838	5 779	5 392	17 327	15 909
Provision pour pertes sur créances ³	479	468	380	1 392	1 150
Frais autres que d'intérêts ⁴	3 232	3 279	3 008	9 669	9 029
Résultat avant impôts sur le résultat et quote-part du résultat net d'une participation dans une entreprise associée	2 127	2 032	2 004	6 266	5 730
Charge d'impôts sur le résultat ⁵	382	365	441	1 168	1 182
Quote-part du résultat net d'une participation dans une entreprise associée, déduction faite des impôts sur le résultat ⁶	75	69	72	220	228
Résultat net – rajusté	1 820	1 736	1 635	5 318	4 776
Dividendes sur actions privilégiées	49	49	43	147	132
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales – rajusté	1 771	1 687	1 592	5 171	4 644
Attribuable aux :					
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales, déduction faite des impôts sur le résultat	26	26	27	78	78
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	1 745	1 661	1 565	5 093	4 566
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur le résultat					
Amortissement des immobilisations incorporelles ⁷	(59)	(59)	(94)	(178)	(296)
Augmentation (diminution) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente ⁸	–	(9)	9	(54)	91
Frais d'intégration et coûts de transaction directs liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ⁹	–	–	(39)	(9)	(83)
Augmentation (diminution) de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances ¹⁰	2	(1)	5	–	4
Frais d'intégration, coûts de transaction directs et variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler ¹¹	(6)	(3)	(26)	(14)	(36)
Frais d'intégration et coûts de transaction directs liés à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada ¹²	(25)	(30)	–	(79)	–
Provision pour litiges ¹³	(77)	–	–	(248)	–
Réduction de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées ¹⁴	30	59	–	120	–
Incidence positive attribuable aux modifications des taux d'impôt sur le résultat prévus par la loi ¹⁵	18	–	–	18	–
Total des rajustements pour les éléments à noter	(117)	(43)	(145)	(444)	(320)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	1 628 \$	1 618 \$	1 420 \$	4 649 \$	4 246 \$

¹ Les produits autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : *deuxième trimestre de 2012* – certaines charges totalisant 22 millions de dollars (17 millions de dollars, après impôts) portées en diminution des produits qui sont liées aux activités de lancement de cartes à taux promotionnel, comme expliqué à la note 12 ci-dessous; *premier trimestre de 2012* – certaines charges totalisant 14 millions de dollars (10 millions de dollars, après impôts) portées en diminution des produits qui sont liées aux activités de lancement de cartes à taux promotionnel.

² Les produits autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : *troisième trimestre de 2012* – profit de 3 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, comme expliqué à la note 10 ci-dessous; profit de 2 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de valeurs mobilières reclassées disponibles à la vente, comme expliqué à la note 8 ci-dessous; perte de 2 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle relative à Services financiers Chrysler comme expliqué à la note 11 ci-dessous; *deuxième trimestre de 2012* – perte de 2 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; perte de 5 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de valeurs mobilières reclassées disponibles à la vente; *premier trimestre de 2012* – perte de 2 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; profit de 1 million de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de valeurs mobilières reclassées disponibles à la vente; *deuxième trimestre de 2011* – profit de 3 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; profit de 9 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de valeurs mobilières reclassées disponibles à la vente; *premier trimestre de 2011* – perte de 6 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; profit de 93 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de valeurs mobilières reclassées disponibles à la vente.

³ La provision pour pertes sur créances rajustée exclut les éléments à noter suivants : *troisième trimestre de 2012* – réduction de 41 millions de dollars de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, comme expliqué à la note 14 ci-dessous; *deuxième trimestre de 2012* – réduction de 80 millions de dollars de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; *premier trimestre de 2012* – réduction de 41 millions de dollars de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

⁴ Les charges autres que d'intérêts rajustées excluent les éléments à noter suivants : *troisième trimestre de 2012* – amortissement d'immobilisations incorporelles de 69 millions de dollars, comme expliqué à la note 7 ci-dessous; frais d'intégration et coûts de transaction directs liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler de 7 millions de dollars, comme expliqué à la note 11

- ci-dessous; frais d'intégration et coûts de transaction directs liés à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada de 35 millions de dollars, comme expliqué à la note 12 ci-dessous; charges de 128 millions de dollars relatives à la provision pour litiges, comme expliqué à la note 13 ci-dessous; *deuxième trimestre de 2012* – amortissement d'immobilisations incorporelles de 69 millions de dollars; frais d'intégration et coûts de transaction directs de 6 millions de dollars liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler; frais d'intégration et coûts de transaction directs liés à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada de 18 millions de dollars; *premier trimestre de 2012* – amortissement d'immobilisations incorporelles de 70 millions de dollars; frais d'intégration de 11 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, comme expliqué à la note 9 ci-dessous; frais d'intégration et coûts de transaction directs de 7 millions de dollars liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler; frais d'intégration et coûts de transaction directs de 18 millions de dollars liés à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada; charges de 285 millions de dollars relatives à la provision pour litiges; *troisième trimestre de 2011* – amortissement d'immobilisations incorporelles de 135 millions de dollars; frais d'intégration de 46 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis; frais d'intégration de 9 millions de dollars liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler; *deuxième trimestre de 2011* – amortissement d'immobilisations incorporelles de 138 millions de dollars; frais d'intégration de 26 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis; frais d'intégration et coûts de transaction directs de 4 millions de dollars liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler; *premier trimestre de 2011* – amortissement d'immobilisations incorporelles de 129 millions de dollars; frais d'intégration de 37 millions de dollars liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.
- ⁵ Pour un rapprochement de la charge d'impôts sur le résultat comme présentée et de la charge d'impôts sur le résultat rajustée, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement de la charge d'impôts sur le résultat comme présentée et de la charge d'impôts sur le résultat rajustée» à la rubrique «Impôts sur le résultat» du présent document.
- ⁶ La quote-part rajustée du résultat net d'une participation dans une entreprise associée exclut les éléments à noter suivants : *troisième trimestre de 2012* – amortissement d'immobilisations incorporelles de 13 millions de dollars, comme expliqué à la note 7 ci-dessous; *deuxième trimestre de 2012* – amortissement d'immobilisations incorporelles de 15 millions de dollars; *premier trimestre de 2012* – amortissement d'immobilisations incorporelles de 15 millions de dollars; *troisième trimestre de 2011* – amortissement d'immobilisations incorporelles de 13 millions de dollars; *deuxième trimestre de 2011* – amortissement d'immobilisations incorporelles de 16 millions de dollars; *premier trimestre de 2011* – amortissement d'immobilisations incorporelles de 17 millions de dollars.
- ⁷ L'amortissement des immobilisations incorporelles se rapporte principalement à l'acquisition de Canada Trust en 2000, à l'acquisition de TD Banknorth en 2005 et à sa privatisation en 2007, à l'acquisition de Commerce en 2008, aux acquisitions par TD Banknorth et Hudson United Bancorp (Hudson) en 2006 et d'Interchange Financial Services (Interchange) en 2007, à l'amortissement des immobilisations incorporelles compris dans la quote-part du résultat net de TD Ameritrade ainsi qu'à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada en 2012. Avec prise d'effet en 2011, l'amortissement des logiciels est inclus dans l'amortissement des immobilisations incorporelles; toutefois, il n'est pas inclus aux fins des éléments à noter, qui ne comprennent que l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises par suite de regroupements d'entreprises.
- ⁸ Au cours de 2008, en raison de la détérioration des marchés et des bouleversements profonds du marché du crédit, la Banque a modifié sa stratégie de négociation en ce qui concerne certains titres de créance détenus à des fins de transaction. Puisque la Banque n'avait plus l'intention de négocier activement cette catégorie de titres de créance, elle a reclassé, en date du 1^{er} août 2008, ces titres de créance détenus à des fins de transaction dans la catégorie disponibles à la vente. Dans le cadre de la stratégie de négociation de la Banque, ces titres de créance sont couverts sur le plan économique, principalement avec des swaps sur défaillance de crédit et des contrats de swaps de taux d'intérêt. Cela comprend le risque lié à la conversion des monnaies étrangères pour le portefeuille de titres de créance et les dérivés qui le couvrent. Ces dérivés ne sont pas admissibles au reclassement et sont comptabilisés à la juste valeur, les variations de juste valeur étant passées en résultat de la période. La direction estime que cette asymétrie entre le traitement comptable des dérivés et celui des titres de créance reclassés entraîne une volatilité périodique des résultats, qui n'est pas représentative des caractéristiques économiques de la performance de l'entreprise sous-jacente du secteur Services bancaires de gros. À compter du deuxième trimestre de 2011, la Banque peut à l'occasion remplacer des titres dans le portefeuille pour mieux utiliser le financement à échéance déterminée initial. Par conséquent, les dérivés sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement dans le secteur Services bancaires de gros, et les profits et les pertes sur les dérivés, en sus des montants comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement, sont comptabilisés dans le secteur Siège social. Les résultats rajustés de la Banque excluent les profits et les pertes relatifs aux dérivés qui dépassent le montant comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'engagement.
- ⁹ Par suite des acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, la Banque a engagé des frais d'intégration et des coûts de transaction directs. Les frais d'intégration se composent des frais liés à la technologie de l'information, des coûts de maintien de l'effectif, des honoraires de consultation de professionnels externes, des coûts de marketing (notamment pour les communications avec la clientèle et la diffusion de la nouvelle marque), des frais de déplacement liés à l'intégration, des indemnités de départ, des frais liés à la modification des contrats d'emploi et de prime de certains dirigeants, des coûts de résiliation de contrats, et de la dépréciation d'actifs à long terme. Les coûts de transaction directs sont les frais engagés directement pour effectuer un regroupement d'entreprises et se composent principalement des commissions d'apporteurs d'affaires et des honoraires de conseillers et de juristes. Les frais d'intégration au cours des derniers trimestres ont découlé de l'acquisition de South Financial et des acquisitions facilitées par la FDIC, et aucun coût de transaction direct n'a été comptabilisé. Le premier trimestre de 2012 a été le dernier trimestre d'inclusion dans les éléments à noter de frais d'intégration ou de coûts de transaction directs liés aux acquisitions facilitées par la FDIC et à l'acquisition de South Financial par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.
- ¹⁰ La Banque achète des swaps sur défaillance de crédit pour couvrir le risque de crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises des Services bancaires de gros. Ces swaps ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture et sont évalués à la juste valeur, et les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les résultats de la période considérée. Les prêts connexes sont comptabilisés au coût amorti. La direction estime que cette asymétrie entre le traitement comptable des swaps sur défaillance de crédit et celui des prêts entraînerait une volatilité périodique des profits et des pertes, qui n'est représentative ni des caractéristiques économiques du portefeuille de prêts aux grandes entreprises ni du rendement de l'entreprise sous-jacente des Services bancaires de gros. Par conséquent, les swaps sur défaillance de crédit sont comptabilisés, selon la méthode de la comptabilité d'engagement dans le secteur Services bancaires de gros, et les profits et les pertes relatifs aux swaps sur défaillance de crédit, en sus des coûts comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement, sont comptabilisés dans le secteur Siège social. Les résultats rajustés excluent les profits et les pertes relatifs aux swaps sur défaillance de crédit, en sus des coûts comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Lorsqu'un incident de crédit se produit dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises qui comporte des swaps sur défaillance de crédit comme couverture connexe, la provision pour pertes sur créances liée à la portion qui était couverte au moyen des swaps sur défaillance de crédit est portée en diminution de cet élément à noter.
- ¹¹ Par suite de l'acquisition de Services financiers Chrysler au Canada et aux États-Unis, la Banque a engagé des frais d'intégration et des coûts de transaction directs. De plus, la Banque a connu une volatilité des résultats en raison des variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle. Les frais d'intégration se composent des frais liés à la technologie de l'information, des coûts de maintien de l'effectif, des honoraires de consultation de professionnels externes, des coûts de marketing (notamment pour les communications avec la clientèle et la diffusion de la nouvelle marque), des frais de déplacement liés à l'intégration, des indemnités de départ, des frais liés à la modification des contrats d'emploi et de prime de certains dirigeants, des coûts de résiliation de contrats, et de la dépréciation d'actifs à long terme. Les coûts de transaction directs sont les frais engagés directement pour effectuer un regroupement d'entreprises et se composent principalement des commissions d'apporteurs d'affaires et des honoraires de conseillers et de juristes. La contrepartie éventuelle est définie aux termes du contrat d'acquisition et établit que la Banque devra verser une contrepartie au comptant additionnelle s'il arrivait que les montants réalisés sur certains actifs excèdent un seuil préétabli. La contrepartie éventuelle est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations de juste valeur postérieures à l'acquisition sont comptabilisées dans l'état du résultat consolidé. Le résultat rajusté exclut les profits et les pertes sur la contrepartie éventuelle, en sus de la juste valeur à la date d'acquisition. Bien que les frais d'intégration et les coûts de transaction directs liés à cette acquisition aient été engagés au Canada et aux États-Unis, la plus grande partie de ces frais sont liés aux initiatives d'intégration entreprises pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.
- ¹² Par suite de l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada, de même que de certains autres actifs et passifs, la Banque a engagé des frais d'intégration et des coûts de transaction directs. Les frais d'intégration se composent des frais liés à la technologie de l'information, des coûts de maintien de l'effectif, des honoraires de consultation de professionnels externes, des coûts de marketing (notamment pour les communications avec la clientèle et la diffusion de la nouvelle marque et certaines charges portées en diminution des produits liées aux activités de lancement de cartes à taux promotionnel), des frais de déplacement liés à l'intégration, des indemnités de départ, des frais liés à la modification des contrats d'emploi et de prime de certains dirigeants, des coûts de résiliation de contrats, et de la dépréciation d'actifs à long terme. Les coûts de transaction directs sont les frais engagés directement pour effectuer un regroupement d'entreprises et se composent principalement des commissions d'apporteurs d'affaires et des honoraires de conseillers et de juristes. Les frais d'intégration et coûts de transaction directs liés à cette acquisition ont été engagés par les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.
- ¹³ Par suite de certains jugements défavorables prononcés aux États-Unis au cours du premier trimestre de 2012, et d'un règlement conclu après ce trimestre, la Banque a pris des mesures de prudence pour réévaluer sa provision pour litiges et, ayant tenu compte de ces facteurs et d'autres causes connexes ou similaires, la Banque a déterminé, selon les normes comptables applicables, que la provision pour litiges de 285 millions de dollars (171 millions de dollars après impôts) était nécessaire au premier trimestre de 2012. Selon l'évaluation continue de cet ensemble de causes, la Banque a déterminé, selon les normes comptables applicables, qu'une augmentation de la provision pour litiges de 128 millions de dollars (77 millions de dollars après impôts) s'imposait pour le trimestre considéré.
- ¹⁴ Compte non tenu de l'incidence liée au portefeuille de cartes de crédit de MBNA et à d'autres portefeuilles de prêts à la consommation (qui est comptabilisée dans les résultats du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada), la «réduction de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées», désignée auparavant comme «Augmentation (reprise) de la provision générale dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada», comprend 41 millions de dollars (30 millions de dollars après impôts) pour le troisième trimestre de 2012, 80 millions de dollars (59 millions de dollars après impôts) pour le deuxième trimestre de 2012 et 41 millions de dollars (31 millions de dollars après impôts) pour le premier trimestre de 2012, la totalité étant attribuable au secteur Services bancaires de gros et aux portefeuilles de prêts autres que ceux de MBNA liés aux Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.
- ¹⁵ Cet élément représente l'incidence des modifications du taux d'impôt sur le résultat prévu par la loi sur les soldes d'impôt différé nets.

TABLEAU 4 : RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT PAR ACTION COMME PRÉSENTÉ ET DU RÉSULTAT PAR ACTION RAJUSTÉ¹

(en dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juill. 2012	30 av. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Résultat de base par action – comme présenté	1,79 \$	1,79 \$	1,60 \$	5,14 \$	4,81 \$
Rajustements pour les éléments à noter ²	0,13	0,05	0,17	0,49	0,36
Résultat de base par action – rajusté	1,92 \$	1,84 \$	1,77 \$	5,63 \$	5,17 \$
Résultat dilué par action – comme présenté	1,78 \$	1,78 \$	1,58 \$	5,11 \$	4,75 \$
Rajustements pour les éléments à noter ²	0,13	0,04	0,17	0,48	0,35
Résultat dilué par action – rajusté	1,91 \$	1,82 \$	1,75 \$	5,59 \$	5,10 \$

¹ Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.² Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.**TABLEAU 5 : AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT¹**

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juill. 2012	30 av. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Canada Trust	– \$	– \$	42 \$	– \$	126 \$
TD Bank, N.A.	30	31	32	94	102
TD Ameritrade (compris dans la quote-part du résultat net d'une participation dans une entreprise associée)	13	15	13	43	46
MBNA	8	8	–	22	–
Logiciels	32	37	30	98	75
Autres	8	5	7	19	22
Amortissement des immobilisations incorporelles, déduction faite des impôts sur le résultat	91 \$	96 \$	124 \$	276 \$	371 \$

¹ L'amortissement des immobilisations incorporelles, à l'exception des logiciels, est inclus dans les éléments à noter. Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

Profit économique et rendement des capitaux propres en actions ordinaires

À compter du premier trimestre de 2012, la Banque a révisé sa méthode d'allocation des fonds propres à ses secteurs d'activité pour s'aligner sur les exigences futures de Bâle III en matière de capitaux propres en actions ordinaires, soit à un taux de 7 % des fonds propres ordinaires de première catégorie. Les mesures du rendement des secteurs d'activité reflètent dorénavant une méthode fondée sur le rendement des capitaux propres en actions ordinaires, plutôt que fondée sur le rendement du capital investi comme auparavant. Ces changements ont été appliqués de manière prospective.

La Banque utilise le profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour l'actionnaire. Le profit économique représente le résultat net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires moins une imputation au titre des capitaux propres moyens en actions ordinaires. Le taux utilisé pour l'imputation au titre des capitaux propres moyens en actions ordinaires correspond au coût du capital calculé à l'aide du modèle d'évaluation des actifs financiers. L'imputation représente un rendement minimum présumé exigé par les actionnaires ordinaires sur les capitaux propres en actions ordinaires de la Banque. Le but de la Banque est de générer un profit économique positif et croissant.

Le rendement rajusté des capitaux propres en actions ordinaires est le résultat net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens en actions ordinaires. Le rendement des capitaux propres en actions ordinaires est un pourcentage et une variante du profit économique qui est exprimé en dollars. Si le rendement des capitaux propres en actions ordinaires excède le coût du capital, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de maximiser le profit économique en générant un rendement des capitaux propres en actions ordinaires supérieur au coût du capital.

Le profit économique et le rendement rajusté des capitaux propres en actions ordinaires sont des mesures financières non conformes aux PCGR, puisque ce ne sont pas des termes définis par les IFRS. Les lecteurs doivent prendre note que les résultats rajustés et d'autres mesures rajustées par rapport à une base autre que les IFRS n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qu'ils pourraient donc ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

TABLEAU 6 : PROFIT ÉCONOMIQUE ET RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES EN ACTIONS ORDINAIRES

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	Rendement des capitaux propres en actions ordinaires	Rendement des capitaux propres en actions ordinaires	Rendement du capital investi	Rendement des capitaux propres en actions ordinaires	Rendement du capital investi
	31 juill. 2012	30 avr. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Capitaux propres moyens en actions ordinaires	42 333 \$	40 625 \$	35 027 \$	41 012 \$	34 593 \$
Montant cumulatif moyen de l'amortissement du goodwill et des immobilisations corporelles, déduction faite des impôts sur le résultat	s. o.	s. o.	5 353	s. o.	5 267
Capitaux propres moyens en actions ordinaires/Capital investi moyen	42 333 \$	40 625 \$	40 380 \$	41 012 \$	39 860 \$
Coût des capitaux propres moyens en actions ordinaires/Capital investi moyen	9,0 %	9,0 %	9,0 %	9,0 %	9,0 %
Imputation au titre des capitaux propres moyens en actions ordinaires/Capital investi moyen	958 \$	899 \$	916 \$	2 763 \$	2 683 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	1 628 \$	1 618 \$	1 420 \$	4 649 \$	4 246 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le résultat, déduction faite des impôts sur le résultat ¹	117	43	145	444	320
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	1 745 \$	1 661 \$	1 565 \$	5 093 \$	4 566 \$
Profit économique²	787 \$	762 \$	649 \$	2 330 \$	1 883 \$
Rendement des capitaux propres en actions ordinaires – rajusté/Rendement du capital investi	16,4 %	16,6 %	15,4 %	16,6 %	15,3 %

¹ Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

² Le profit économique est calculé selon les capitaux propres moyens en actions ordinaires sur une base prospective. Avant le premier trimestre de 2012, le profit économique était calculé d'après le capital investi moyen. Si ce changement avait eu lieu sur une base rétroactive, le profit économique de la Banque, calculé selon les capitaux propres moyens en actions ordinaires, aurait été de 770 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2011, de 712 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2011 et de 758 millions de dollars pour le premier trimestre de 2011.

Événements importants en 2012

Acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada

Le 1^{er} décembre 2011, la Banque a acquis la quasi-totalité du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada, filiale en propriété exclusive de la Bank of America Corporation, ainsi que de certains autres actifs et passifs pour une contrepartie au comptant de 6 839 millions de dollars. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats de l'acquisition à compter de la date d'acquisition jusqu'au 31 juillet 2012 ont été consolidés avec les résultats de la Banque et sont présentés essentiellement dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Gestion de patrimoine et Assurance. Au 1^{er} décembre 2011, l'acquisition avait ajouté 7 361 millions de dollars de prêts, 272 millions de dollars d'autres actifs et 1 335 millions de dollars de passifs. La juste valeur estimée des prêts reflète les pertes sur créances prévues à la date de l'acquisition. L'excédent de la contrepartie par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis d'environ 541 millions de dollars a été attribué à hauteur de 419 millions de dollars aux immobilisations incorporelles et de 122 millions de dollars au goodwill. La répartition du prix d'acquisition est susceptible de faire l'objet d'ajustements à mesure que la Banque termine l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Placement dans Groupe TMX Limitée

Le 30 octobre 2011, Groupe TMX inc. (TMX) et Corporation d'Acquisition Groupe Maple (dorénavant Groupe TMX Limitée) (Maple) ont annoncé avoir conclu une convention de soutien relativement au projet d'acquisition par Maple de la totalité des actions de TMX en circulation dans le cadre d'une opération intégrée en deux étapes d'une valeur d'environ 3 800 millions de dollars.

Maple est une société dont les investisseurs comprennent douze des principales institutions financières et caisses de retraite du Canada, notamment Valeurs Mobilières TD Inc. qui est une filiale en propriété exclusive de la Banque.

Maple a conclu l'acquisition de 80 % des actions de TMX en circulation le 10 août 2012, conformément aux conditions de l'offre. Cette transaction prévoyait également l'acquisition d'Alpha Trading Systems Inc. et d'Alpha Trading Systems Limited Partnership (ensemble, Alpha) et de La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (CDS). Maple a conclu l'acquisition d'Alpha et de CDS le 1^{er} août 2012, et les actionnaires existants de CDS et d'Alpha ont reçu des paiements en espèces en échange de leur participation.

En vertu d'un arrangement approuvé par un tribunal, chaque action de TMX en circulation encore détenue par les actionnaires de TMX (à l'exception de ceux de Maple) sera échangée contre une action de Maple à la date de conclusion prévue le 14 septembre 2012. À titre d'investisseur dans Maple, la Banque a fourni un financement en capitaux propres à Maple d'environ 190 millions de dollars pour financer l'acquisition de TMX, d'Alpha et de CDS.

Nouveautés législatives aux États-Unis

Le 21 juillet 2010, le président des États-Unis a ratifié la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la «loi Dodd-Frank» ou «la loi») qui déclenche des changements en profondeur du secteur financier aux États-Unis. Couvrant plus de 2 300 pages, la loi Dodd-Frank aura une incidence sur presque toutes les institutions financières exerçant leurs activités aux États-Unis, dont la Banque, et pourrait, du fait de certains aspects extraterritoriaux, toucher les activités de la Banque à l'extérieur des États-Unis, y compris au Canada. La loi Dodd-Frank entraîne d'importants changements, entre autres pour ce qui est de la supervision des services bancaires et des banques, de la résolution des problématiques entourant les institutions financières d'importance systémique, des transactions pour compte propre et de certains placements dans des fonds, de la protection des consommateurs, des valeurs mobilières, des dérivés négociés hors Bourse et de la rémunération des cadres, et un resserrement des normes prudentielles qui s'appliqueront à ces questions. La loi Dodd-Frank sera aussi complétée par la publication de plus de 240 dispositions réglementaires ainsi que par un grand nombre d'études et de rapports continus dans la foulée de sa mise en œuvre. Par conséquent, même si la loi aura une incidence sur les affaires de la Banque, particulièrement sur ses activités aux États-Unis, les conséquences ultimes pour la Banque ne seront pas connues tant que les règlements de mise en œuvre n'auront pas été entièrement rendus publics et finalisés.

Le 10 novembre 2011, le Département du Trésor, le conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale, la Federal Deposit Insurance Corporation et la Securities and Exchange Commission ont émis conjointement un projet de règlement de mise en œuvre de l'article 619 de la loi Dodd-Frank (la «règle Volcker» ou «la règle»). Le 13 janvier 2012, la Commodity Futures Trading Commission a publié un projet de règlement semblable. La Banque procède actuellement à l'analyse du projet de règlement de la règle Volcker en vue de planifier sa mise en œuvre. La règle interdit de façon générale les transactions pour compte propre et établit des restrictions à l'égard des autres activités de négociation permises, limite les placements dans des fonds de couverture et d'actions de sociétés fermées et leur soutien, et exige un respect strict des régimes de conformité et de déclaration entourant les activités permises. La règle devrait également avoir une incidence sur certains des fonds soutenus par la Banque et pour lesquels elle offre des services-conseils dans le cadre de ses activités de gestion d'actifs ainsi que sur les placements de capital-investissement qu'elle détient actuellement. Selon le projet actuel, les dispositions de la règle s'appliquent aux entités bancaires, y compris les banques autres qu'américaines, comme la Banque, qui contrôlent des institutions de dépôts assurés aux États-Unis ou sont traitées comme des sociétés de portefeuille bancaires du fait qu'elles ont une succursale ou une agence aux États-Unis. La règle proposée s'applique aux sociétés affiliées ou aux filiales de la Banque : la définition donnée aux termes «société affiliée» et «filiale» dans la règle Volcker inclut les entités contrôlées par la Banque ou qui sont sous le contrôle conjoint de la Banque. Telle qu'elle est proposée actuellement, la règle exige l'instauration d'un programme de conformité étendu et la surveillance de certaines mesures quantitatives des risques ainsi que de programmes de surveillance et de déclaration à l'égard de la conformité. Le 19 avril 2012, le conseil de la Réserve fédérale, en son nom et pour le compte des autres agences, a publié des directives selon lesquelles la conformité à la règle ne sera pas obligatoire avant le 21 juillet 2014, à moins que cette date ne soit repoussée par le conseil de la Réserve fédérale. Les agences n'ont pas indiqué la date à laquelle la version finale de la règle serait publiée. Même si l'on estime que la règle aura une incidence défavorable sur certaines des activités de la Banque, l'ordre de grandeur de cette incidence pour la Banque ne sera pas connu tant que le projet actuel ne sera pas finalisé. Pour le moment, on estime que l'incidence ne devrait pas être importante pour la Banque.

Le *Durbin Amendment* est une disposition de la loi Dodd-Frank qui autorise le conseil de la Réserve fédérale à adopter des règlements fixant des frais d'interchange qui sont «raisonnables et proportionnels» aux coûts de traitement des transactions. En juin 2011, le conseil de la Réserve fédérale a adopté des règles définitives limitant les frais d'interchange sur les cartes de débit et fixant la date de mise en œuvre au 1^{er} octobre 2011, et a plafonné les frais à 21 cents par transaction, plus de petits montants pour couvrir les frais relatifs aux fraudes. L'incidence du *Durbin Amendment* a été une perte de produits bruts d'environ 50 à 60 millions de dollars US avant impôts par trimestre, ce qui est conforme aux attentes.

Pour plus d'informations sur l'incidence du *Durbin Amendment*, se reporter à la rubrique «Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis» dans la section «Rapport de gestion des secteurs d'activité de la TD» du présent rapport. La Banque continue de surveiller de près l'évolution de ces questions et d'autres faits législatifs nouveaux et analysera l'incidence que pourraient avoir ces changements réglementaires et législatifs sur ses activités.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Sommaire du rendement

Un aperçu du rendement de la Banque, sur une base rajustée, pour le troisième trimestre de 2012 en regard des indicateurs de rendement financiers indiqués dans le rapport annuel 2011, est présenté ci-après. Les indicateurs de rendement pour les actionnaires servent de guides et de points de repère quant aux réalisations de la Banque. Aux fins de cette analyse, la Banque utilise des résultats rajustés, lesquels excluent les éléments à noter des résultats comme présentés qui ont été préparés selon les IFRS. Les résultats et les éléments à noter comme présentés et rajustés sont expliqués à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

- Le résultat dilué par action rajusté pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012 a augmenté de 10 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant la vigueur des résultats tirés des activités de détail. La Banque vise une croissance à moyen terme du résultat par action rajusté de 7 % à 10 %.
- Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012, le rendement rajusté des actifs pondérés en fonction des risques s'est établi à 2,86 %.
- Pour les douze mois clos le 31 juillet 2012, le total du rendement pour les actionnaires a atteint 6,9 %, soit un rendement plus élevé que le rendement moyen de 2,7 % des établissements financiers canadiens comparables.

Incidence du taux de change sur les résultats convertis des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et de TD Ameritrade

Les résultats du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et la quote-part de la Banque des résultats de TD Ameritrade sont touchés par les fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien.

La dépréciation du dollar canadien a eu un effet favorable sur nos résultats consolidés pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, comme présenté dans le tableau ci-après.

TABLEAU 7 : INCIDENCE DU TAUX DE CHANGE SUR LES RÉSULTATS CONVERTIS DES SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AUX ÉTATS-UNIS ET DE TD AMERITRADE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i> 31 juill. 2012 par rapport au 31 juill. 2011	<i>Neuf mois clos les</i> 31 juill. 2012 par rapport au 31 juill. 2011
Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis		
Augmentation du total des produits – comme présenté	76 \$	149 \$
Augmentation du total des produits – rajusté	76	149
Augmentation des frais autres que d'intérêts – comme présentés	53	102
Augmentation des frais autres que d'intérêts – rajustés	46	90
Augmentation du résultat net comme présenté, après impôts	14	27
Augmentation du résultat net rajusté, après impôts	18	34
TD Ameritrade		
Augmentation de la quote-part du résultat net, après impôts	2 \$	4 \$
Augmentation du résultat de base par action – comme présenté	0,02 \$	0,03 \$
Augmentation du résultat de base par action – rajusté	0,02 \$	0,04 \$

Sommaire et perspectives économiques

L'économie canadienne s'est solidement ancrée dans un scénario de croissance modeste. Le taux de croissance, stable mais humble, du PIB réel a été de 2 % (annualisé) au quatrième trimestre de 2011 et au premier trimestre de 2012 comparativement à une croissance autour de 3 % au début de la reprise. De nombreux secteurs de l'économie ont montré des signes d'atonie : les secteurs manufacturier et du détail font du surplace depuis le début de l'année. Les dépenses de consommation, principale locomotive de la croissance économique de l'actuelle reprise, ont aussi commencé à montrer des signes d'essoufflement. Après une progression trimestrielle moyenne de presque 3 % depuis le début de 2010, la croissance des dépenses est retombée à un niveau annualisé de 1 % au premier trimestre de 2012. De même, la création d'emplois a perdu de l'élan. Bien qu'elle soit volatile d'un mois à l'autre, la tendance semestrielle indique que la croissance de l'emploi a ralenti même si elle a atteint un niveau solide de 20 000 postes créés par mois, par rapport à 30 000 postes créés par mois plus tôt cette année. Pour l'avenir, il est attendu que les moteurs de la croissance économique changeront, mais pas de façon majeure. L'économie américaine, qui a aussi pâti d'un ralentissement similaire de sa croissance, devra surmonter une probable compression massive des dépenses fédérales, en plus des augmentations d'impôts attendues au début de 2013. Vu la faible récession qui s'étend à presque toute l'Europe et la vigueur du dollar canadien, l'apport des exportations à la croissance économique du Canada sera modeste au cours des mois à venir. Les consommateurs continueront à dépenser, mais avec modération. Même si les taux d'intérêt demeureront bas et favorables à court terme, les nouvelles règles restrictives sur les prêts hypothécaires et la réticence des ménages à s'endetter davantage freineront sans doute la demande de logements neufs et de crédit. Cela dit, la récente croissance modeste de 2 % de l'économie canadienne devrait tenir jusqu'à la fin de 2012 et tout au long de 2013.

Selon les économistes de la TD, deux grands risques subsistent. La crise persistante de la dette souveraine en Europe reste le principal défi pour l'économie mondiale. Une déstabilisation du système financier européen a été évitée au cours de l'été quand les partis politiques grecs ont formé un gouvernement de coalition après une deuxième élection en deux mois. Pendant ce temps, l'Espagne a obtenu du soutien pour renflouer son système bancaire fragile, et la Banque centrale européenne a réaffirmé son engagement à résoudre la crise de la dette. Toutefois, bon nombre des difficultés structurelles à long terme de la région restent à régler. Au Canada, l'endettement des ménages demeure le plus important risque. Même si la croissance de la dette commence à ralentir, un scénario de ralentissement plus marqué des dépenses de consommation et de la construction de logements représente un grand risque de récession le jour où les taux d'intérêt amorceront un retour à un niveau plus normal.

Résultat net

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2012 par rapport au T3 2011

Le résultat net comme présenté pour le trimestre s'est établi à 1 703 millions de dollars, soit une hausse de 213 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net rajusté pour le trimestre a été de 1 820 millions de dollars, soit une hausse de 185 millions de dollars, ou 11 %. La hausse du résultat net rajusté s'explique surtout par la croissance des bénéfices de tous les secteurs opérationnels. Le résultat net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a augmenté étant donné surtout une bonne croissance des volumes de prêts et de dépôts, un rendement de crédit avantageux et un important apport de MBNA. L'augmentation du résultat net des Services bancaires de gros est le fait surtout de la hausse des produits liés aux activités de négociation. Le résultat net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'est accru principalement en raison d'une forte croissance interne des volumes, en partie neutralisée par l'incidence du *Durbin Amendment*. Quant au résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance, sa hausse est attribuable surtout à une augmentation de la contribution de TD Ameritrade. La baisse de la contribution du secteur Siège social s'explique essentiellement par l'incidence défavorable des activités de trésorerie et autres activités de couverture et d'autres éléments, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, en partie contrebalancée par une diminution des frais nets du Siège social et des éléments fiscaux favorables.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2012 par rapport au T2 2012

Le résultat net comme présenté pour le trimestre a enregistré une hausse de 10 millions de dollars, ou 1 %, en regard du trimestre précédent. Le résultat net rajusté pour le trimestre a enregistré une hausse de 84 millions de dollars, ou 5 %. La hausse du résultat net rajusté s'explique surtout par la croissance des bénéfices des secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Siège social. Le résultat net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a augmenté étant donné surtout les deux jours civils additionnels et la croissance soutenue des volumes, en partie contrebalancés par une augmentation des frais autres que d'intérêts. La hausse de la contribution du secteur Siège social est le fait surtout de la diminution des frais nets du Siège social.

Depuis le début de l'exercice – T3 2012 par rapport au T3 2011

Pour la période depuis le début de l'exercice, le résultat net comme présenté s'est établi à 4 874 millions de dollars, soit une hausse de 418 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, le résultat net rajusté a été de 5 318 millions de dollars, soit une hausse de 542 millions de dollars, ou 11 %. La hausse du résultat net rajusté s'explique surtout par la croissance des bénéfices de tous les secteurs. Le résultat net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a progressé surtout sous l'effet de la croissance soutenue des volumes et de l'inclusion de MBNA, en partie contrebalancées par une hausse des frais autres que d'intérêts et un rétrécissement de la marge sur les actifs productifs moyens. Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance a enregistré une hausse en raison d'une forte croissance des produits du sous-secteur Assurance et d'une hausse des produits tirés des comptes à honoraires dans les activités de conseil et les activités de gestion de placement du sous-secteur Gestion de patrimoine, le tout en partie neutralisé par une baisse des produits de transaction des services de placement direct du sous-secteur Gestion de patrimoine. Le résultat net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'est accru surtout en raison d'une forte croissance interne, en partie annulée par l'incidence du *Durbin Amendment*. L'augmentation du résultat net des Services bancaires de gros est le fait surtout des solides produits liés aux activités de négociation, partiellement neutralisée par une hausse des frais autres que d'intérêts. La hausse de la contribution du secteur Siège social est le fait surtout de la diminution des frais nets du Siège social.

Produits d'intérêts nets

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2012 par rapport au T3 2011

Les produits d'intérêts nets comme présentés et les produits d'intérêts nets rajustés pour le trimestre se sont établis à 3 817 millions de dollars, soit une hausse de 303 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse des produits d'intérêts nets rajustés reflète des augmentations dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Les produits d'intérêts nets des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont augmenté surtout sous l'effet de l'inclusion de MBNA et de la croissance soutenue des volumes, en partie contrebalancées par un rétrécissement de la marge sur les actifs productifs moyens. Les produits d'intérêts nets des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont monté dans une large mesure du fait de la forte croissance des prêts et des dépôts, en partie contrebalancée par le rétrécissement de la marge sur les actifs productifs moyens.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2012 par rapport au T2 2012

Les produits d'intérêts nets comme présentés pour le trimestre ont augmenté de 137 millions de dollars, ou 4 %, en regard du trimestre précédent. Les produits d'intérêts nets rajustés pour le trimestre ont enregistré une hausse de 115 millions de dollars, ou 3 %. La hausse des produits d'intérêts nets rajustés s'explique par les augmentations dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros. Les produits d'intérêts nets des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont augmenté surtout en raison des deux jours civils additionnels et de la croissance soutenue des volumes, en partie contrebalancés par un rétrécissement de la marge sur les actifs productifs moyens. L'augmentation des produits d'intérêts nets des Services bancaires de gros est le fait surtout de la hausse des produits liés aux activités de négociation.

Depuis le début de l'exercice – T3 2012 par rapport au T3 2011

Pour la période depuis le début de l'exercice, les produits d'intérêts nets comme présentés se sont établis à 11 184 millions de dollars, soit une augmentation de 1 055 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, les produits d'intérêts nets rajustés ont été de 11 220 millions de dollars, soit une augmentation de 1 091 millions de dollars, ou 11 %. La hausse des produits d'intérêts nets rajustés est attribuable aux augmentations dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires de gros. Les produits d'intérêts nets des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont augmenté surtout sous l'effet de l'inclusion de MBNA et de la croissance soutenue des volumes, en partie contrebalancées par un rétrécissement de la marge sur les actifs productifs moyens. Les produits d'intérêts nets des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont monté du fait de l'acquisition de Services financiers Chrysler et de la croissance interne, en partie neutralisées par le rétrécissement de la marge sur les actifs productifs moyens. L'augmentation des produits d'intérêts nets des Services bancaires de gros est le fait surtout de la hausse des produits liés aux activités de négociation.

Produits autres que d'intérêts

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2012 par rapport au T3 2011

Les produits autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre se sont établis à 2 024 millions de dollars, soit une hausse de 154 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits autres que d'intérêts rajustés pour le trimestre ont été de 2 021 millions de dollars, soit une augmentation de 143 millions de dollars, ou 8 %. L'augmentation des produits autres que d'intérêts rajustés provient principalement des hausses dans les Services bancaires de gros et les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, contrebalancées en partie par les baisses dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Gestion de patrimoine et Assurance. La hausse des produits autres que d'intérêts des Services bancaires de gros est le fait surtout de l'augmentation des produits liés aux activités de négociation. Les produits autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont augmenté surtout en raison de la hausse des volumes de transactions, de la révision des prix et de l'inclusion de MBNA. La baisse des produits autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis découle principalement de l'incidence du *Durbin Amendment* et de la perte prévue de produits acquis de Services financiers Chrysler. Les produits autres que d'intérêts du secteur Gestion de patrimoine et Assurance ont enregistré une baisse du fait des ajustements aux provisions pour engagements de règlements et une diminution des produits de transaction entraînée par une baisse des volumes de transactions dans les services de placement direct du sous-secteur Gestion de patrimoine, en partie contrebalancées par la croissance des primes et l'inclusion de MBNA dans le sous-secteur Assurance.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2012 par rapport au T2 2012

Les produits autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont baissé de 46 millions de dollars, ou 2 %, en regard du trimestre précédent. Les produits autres que d'intérêts rajustés ont diminué de 56 millions de dollars, ou 3 %. La diminution des produits autres que d'intérêts rajustés découle principalement des baisses dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Gestion de patrimoine et Assurance, contrebalancées en partie par des augmentations dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros. Les produits autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont baissé surtout en raison de la hausse des profits tirés de la vente de valeurs mobilières au cours du trimestre précédent. Les produits autres que d'intérêts du secteur Gestion de patrimoine et Assurance ont enregistré une baisse principalement du fait d'une augmentation des demandes de règlement liées à des événements déclenchés par les conditions météorologiques dans le sous-secteur Assurance et d'une diminution des produits de transaction entraînée par une baisse des volumes de transactions dans les services de placement direct du sous-secteur Gestion de patrimoine, en partie contrebalancées par la croissance des primes. Pour le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, l'augmentation des produits autres que d'intérêts tient à la croissance des volumes et aux deux jours civils additionnels. L'augmentation des produits autres que d'intérêts des Services bancaires de gros est le fait surtout de la hausse des produits liés aux activités de négociation.

Depuis le début de l'exercice – T3 2012 par rapport au T3 2011

Pour la période depuis le début de l'exercice, les produits autres que d'intérêts comme présentés se sont établis à 6 049 millions de dollars, soit une hausse de 179 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, les produits autres que d'intérêts rajustés ont été de 6 107 millions de dollars, soit une augmentation de 327 millions de dollars, ou 6 %. L'augmentation des produits autres que d'intérêts rajustés s'explique par les hausses dans tous les secteurs. Les produits autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont augmenté surtout en raison de la hausse des volumes de transactions, de la révision des prix et de l'inclusion de MBNA. La hausse des produits autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'explique surtout par la croissance interne et les profits tirés de la vente de valeurs mobilières, en partie neutralisés par l'incidence du *Durbin Amendment*. L'augmentation des produits autres que d'intérêts des Services bancaires de gros est le fait surtout de la hausse des produits liés aux activités de négociation.

Provision pour pertes sur créances

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2012 par rapport au T3 2011

La provision pour pertes sur créances comme présentée pour le trimestre s'est établie à 438 millions de dollars, soit 58 millions de dollars, ou 15 %, de plus qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances rajustée pour le trimestre a été de 479 millions de dollars, soit une hausse de 99 millions de dollars, ou 26 %. La hausse de la provision pour pertes sur créances rajustée est attribuable essentiellement à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2012 par rapport au T2 2012

La provision pour pertes sur créances comme présentée pour le trimestre a augmenté de 50 millions de dollars, ou 13 %, en regard du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances rajustée a augmenté de 11 millions de dollars, ou 2 %. L'augmentation de la provision pour pertes sur créances rajustée découle principalement des hausses des provisions dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros, contrebalancées en partie par une baisse dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. La provision pour pertes sur créances des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a augmenté surtout en raison de la hausse des recouvrements au trimestre précédent. L'augmentation de la provision pour pertes sur créances des Services bancaires de gros s'explique par l'inclusion d'un client en particulier dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises au cours du trimestre considéré. La baisse de la provision pour pertes sur créances des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis découle surtout de la diminution de la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et du calendrier.

Depuis le début de l'exercice – T3 2012 par rapport au T3 2011

Pour la période depuis le début de l'exercice, la provision pour pertes sur créances comme présentée s'est établie à 1 230 millions de dollars, soit une hausse de 80 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, la provision pour pertes sur créances rajustée a été de 1 392 millions de dollars, soit une hausse de 242 millions de dollars, ou 21 %. La hausse de la provision pour pertes sur créances rajustée est attribuable essentiellement à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

TABLEAU 8 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES – À L'ÉTAT DU RÉSULTAT

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juill. 2012	30 avr. 2012 ¹	31 juill. 2011 ¹	31 juill. 2012	31 juill. 2011 ¹
Provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives					
Provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières	92 \$	107 \$	82 \$	333 \$	322 \$
Provision pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement significatives	348	308	367	1 008	983
Recouvrements	(76)	(77)	(69)	(218)	(199)
Total de la provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives	364	338	380	1 123	1 106
Provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées					
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros ²	55	16	–	104	–
Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	19	34	(1)	3	41
Autres	–	–	1	–	3
Total de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées	74	50	–	107	44
Provision pour pertes sur créances	438 \$	388 \$	380 \$	1 230 \$	1 150 \$

¹ Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.² Comprend les provisions pour pertes sur créances du portefeuille de MBNA Canada de 96 millions de dollars et de 95 millions de dollars pour les trimestres clos respectivement le 31 juillet 2012 et le 30 avril 2012, et de 264 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012. Compte non tenu des montants liés à MBNA Canada, la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées a été réduite de 41 millions de dollars (30 millions de dollars après impôts) et de 80 millions de dollars (59 millions de dollars après impôts) pour les trimestres clos respectivement le 31 juillet 2012 et le 30 avril 2012, et de 162 millions de dollars (120 millions de dollars après impôts) pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012. Ces éléments sont présentés comme des éléments à noter. Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.**Frais autres que d'intérêts et ratio d'efficience**Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2012 par rapport au T3 2011

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre se sont établis à 3 471 millions de dollars, soit une hausse de 265 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont été de 3 232 millions de dollars, en hausse de 224 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse des frais autres que d'intérêts rajustés a été causée par des augmentations dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires de gros et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Les frais des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont augmenté surtout en raison de l'inclusion de MBNA, de la croissance des volumes, des investissements dans des succursales et d'autres initiatives d'affaires. Les frais des Services bancaires de gros se sont accrues sous l'effet surtout de provisions pour litiges additionnelles et de l'augmentation de la rémunération variable. Les frais des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont monté principalement en raison des investissements dans l'entreprise principale, y compris dans de nouvelles succursales.

Le ratio d'efficience de la Banque comme présenté s'est amélioré pour s'établir à 59,4 % alors qu'il était de 59,6 % au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience de la Banque rajusté s'est amélioré pour s'établir à 55,4 % alors qu'il était de 55,8 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2012 par rapport au T2 2012

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont été de 99 millions de dollars, ou 3 %, plus élevés qu'au trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont diminué de 47 millions de dollars, ou 1 %, en regard du trimestre précédent. La diminution des frais autres que d'intérêts rajustés découle principalement des baisses des frais dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Gestion de patrimoine et Assurance, contrebalancées en partie par l'augmentation des frais dans les secteurs Services bancaires de gros et Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Les frais des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont diminué principalement en raison de la hausse des frais juridiques et des frais liés au crédit encourus au trimestre précédent. La diminution des frais du secteur Gestion de patrimoine et Assurance résulte essentiellement de la baisse des coûts variables due surtout à la diminution des volumes de transactions. Les frais des Services bancaires de gros ont monté sous l'effet de l'augmentation des charges opérationnelles, en partie neutralisée par la baisse de la rémunération variable. La montée des frais du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada est imputable principalement aux deux jours civils additionnels.

Le ratio d'efficience comme présenté s'est détérioré pour s'établir à 59,4 %, contre 58,7 % au trimestre précédent. Le ratio d'efficience rajusté s'est amélioré pour s'établir à 55,4 %, contre 56,8 % au trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice – T3 2012 par rapport au T3 2011

Pour la période depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts comme présentés se sont établis à 10 392 millions de dollars, soit une hausse de 833 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont été de 9 669 millions de dollars, en hausse de 640 millions de dollars, ou 7 %. La hausse des frais autres que d'intérêts rajustés s'explique par la croissance enregistrée dans la plupart des secteurs. Les frais des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont augmenté en raison surtout de l'inclusion de MBNA, de la hausse des frais relatifs à l'effectif, des initiatives d'affaires, de la croissance des volumes et d'un jour civil additionnel. Les frais des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont monté sous l'effet de l'acquisition de Services financiers Chrysler, des frais juridiques et des frais liés au crédit encourus et des investissements faits dans l'entreprise principale, y compris dans de nouvelles succursales. Les frais des Services bancaires de gros se sont accrues sous l'effet surtout de l'augmentation de la rémunération variable amenée par l'amélioration du rendement, des provisions pour litiges additionnelles et l'accroissement des dépenses relatives aux infrastructures.

Le ratio d'efficacité comme présenté s'est détérioré pour s'établir à 60,3 %, contre 59,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité rajusté s'est amélioré pour s'établir à 55,8 %, contre 56,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Perspectives générales

Nous continuons de prévoir un taux de croissance moindre pour les frais autres que d'intérêts rajustés en 2012 par rapport à l'exercice précédent; toutefois, on s'attend à une hausse d'environ 250 millions de dollars sur une base rajustée, des frais autres que d'intérêts rajustés d'un trimestre à l'autre.

Impôts sur le résultat

Comme il est expliqué à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque», la Banque rajuste ses résultats comme présentés pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer sa performance globale. Ainsi, la charge d'impôts sur le résultat est inscrite comme présentée et rajustée.

Le taux d'impôt sur le résultat effectif comme présenté de la Banque a été de 15,1 % pour le troisième trimestre, contre 20,4 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 17,6 % pour le trimestre précédent. La baisse par rapport à il y a un an est due en grande partie à une diminution du taux d'impôt canadien prévu par la loi, à une augmentation des produits de dividendes exonérés d'impôt versés par des sociétés canadiennes imposables, à une provision pour litiges déductible dans un territoire où le taux d'impôt est plus élevé et à une hausse des actifs d'impôt différé découlant du gel du taux d'impôt ontarien pour l'exercice considéré.

TABLEAU 9 : IMPÔTS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>						<i>Neuf mois clos les</i>			
	31 juill. 2012		30 avr. 2012		31 juill. 2011		31 juill. 2012		31 juill. 2011	
Impôts au taux d'impôt sur le résultat canadien prévu par la loi	515	26,4 %	525	26,3	506	28,1	1 484	26,4 %	1 487	28,1
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :										
Dividendes reçus	(72)	(3,7)	(56)	(2,8)	(44)	(2,5)	(176)	(3,1)	(149)	(2,8)
Écarts de taux liés aux activités internationales	(109)	(5,6)	(96)	(4,8)	(96)	(5,3)	(346)	(6,2)	(316)	(6,0)
Modifications futures des taux d'impôt fédéral et provinciaux	(18)	(0,9)					(18)	(0,3)		
Autres	(25)	(1,1)	(22)	(1,1)	1	0,1	(30)	(0,5)	(6)	(0,1)
Charge d'impôts sur le résultat et taux d'impôt effectif – comme présentée	291	15,1 %	351	17,6	367	20,4	914	16,3 %	1 016	19,2

Le taux d'impôt effectif rajusté de la Banque a été de 18,0 % pour le trimestre, soit moins que le taux de 22,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et se compare à 18,0 % pour le trimestre précédent. La baisse par rapport à il y a un an est due en grande partie à une diminution du taux d'impôt canadien prévu par la loi, à une augmentation des produits de dividendes exonérés d'impôt versés par des sociétés canadiennes imposables et à une baisse du taux d'impôt effectif dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

TABLEAU 10 : MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR – RAPPROCHEMENT DE LA CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT COMME PRÉSENTÉE ET DE LA CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT RAJUSTÉE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juill. 2012	30 av. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Charge d'impôts sur le résultat – comme présentée	291 \$	351 \$	367 \$	914 \$	1 016 \$
Rajustements pour les éléments à noter^{1,2} :					
Amortissement des immobilisations incorporelles	23	25	39	73	123
Juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de valeurs mobilières reclassées disponibles à la vente	(2)	(4)	(4)	2	(26)
Frais d'intégration et coûts de transaction directs liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	–	–	25	2	49
Juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	(1)	1	(2)	1	–
Frais d'intégration, coûts de transaction directs et variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler	3	3	16	7	20
Frais d'intégration et coûts de transaction directs liés à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada	10	10	–	28	–
Provision pour litiges	51	–	–	165	–
Réduction de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées	(11)	(21)	–	(42)	–
Incidence positive des modifications des taux d'impôt sur le résultat prévus par la loi	18	–	–	18	–
Total des rajustements pour les éléments à noter	91	14	74	254	166
Charge d'impôts sur le résultat – rajustée	382 \$	365 \$	441 \$	1 168 \$	1 182 \$
Taux d'impôt sur le résultat effectif – rajusté³	18,0 %	18,0 %	22,0 %	18,6 %	20,6 %

¹ Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

² L'incidence fiscale pour chaque élément à noter est calculée au moyen du taux d'impôt effectif prévu par la loi de l'entité juridique en question.

³ Le taux d'impôt sur le résultat effectif rajusté correspond à la charge d'impôts sur le résultat rajustée avant les autres impôts et taxes en pourcentage du résultat net rajusté avant impôts.

RAPPORT DE GESTION DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE LA TD

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, les opérations et les activités de la Banque s'articulent autour des quatre principaux secteurs opérationnels qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers clés dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine et Assurance, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires de gros. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social. Avec prise d'effet le 1^{er} décembre 2011, les résultats de l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada sont présentés principalement dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Gestion de patrimoine et Assurance. Les frais d'intégration et les coûts de transaction directs liés à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada sont présentés dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Les résultats de Financement auto TD au Canada sont présentés dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Les résultats de Financement auto TD aux États-Unis sont présentés dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Les frais d'intégration, les coûts de transaction directs et les variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler sont présentés dans le secteur Siège social.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2012, la responsabilité des affaires de TD Assurance, qui incombait auparavant au chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit, a été confiée au chef de groupe, Gestion de patrimoine, Assurance et Services communs de l'entreprise. La Banque a mis à jour rétrospectivement les résultats par secteur correspondants de 2011.

En date du 1^{er} novembre 2011, la Banque a révisé sa méthode d'allocation des fonds propres à ses secteurs d'activité pour s'aligner sur les exigences futures de Bâle III en matière de capitaux propres en actions ordinaires, soit un taux de 7 % des fonds propres ordinaires de première catégorie. Les mesures du rendement des secteurs d'activité reflètent dorénavant une méthode fondée sur le rendement des capitaux propres en actions ordinaires, plutôt que fondée sur le rendement du capital investi comme auparavant. Ces changements ont été appliqués de manière prospective.

Les résultats de chaque secteur reflètent les produits, les frais, les actifs et les passifs du secteur. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après les résultats rajustés, le cas échéant, et, pour ces secteurs, la Banque indique que la mesure est rajustée. L'amortissement des frais liés aux immobilisations incorporelles est compris dans le secteur Siège social. Le résultat net des secteurs opérationnels est présenté avant tout élément à noter non attribué aux secteurs opérationnels. Pour de l'information détaillée, consulter la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque», la rubrique «Description des activités» du rapport de gestion de 2011 et la note 27 des états financiers consolidés de 2011. Pour de l'information sur les mesures du profit économique et du rendement rajusté des capitaux propres en actions ordinaires de la Banque, lesquelles sont des mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la section «Notre rendement» du présent document.

Les produits d'intérêts nets des Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur du résultat non imposable ou exonéré d'impôt, comme les dividendes, est ajustée à la valeur équivalente avant impôts. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer les produits tirés de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs des produits d'intérêts nets avec ceux d'institutions semblables. La hausse en équivalence fiscale des produits d'intérêts nets et de la charge d'impôts sur le résultat présentée dans les Services bancaires de gros est reprise dans le secteur Siège social. L'ajustement de l'équivalence fiscale pour le trimestre s'est établi à 71 millions de dollars, contre 67 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et de 74 millions de dollars pour le trimestre précédent.

La Banque continue de titriser des prêts de détail et des créances; toutefois, selon les IFRS, ces prêts et créances demeurent au bilan et les intérêts connexes sont comptabilisés sur la durée du prêt.

TABLEAU 11 : SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AU CANADA

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juill. 2012	30 avr. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Produits d'intérêts nets	2 055 \$	1 967 \$	1 834 \$	5 952 \$	5 350 \$
Produits autres que d'intérêts	675	636	591	1 951	1 721
Total des produits – comme présenté	2 730	2 603	2 425	7 903	7 071
Total des produits – rajusté	2 730	2 625	2 425	7 939	7 071
Provision pour pertes sur créances	288	274	205	845	612
Frais autres que d'intérêts – comme présentés	1 259	1 226	1 106	3 645	3 240
Frais autres que d'intérêts – rajustés	1 224	1 208	1 106	3 574	3 240
Résultat net – comme présenté	864	808	795	2 498	2 297
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur le résultat¹					
Frais d'intégration et coûts de transaction directs liés à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada	25	30	–	79	–
Résultat net – rajusté	889 \$	838 \$	795 \$	2 577 \$	2 297 \$
Principaux volumes et ratios					
Rendement des capitaux propres en actions ordinaires comme présenté ²	44,1 %	42,0 %	38,0 %	43,2 %	37,1 %
Rendement des capitaux propres en actions ordinaires – rajusté ²	45,4 %	43,4 %	38,0 %	44,6 %	37,1 %
Marge sur les actifs productifs moyens (y compris les actifs titrisés) – comme présentée	2,86 %	2,84 %	2,77 %	2,82 %	2,78 %
Marge sur les actifs productifs moyens (y compris les actifs titrisés) – rajustée	2,86 %	2,87 %	2,77 %	2,84 %	2,78
Ratio d'efficacité – comme présenté	46,1 %	47,1 %	45,6 %	46,1 %	45,8 %
Ratio d'efficacité – rajusté	44,8 %	46,0 %	45,6 %	45,0 %	45,8 %
Nombre de succursales de détail au Canada	1 160	1 153	1 134	1 160	1 134
Nombre moyen d'équivalents temps plein	31 270	31 017	30 110	30 994	29 731

¹ Pour une explication sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

² À compter du premier trimestre de 2012, la Banque a révisé sa méthode d'allocation des fonds propres à ses secteurs opérationnels pour s'aligner sur les exigences futures de Bâle III en matière de capitaux propres en actions ordinaires, soit à un taux de 7 % des fonds propres ordinaires de première catégorie. Les mesures du rendement des secteurs opérationnels reposeront dorénavant sur le rendement des capitaux propres en actions ordinaires plutôt que sur le rendement du capital investi. Ces changements ont été appliqués de manière prospective. Le rendement du capital investi, qui était utilisé comme mesure du rendement au cours des périodes antérieures, n'a pas été retraité pour refléter le rendement des capitaux propres en actions ordinaires.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2012 par rapport au T3 2011

Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont atteint un résultat net record comme présenté de 864 millions de dollars pour le trimestre, soit une augmentation de 69 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net rajusté pour le trimestre a atteint un niveau record de 889 millions de dollars, soit 94 millions de dollars, ou 12 %, de plus qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat rajusté a augmenté étant donné surtout une bonne croissance des volumes de prêts et de dépôts, un rendement de crédit avantageux et un important apport de MBNA. Le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires comme présenté pour le trimestre a été de 44,1 %, contre 45,4 % pour le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires rajusté.

Les produits du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada proviennent des services bancaires aux particuliers, des prêts automobiles, des cartes de crédit et des services bancaires aux entreprises. Les produits comme présentés et les produits rajustés pour le trimestre ont été de 2 730 millions de dollars, soit 305 millions de dollars, ou 13 %, de plus qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. MBNA a contribué à la croissance des produits à hauteur de 10 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. La croissance des produits d'intérêts nets s'explique par l'inclusion de MBNA et une bonne croissance des volumes, en partie contrebalancées par un rétrécissement de la marge sur les actifs productifs moyens. L'apport élevé de MBNA aux produits d'intérêts nets comprend une amélioration du rendement de crédit des prêts acquis. Le secteur de détail continue de générer une bonne croissance du volume de prêts à la consommation, bien qu'elle ralentisse, alors que la croissance du volume de prêts aux entreprises demeure solide. En regard du troisième trimestre de l'exercice précédent, le volume moyen des prêts immobiliers garantis a augmenté de 12,0 milliards de dollars, ou 6 %. Le volume moyen des prêts automobiles a progressé de 0,7 milliard de dollars, ou 5 %, tandis que les volumes moyens pour tous les autres prêts à la consommation, en excluant MBNA, sont restés relativement stables. Le volume moyen des prêts aux entreprises et des acceptations a augmenté de 5 milliards de dollars, ou 14 %. La croissance globale des dépôts a été solide, atteignant 9 %. Le volume moyen des dépôts de particuliers a monté de 10,8 milliards de dollars, ou 8 %, et celui des dépôts d'entreprises, de 6,1 milliards de dollars, ou 10 %. Compte non tenu de l'incidence de MBNA, la marge sur les actifs productifs moyens a diminué de 14 points de base (pdb) pour s'établir à 2,63 %. La diminution découle surtout de l'incidence d'un contexte de faibles taux d'intérêt, de la composition du portefeuille et des prix concurrentiels. La croissance des produits autres que d'intérêts de 14 % est attribuable pour beaucoup à la hausse des volumes de transactions, à la révision des prix et à MBNA.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 288 millions de dollars, soit 83 millions de dollars, ou 40 %, de plus qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de MBNA. La provision pour pertes sur créances des services bancaires aux particuliers s'est établie à 272 millions de dollars, ou 176 millions de dollars en excluant MBNA, soit une baisse de 20 millions de dollars, ou 10 %, attribuable au fait que la majeure partie du secteur de détail a enregistré une diminution de la provision pour pertes sur créances. La provision pour pertes sur créances des services bancaires aux entreprises s'est établie à 16 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 7 millions de dollars comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent du fait surtout de la baisse des recouvrements au cours du trimestre. La qualité du crédit est demeurée stable puisque la provision annualisée pour pertes sur créances, exprimée en pourcentage du volume de prêts, s'est établie à 0,39 %, ou 0,26 % en excluant MBNA, en baisse de 4 pdb en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets ont atteint 863 millions de dollars, en baisse de 3 millions de dollars en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets, exprimés en pourcentage, ont représenté 0,29 % du total des prêts, comparativement à 0,32 % au 31 juillet 2011.

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre se sont établis à 1 259 millions de dollars, soit une hausse de 153 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés pour le trimestre se sont établis à 1 224 millions de dollars, soit une hausse de 118 millions de dollars, ou 11 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. En excluant MBNA, les frais ont augmenté de 32 millions de dollars, ou 3 %, en raison de la croissance des volumes, des investissements dans des succursales et d'autres initiatives d'affaires.

Le nombre moyen de postes équivalents temps plein (ETP) a augmenté de 1 160, ou 4 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison surtout de MBNA. Le ratio d'efficacité comme présenté pour le trimestre s'est établi à 46,1 %, alors que le ratio d'efficacité rajusté a atteint 44,8 % par rapport à 45,6 % tant pour le ratio d'efficacité comme présenté que pour le ratio d'efficacité rajusté pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2012 par rapport au T2 2012

Le résultat net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour le trimestre a enregistré une hausse de 56 millions de dollars, ou 7 %, comparativement au trimestre précédent. Le résultat net rajusté pour le trimestre a enregistré une hausse de 51 millions de dollars, ou 6 %, en regard du trimestre précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires comme présenté a été de 44,1 %, alors que le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires rajusté a été de 45,4 % pour le trimestre contre respectivement 42,0 % et 43,4 % pour le trimestre précédent.

Les produits comme présentés pour le trimestre ont augmenté de 127 millions de dollars, ou 5 %, tandis que les produits rajustés se sont accrus de 105 millions de dollars, ou 4 %, en regard du trimestre précédent. La croissance des produits d'intérêts nets s'explique par les deux jours civils additionnels et une bonne croissance des volumes, en partie contrebalancés par un rétrécissement de la marge sur les actifs productifs moyens. En regard du trimestre précédent, le volume moyen de prêts immobiliers garantis a augmenté de 3,4 milliards de dollars, ou 2 %. Le volume moyen des prêts automobiles a progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 2 %, tandis que les volumes moyens pour tous les autres prêts à la consommation sont restés relativement stables. Le volume moyen des prêts aux entreprises et des acceptations a augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou 3 %. Le volume moyen des dépôts de particuliers a monté de 3,5 milliards de dollars, ou 2 %, et celui des dépôts d'entreprises, de 2,5 milliards de dollars, ou 4 %. La marge sur les actifs productifs moyens comme présentée a progressé de 2 pdb, tandis que la marge sur les actifs productifs moyens rajustée a diminué de 1 pdb, du fait surtout du recul des marges sur les dépôts. Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 6 % par rapport au trimestre précédent, en raison de la croissance des volumes et des deux jours civils additionnels.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a augmenté de 14 millions de dollars, ou 5 %, en regard du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances des services aux particuliers a augmenté de 8 millions de dollars, ou 3 %, tandis que celle des services bancaires aux entreprises a été haussée de 6 millions de dollars, du fait de la hausse des recouvrements au cours du trimestre précédent. Les prêts douteux nets ont diminué de 80 millions de dollars, ou 8 %, en regard du trimestre précédent. Les prêts douteux nets, exprimés en pourcentage, ont représenté 0,29 % du total des prêts, comparativement à 0,32 % au 30 avril 2012.

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont été de 33 millions de dollars, ou 3 %, plus élevés qu'au trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont augmenté de 16 millions de dollars, ou 1 %, en regard du trimestre précédent, en raison surtout des deux jours civils additionnels.

Le nombre moyen de postes ETP a augmenté de 253, ou 1 %, en raison surtout des besoins d'effectif pour occuper les postes saisonniers. Le ratio d'efficacité comme présenté pour le trimestre considéré s'est établi à 46,1 %, tandis que le ratio d'efficacité rajusté a été de 44,8 %, par rapport à respectivement 47,1 % et 46,0 % pour le trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice – T3 2012 par rapport au T3 2011

Le résultat net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a été de 2 498 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012, soit une augmentation de 201 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net rajusté pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012 a été de 2 577 millions de dollars, en hausse de 280 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période depuis le début de l'exercice, le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires comme présenté a été de 43,2 %, contre 44,6 % pour le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires rajusté.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les produits comme présentés se sont élevés à 7 903 millions de dollars, soit une hausse de 832 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits rajustés se sont établis à 7 939 millions de dollars, une augmentation de 868 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. MBNA a contribué 8 % de la croissance des produits comme présentés et 9 % de la croissance des produits rajustés. La croissance des produits d'intérêts nets s'explique par l'inclusion de MBNA, une solide croissance des volumes et un jour civil additionnel, en partie contrebalancés par un rétrécissement de la marge sur les actifs productifs moyens. L'apport de MBNA aux produits d'intérêts nets pour la période depuis le début de l'exercice a été plus élevé que prévu en raison d'une amélioration du rendement de crédit des prêts acquis. Les activités de prêts à la consommation ont généré une bonne croissance des volumes, bien que celle-ci ralentisse, alors que la croissance du volume de prêts aux entreprises demeure solide. En regard de la période correspondante de l'exercice précédent, le volume moyen des prêts immobiliers garantis a augmenté de 12,9 milliards de dollars, ou 7 %. Le volume moyen des prêts automobiles a progressé de 1,5 milliard de dollars, ou 12 %, tandis que les volumes moyens pour tous les autres prêts à la consommation, en excluant MBNA, sont restés relativement stables. Le volume moyen des prêts aux entreprises et des acceptations a augmenté de 4,8 milliards de dollars, ou 14 %. Le volume moyen des dépôts de particuliers a monté de 8,2 milliards de dollars, ou 6 %, et celui des dépôts d'entreprises, de 6,2 milliards de dollars, ou 10 %. En excluant MBNA, le rétrécissement de la marge (tant comme présentée que rajustée) sur les actifs productifs moyens a diminué de 13 pdb, pour s'établir à 2,65 %, pour la période depuis le début de l'exercice, en raison de l'incidence d'un contexte de faibles taux d'intérêt, de la composition du portefeuille et des prix concurrentiels. La croissance de 13 % des produits autres que d'intérêts est attribuable pour beaucoup à la hausse des volumes de transactions, à la révision des prix et à MBNA.

Pour la période depuis le début de l'exercice par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, la hausse de 233 millions de dollars, ou 38 %, de la provision pour pertes sur créances, qui s'est établie à 845 millions de dollars, est surtout attribuable à MBNA. La provision pour pertes sur créances des services bancaires aux particuliers, en excluant MBNA, a diminué de 56 millions de dollars, ou 9 %, en raison d'une excellente qualité du crédit et de meilleures stratégies de recouvrement. La provision pour pertes sur créances des services bancaires aux entreprises s'est établie à 47 millions de dollars, en hausse de 26 millions de dollars, du fait surtout de la baisse des recouvrements au cours de la période considérée.

Pour la période depuis le début de l'exercice par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, les frais autres que d'intérêts comme présentés se sont établis à 3 645 millions de dollars, soit une hausse de 405 millions de dollars, ou 13 %. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont été de 3 574 millions de dollars, en hausse de 334 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En excluant MBNA, les frais ont augmenté de 115 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la hausse des frais relatifs à l'effectif, des initiatives d'affaires, de la croissance des volumes et d'un jour civil additionnel.

Le nombre moyen de postes ETP a monté de 1 263, ou 4 %, pour la période depuis le début de l'exercice, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement du fait de MBNA. Le ratio d'efficacité comme présenté pour la période depuis le début de l'exercice s'est établi à 46,1 %, alors que le ratio d'efficacité rajusté a atteint 45,0 %, par rapport à 45,8 % tant pour le ratio d'efficacité comme présenté que pour le ratio d'efficacité rajusté pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Perspectives

Les Services bancaires personnels et commerciaux ont obtenu de solides résultats pour la période depuis le début de l'exercice grâce à un levier opérationnel positif, à une bonne croissance des volumes, à un apport de MBNA plus solide que prévu et à un rendement de crédit favorable. Nous croyons que ces facteurs se maintiendront au quatrième trimestre. Dans l'ordre des choses, les résultats du quatrième trimestre devraient être moindres que ceux du troisième trimestre en raison des facteurs saisonniers, y compris l'augmentation des frais autres que d'intérêts. À plus long terme, nous nous attendons à ce que l'environnement opérationnel demeure difficile en raison des taux d'intérêt qui restent bas et d'une croissance plus lente de l'économie, ce qui amènera un resserrement des marges et un ralentissement de la croissance des prêts. Nous prévoyons également que l'apport de MBNA atteindra un niveau plus normal. Nous comptons traverser cet environnement en continuant de nous concentrer sur notre stratégie principale axée sur le service à la clientèle et la commodité, en recherchant des possibilités d'investir dans nos secteurs et de les faire croître, et en dégagant des efficacités opérationnelles.

TABLEAU 12 : GESTION DE PATRIMOINE ET ASSURANCE¹

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juill. 2012	30 avr. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Produits d'intérêts nets	148 \$	144 \$	139 \$	436 \$	406 \$
Produits d'assurance, déduction faite des règlements et des charges connexes ²	270	330	296	881	859
Produits tirés des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	18	(17)	18	11	(11)
Autres produits autres que d'intérêts	573	591	576	1 728	1 747
Total des produits	1 009	1 048	1 029	3 056	3 001
Frais autres que d'intérêts	632	653	640	1 924	1 947
Résultat net	304	318	301	916	818
Gestion de patrimoine	154	155	146	453	427
Assurance	150	163	155	463	391
TD Ameritrade	56	47	48	158	153
Total du secteur Gestion de patrimoine et Assurance	360 \$	365 \$	349 \$	1 074 \$	971 \$

Principaux volumes et ratios

Actifs administrés – Gestion de patrimoine (en milliards de dollars canadiens)

Actifs administrés – Gestion de patrimoine (en milliards de dollars canadiens)	253 \$	255 \$	242 \$	253 \$	242 \$
Actifs gérés – Gestion de patrimoine (en milliards de dollars canadiens)	204	202	191	204	191
Primes brutes d'assurance souscrites	989	877	928	2 629	2 453
Rendement des capitaux propres en actions ordinaires ³	20,9 %	22,5 %	27,1 %	21,5 %	25,3 %
Ratio d'efficience	62,6 %	62,3 %	62,2 %	63,0 %	64,9 %
Nombre moyen d'équivalents temps plein	11 981	12 003	12 014	11 961	12 035

¹ À compter du premier trimestre de 2012, les activités d'assurance ont été transférées des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada au secteur Gestion de patrimoine et Assurance. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en conséquence.

² Les produits d'assurance, déduction faite des règlements et des charges connexes, sont inclus dans les produits autres que d'intérêts dans l'état du résultat consolidé de la Banque. Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012, les règlements et les charges connexes s'étaient élevés respectivement à 645 millions de dollars et 1 736 millions de dollars. Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011, les règlements et les charges connexes s'étaient élevés respectivement à 555 millions de dollars et 1 599 millions de dollars.

³ À compter du premier trimestre de 2012, la Banque a révisé sa méthode d'allocation des fonds propres à ses secteurs d'activité pour s'aligner sur les exigences futures de Bâle III en matière de capitaux propres en actions ordinaires, soit à un taux de 7 % des fonds propres ordinaires de première catégorie. Les mesures du rendement des secteurs d'activité reposeront dorénavant sur le rendement des capitaux propres en actions ordinaires plutôt que sur le rendement du capital investi. Ces changements ont été appliqués de manière prospective. Le rendement du capital investi, qui était utilisé comme mesure du rendement au cours des périodes antérieures, n'a pas été retraité pour refléter le rendement des capitaux propres en actions ordinaires.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2012 par rapport au T3 2011

Le résultat net pour le secteur Gestion de patrimoine et Assurance a été de 360 millions de dollars pour le trimestre, soit une augmentation de 11 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance, en excluant TD Ameritrade, a été de 304 millions de dollars, soit une hausse de 3 millions de dollars, ou 1 %. La participation comme présentée de la Banque dans TD Ameritrade a dégagé un résultat net de 56 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 8 millions de dollars, ou 17 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout grâce à un accroissement de la propriété économique par suite des rachats d'actions ainsi qu'à un dollar canadien plus faible au cours du trimestre considéré, le tout en partie annulé par les bénéfices moins élevés de TD Ameritrade. Pour son troisième trimestre clos le 30 juin 2012, TD Ameritrade a obtenu un résultat net de 154 millions de dollars US, soit 3 millions de dollars US, ou 2 %, de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison d'une baisse des produits de transaction, en partie compensée par une baisse des charges. Le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires du secteur Gestion de patrimoine et Assurance a été de 20,9 % pour le trimestre.

Les produits de Gestion de patrimoine et Assurance proviennent des services de placement direct, des activités de conseil, des services de gestion de placement, de l'assurance de personnes et des assurances IARD. Les produits du secteur Gestion de patrimoine et Assurance se sont inscrits à 1 009 millions de dollars pour le trimestre, soit de 20 millions de dollars, ou 2 %, de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. Dans le sous-secteur Assurance, la hausse des produits attribuable à la croissance des primes et à l'inclusion de MBNA a été plus que contrebalancée par des ajustements aux provisions pour engagements de règlements et par une augmentation des demandes de règlement liées à des événements déclenchés par les conditions météorologiques. Dans le sous-secteur Gestion de patrimoine, la baisse des produits de transaction dans les services de placement direct amenée par le fléchissement des volumes de transactions a été largement neutralisée par l'accroissement des produits tirés des comptes à honoraires sous l'effet de la croissance des actifs dans les activités de conseil et les activités de gestion de placement ainsi que par l'augmentation des produits d'intérêts nets attribuable à la hausse des marges d'intérêt nettes.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établis à 632 millions de dollars, en baisse de 8 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par la diminution des frais variables par suite du recul des volumes de transactions et de la baisse des frais liés à la technologie dans le sous-secteur Gestion de patrimoine.

Les actifs administrés, qui totalisaient 253 milliards de dollars au 31 juillet 2012, ont augmenté de 11 milliards de dollars, ou 5 %, en regard du 31 juillet 2011. Atteignant 204 milliards de dollars au 31 juillet 2012, les actifs gérés ont monté de 13 milliards de dollars, ou 7 %, en regard du 31 juillet 2011. Ces hausses reflètent les nouveaux actifs nets de clients, en partie contrebalancés par la baisse de la valeur de marché des actifs.

Les primes brutes d'assurance souscrites ont été de 989 millions de dollars, soit 61 millions de dollars, ou 7 %, de plus qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à la croissance interne du secteur.

Le ratio d'efficience pour le trimestre considéré a été de 62,6 %, contre 62,2 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le nombre moyen de postes ETP est resté relativement stable par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2012 par rapport au T2 2012

Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance pour le trimestre a enregistré une baisse de 5 millions de dollars, ou 1 %, en regard du trimestre précédent. La participation comme présentée de la Banque dans TD Ameritrade reflète une augmentation du résultat net de 9 millions de dollars, ou 19 %, en regard du trimestre précédent, qui tient surtout à la hausse des bénéfices de TD Ameritrade. Pour son troisième trimestre clos le 30 juin 2012, TD Ameritrade a affiché un résultat net comme présenté en hausse de 17 millions de dollars US, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, hausse qui est surtout attribuable aux charges opérationnelles moins élevées, en partie contrebalancées par une diminution des produits de transaction. Le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires pour le trimestre a été de 20,9 %, comparativement à 22,5 % pour le trimestre précédent.

Les produits pour le trimestre ont enregistré une baisse de 39 millions de dollars, ou 4 %, en regard du trimestre précédent. La hausse des demandes de règlement liées à des événements déclenchés par les conditions météorologiques pour le sous-secteur Assurance a été partiellement annulée par la croissance des volumes de primes. Dans le sous-secteur Gestion de patrimoine, la baisse des produits s'explique principalement par une diminution des volumes de transactions dans les services de placement direct.

Les frais autres que d'intérêts ont été 21 millions de dollars, ou 3 %, moins élevés qu'au trimestre précédent, du fait essentiellement de la baisse des coûts variables, conséquence surtout de la diminution des volumes de transactions et du recul des coûts relatifs à l'effectif dans le sous-secteur Gestion de patrimoine.

Les actifs administrés, qui totalisaient 253 milliards de dollars au 31 juillet 2012, ont diminué de 2 milliards de dollars, ou 1 %, en regard du 30 avril 2012. Ayant atteint 204 milliards de dollars au 31 juillet 2012, les actifs gérés ont marqué une hausse de 2 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au 30 avril 2012. La hausse liée aux nouveaux actifs nets de clients a été en partie contrebalancée par la baisse de la valeur de marché des actifs.

Les primes brutes d'assurance souscrites ont augmenté de 112 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, en grande partie du fait de la croissance saisonnière.

Le ratio d'efficacité pour le trimestre considéré a été de 62,6 %, contre 62,3 % pour le trimestre précédent.

Le nombre moyen de postes ETP est resté relativement stable en regard du trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice – T3 2012 par rapport au T3 2011

Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012 a été de 1 074 millions de dollars, en hausse de 103 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net du secteur Gestion de patrimoine et Assurance en excluant TD Ameritrade a été de 916 millions de dollars pour la période, soit une augmentation de 98 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La participation comme présentée de la Banque dans TD Ameritrade a généré un résultat net de 158 millions de dollars, soit 5 millions de dollars, ou 3 %, de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de changements apportés à la méthode d'allocation des fonds propres ayant entraîné une baisse des charges nettes, contrebalancée en partie par une baisse des bénéfices de TD Ameritrade. Pour les neuf mois clos le 30 juin 2012, TD Ameritrade a affiché un résultat net comme présenté de 443 millions de dollars US, soit 31 millions de dollars US, ou 7 %, de moins que pour la période correspondante de l'exercice précédent, par suite surtout d'une baisse des produits de transaction. Pour la période depuis le début de l'exercice, le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires du secteur Gestion de patrimoine et Assurance s'est établi à 21,5 %.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les produits se sont élevés à 3 056 millions de dollars, en hausse de 55 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance robuste des produits dans le sous-secteur Assurance tient principalement à la forte croissance des primes, à l'inclusion de MBNA et à une meilleure gestion des demandes de règlement, le tout en partie neutralisé par le volume de règlements qui avait été moins important à l'exercice précédent en raison des ajustements apportés aux provisions pour engagements de règlements. Une diminution des produits de transaction entraînée par une baisse des volumes de transactions dans les services de placement direct du sous-secteur Gestion de patrimoine a été en grande partie contrebalancée par une augmentation des produits tirés des comptes à honoraires attribuable surtout à l'accroissement des actifs de clients dans les activités de conseil et les activités de gestion de placement. Les produits d'intérêts nets ont progressé en raison en particulier de la hausse des marges et des soldes de clients dans le sous-secteur Gestion de patrimoine et de la hausse des marges dans le sous-secteur Assurance.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 924 millions de dollars, en baisse de 23 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique essentiellement par le recul des coûts de projet et le fléchissement des volumes dans le sous-secteur Gestion de patrimoine, en partie contrebalancés par l'augmentation des frais engagés pour soutenir la croissance du sous-secteur Assurance.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les primes brutes d'assurance souscrites ont été de 2 629 millions de dollars, soit une hausse de 176 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à la croissance interne du secteur.

Le ratio d'efficacité pour la période depuis le début de l'exercice s'est amélioré pour s'établir à 63,0 %, par rapport à 64,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, le nombre moyen de postes ETP a reculé de 74, ou 1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des volumes de transactions dans le sous-secteur Gestion de patrimoine qui, par conséquent, a nécessité moins de soutien.

Perspectives

Misant sur une marque solide et une gestion prudente des frais, le secteur Gestion de patrimoine et Assurance reste en voie d'atteindre une bonne croissance de ses bénéfices pour l'exercice 2012.

Dans notre sous-secteur Gestion de patrimoine, malgré une détérioration de la conjoncture économique, nous nous attendons à ce que les bénéfices atteignent une croissance appréciable par rapport à l'exercice précédent, surtout grâce à l'accroissement soutenu des nouveaux actifs nets de clients dans les activités de conseil et les activités de gestion de placement.

La solide croissance des primes devrait se poursuivre au quatrième trimestre de 2012, et le sous-secteur Assurance devrait afficher d'excellents résultats pour l'exercice complet.

TD AMERITRADE HOLDING CORPORATION

Pour plus de renseignements sur TD Ameritrade, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires.

² Pour une explication sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

³ À compter du premier trimestre de 2012, la Banque a révisé sa méthode d'allocation des fonds propres à ses secteurs d'activité pour s'aligner sur les exigences futures de Bâle III en matière de capitaux propres en actions ordinaires, soit à un taux de 7 % des fonds propres ordinaires de première catégorie. Les mesures du rendement des secteurs d'activité reposeront dorénavant sur le rendement des capitaux propres en actions ordinaires plutôt que sur le rendement du capital investi. Ces changements ont été appliqués de manière prospective. Le rendement du capital investi, qui était utilisé comme mesure du rendement au cours des périodes antérieures, n'a pas été retraité pour refléter le rendement des capitaux propres en actions ordinaires.

⁴ La marge sur les actifs productifs moyens exclut l'incidence liée aux comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2012 par rapport au T3 2011

Le résultat net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, en dollars canadiens, pour le trimestre s'est établi à 284 millions de dollars, soit une baisse de 11 millions de dollars, ou 4 %, et le résultat net rajusté a été de 361 millions de dollars, soit une progression de 27 millions de dollars, ou 8 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. En dollars américains, le résultat net comme présenté s'est établi à 279 millions de dollars US pour le trimestre, en baisse de 25 millions de dollars US, ou 8 %, et le résultat net rajusté a été de 355 millions de dollars US, en hausse de 10 millions de dollars US, ou 3 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse du résultat rajusté provient essentiellement d'une forte croissance interne des volumes et d'une diminution du taux d'impôt effectif, en partie contrebalancées par l'incidence du *Durbin Amendment*. L'augmentation de 126 millions de dollars US (76 millions de dollars US après impôts) de la provision pour litiges déjà présentée a été incluse dans les éléments à noter au trimestre considéré. Pour le trimestre, le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires comme présenté a été de 6,4 % et le rendement rajusté a été de 8,1 %.

En dollars américains, les produits ont été de 1 500 millions de dollars US pour le trimestre, soit une baisse de 36 millions de dollars US, ou 2 %, comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable à l'incidence du *Durbin Amendment* et à la perte prévue de produits acquis de Services financiers Chrysler, en partie annulées par une forte croissance interne. La marge sur les actifs productifs moyens a perdu 11 pdb pour s'établir à 3,59 % en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent, principalement en conséquence du contexte de faibles taux d'intérêt. Les prêts moyens se sont accrus de 10,6 milliards de dollars US, ou 14 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent, la moyenne des prêts aux particuliers ayant grimpé de 21 % et la moyenne des prêts aux entreprises, de 9 %. Les dépôts moyens ont progressé de 17,8 milliards de dollars US, ou 12 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, y compris une hausse de 10,2 milliards de dollars US des dépôts moyens des comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade. Le volume moyen des dépôts, à l'exclusion des comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade et des dépôts de gouvernements, a monté de 8 millions de dollars, ou 9 %, une hausse amenée surtout par la croissance de 9 % du volume des dépôts de particuliers et de 8 % du volume des dépôts d'entreprises.

La provision pour pertes sur créances a totalisé 173 millions de dollars US pour le trimestre, soit une baisse de 7 millions de dollars US, ou 4 %. L'amélioration de la qualité du crédit sous-jacente du portefeuille de prêts se poursuit. Le rendement des prêts acquis ayant subi une perte de valeur (soit les prêts provenant de South Financial et des acquisitions facilitées par la FDIC, de même que les prêts acquis ayant subi une perte de valeur provenant de Services financiers Chrysler) est resté stable et conforme à nos attentes, malgré une réduction de la provision pour pertes sur créances de ces prêts par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, attribuable à une diminution des nouveaux prêts douteux. La provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts, à l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts, a été de 30 millions de dollars US, ou 25 %, plus élevée surtout en raison de la croissance interne des prêts, partiellement contrebalancée par la meilleure qualité des actifs. La provision annualisée pour pertes sur créances à l'égard des prêts, exclusion faite des titres de créance classés comme prêts, exprimée en pourcentage du volume de prêts, s'est établie à 0,78 %, soit 14 pdb de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets, exclusion faite des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts, ont totalisé 1 077 millions de dollars US, soit une baisse de 81 millions de dollars US, ou 7 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. Au 31 juillet 2012, les prêts douteux nets, à l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts, représentaient 1,3 % du total des prêts, contre 1,9 % au 31 juillet 2011. Les titres de créance douteux nets classés comme prêts atteignaient 1 297 millions de dollars US au 31 juillet 2012, soit une diminution de 174 millions de dollars US, ou 12 %, par rapport au 31 juillet 2011.

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont atteint 1 041 millions de dollars US, en hausse de 78 millions de dollars US, ou 8 %, conséquence principalement de la provision pour litiges additionnelle qui a été constituée au cours du trimestre considéré. Les frais autres que d'intérêts rajustés pour le trimestre se sont établis à 915 millions de dollars US, soit une augmentation de 19 millions de dollars US, ou 2 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent, amenée surtout par les investissements effectués dans l'entreprise principale, y compris dans les nouvelles succursales.

Le nombre moyen de postes ETP a diminué de 61 comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent, essentiellement par suite de la baisse de l'effectif dans le réseau de succursales. Par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, le ratio d'efficacité comme présenté pour le trimestre s'est détérioré, s'établissant à 69,3 % contre 62,7 %, de même que le ratio d'efficacité rajusté, qui s'est inscrit à 60,9 % contre 58,3 %. Le ratio d'efficacité rajusté s'est détérioré en raison surtout de l'incidence du *Durbin Amendment*.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2012 par rapport au T2 2012

En dollars canadiens, le résultat net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis pour le trimestre a enregistré une baisse de 72 millions de dollars, ou 20 %, et le résultat net rajusté a augmenté de 5 millions de dollars, ou 1 %, comparativement au trimestre précédent. En dollars américains, le résultat net comme présenté a baissé de 78 millions de dollars US, ou 22 %, et le résultat net rajusté a reculé de 3 millions de dollars US, ou 1 %. Les résultats rajustés du trimestre comprennent la provision pour litiges additionnelle. Le recul du résultat net rajusté est essentiellement attribuable au rétrécissement des marges sur les produits et à l'augmentation des frais, en partie annulés par une forte croissance interne des volumes et par une diminution du taux d'impôt effectif. Pour le trimestre, le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires comme présenté a atteint 6,4 % et le rendement rajusté, 8,1 % comparativement à 8,2 % tant pour le rendement comme présenté que pour le rendement rajusté pour le trimestre précédent.

En dollars américains, les produits pour le trimestre ont baissé de 97 millions de dollars US, ou 6 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, baisse qui s'explique surtout par des profits plus élevés réalisés à la vente de valeurs mobilières qui avaient été enregistrés au trimestre précédent, par le moindre accroissement de valeur des prêts acquis et par le rétrécissement des marges sur les produits. La marge sur les actifs productifs moyens a gagné 15 pdb par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 3,59 %, comparativement au trimestre précédent principalement du fait du calendrier des flux de trésorerie sur les portefeuilles de prêts acquis ayant subi une perte de valeur et de la pression soutenue sur les marges. Les prêts moyens se sont accrus de 3,6 milliards de dollars US, ou 4 %, en regard du trimestre précédent, la moyenne des prêts aux particuliers ayant grimpé de 6 % et la moyenne des prêts aux entreprises, de 3 %. Les dépôts moyens ont progressé de 3,3 milliards de dollars US, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, y compris une hausse de 1,7 milliard de

dollars US des dépôts moyens de TD Ameritrade. Le volume moyen des dépôts, à l'exclusion des comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade, a monté de 1,6 milliard de dollars US, ou 1 %.

Le total de la provision pour pertes sur créances a été 20 millions de dollars US, ou 10 %, moins élevé qu'au trimestre précédent, du fait essentiellement de la diminution de la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et du calendrier. La provision annualisée pour pertes sur créances à l'égard des prêts, exclusion faite des titres de créance classés comme prêts, exprimée en pourcentage du volume de prêts, s'est établie à 0,78 %, soit 15 pdb de moins qu'au trimestre précédent. Les prêts douteux nets, à l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts, se sont inscrits à 1 077 millions de dollars US, en hausse de 39 millions de dollars, ou 4 %, comparativement au trimestre précédent, du fait surtout du reclassement comme douteux des privilèges de second rang productifs rattachés au portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire classés en conformité avec les directives réglementaires. Compte non tenu de l'incidence des privilèges de second rang, les prêts douteux nets auraient diminué. Les prêts douteux nets, à l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts, ont représenté 1,3 % du total des prêts, contre 1,3 % au 30 avril 2012. Les titres de créance douteux classés comme prêts ont totalisé 1 297 millions de dollars US, soit 47 millions de dollars US, ou 3 %, de moins qu'au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont été de 82 millions de dollars US, ou 9 %, plus élevés qu'au trimestre précédent par suite essentiellement de la constitution d'une provision pour litiges additionnelle au cours du trimestre considéré. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont glissé de 44 millions de dollars US, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, en raison des frais juridiques et des frais liés au crédit qui ont été plus élevés au trimestre précédent.

Le nombre moyen de postes ETP a monté de 239, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, essentiellement par suite des hausses saisonnières. Le ratio d'efficacité comme présenté pour le trimestre s'est détérioré, s'inscrivant à 69,3 % par rapport à 60,1 % pour le trimestre précédent, du fait surtout de la constitution de la provision pour litiges additionnelle au cours du trimestre considéré; le ratio d'efficacité rajusté s'est détérioré pour s'établir à 60,9 % par rapport à 60,1 % pour le trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice – T3 2012 par rapport au T3 2011

Le résultat net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, en dollars canadiens, pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012 s'est établi à 812 millions de dollars, en baisse de 81 millions de dollars, ou 9 %, et le résultat net rajusté a été de 1 069 millions de dollars, en hausse de 93 millions de dollars, ou 10 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. En dollars américains, le résultat net comme présenté a baissé de 111 millions de dollars US, ou 12 %, et le résultat net rajusté s'est accru de 60 millions de dollars US, ou 6 %. L'augmentation du résultat rajusté provient essentiellement d'une forte croissance interne des volumes, en partie contrebalancée par l'incidence du *Durbin Amendment*. Pour la période depuis le début de l'exercice, le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires comme présenté s'est établi à 6,1 % et le rendement annualisé rajusté s'est établi à 8,1 %.

En dollars américains, les produits pour la période depuis le début de l'exercice ont été de 4 562 millions de dollars US, une augmentation de 202 millions de dollars US, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent attribuable à l'acquisition de Services financiers Chrysler, à la croissance interne et aux profits réalisés sur la vente de valeurs mobilières, en partie neutralisés par l'incidence du *Durbin Amendment* et le rétrécissement des marges sur les produits. La marge sur les actifs productifs moyens pour la période depuis le début de l'exercice a perdu 12 pdb pour s'établir à 3,65 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des taux de croissance plus élevés des produits de prêt et de dépôt générant une marge moins élevée, de la liquidation de prêts générant une marge plus élevée dans le portefeuille acquis de Services financiers Chrysler et du contexte de faibles taux d'intérêt.

La provision pour pertes sur créances pour la période depuis le début de l'exercice a totalisé 521 millions de dollars US, soit une baisse de 47 millions de dollars US, ou 8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent par suite surtout de l'amélioration de la qualité des actifs et de la diminution de la provision pour pertes sur créances liée aux titres de créance classés comme prêts. La provision annualisée pour pertes sur créances à l'égard des prêts, exclusion faite des titres de créance classés comme prêts, s'est établie à 0,82 % du volume de prêts, soit 11 pdb de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts comme présentés se sont établis à 3 166 millions de dollars US, soit une hausse de 501 millions de dollars US, ou 19 %, et les frais autres que d'intérêts rajustés se sont inscrits à 2 744 millions de dollars US, soit une hausse de 215 millions de dollars US, ou 9 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Ces hausses ont été amenées par l'acquisition de Services financiers Chrysler, les frais juridiques et les frais liés au crédit et les investissements effectués dans l'entreprise principale, y compris l'ouverture de nouvelles succursales.

Le nombre moyen de postes ETP a monté de 1 143, ou 5 %, pour la période depuis le début de l'exercice, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation résulte principalement de l'acquisition de Services financiers Chrysler. Le ratio d'efficacité comme présenté pour la période depuis le début de l'exercice s'est détérioré pour s'établir à 69,4 % en regard de 61,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison des provisions pour litiges constituées au cours de l'exercice considéré. Le ratio d'efficacité rajusté s'est détérioré pour s'établir à 60,2 %, contre 58,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Perspectives

La croissance vigoureuse des volumes devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'exercice 2012, surtout pour les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts automobiles indirects et les prêts commerciaux. La croissance interne des dépôts devrait continuer d'être stimulée par les succursales bien établies. Au fil du temps, nous nous attendons en général à une baisse de la provision pour pertes sur créances attribuable à la meilleure qualité globale des actifs du portefeuille, mais les montants provisionnés pourraient varier d'un trimestre à l'autre. Puisque les taux d'intérêt demeurent bas, nous prévoyons que les marges resteront plus minces, ce qui exercera de la pression sur le résultat net particulièrement pour nos activités de dépôts et de prêts automobiles indirects. La croissance des frais sera surveillée de près, sans que nous cessions pour autant les investissements dans les ressources et l'infrastructure pour favoriser la croissance. Dans l'ensemble, nous prévoyons une solide croissance des bénéfices rajustés pour 2012 du fait de la conjoncture de la réglementation et des marchés, y compris l'incidence persistante d'un contexte de faibles taux d'intérêt et d'une reprise modeste de l'économie américaine.

TABLEAU 14 : SERVICES BANCAIRES DE GROS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juill. 2012	30 avr. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Produits d'intérêts nets (équivalence fiscale)	447 \$	434 \$	432 \$	1 324 \$	1 215 \$
Produits autres que d'intérêts	191	174	27	605	555
Total des produits	638	608	459	1 929	1 770
Provision pour pertes sur créances	21	6	6	39	19
Frais autres que d'intérêts	406	384	330	1 196	1 073
Résultat net	180	197	112	571	535
Principaux volumes et ratios					
Actifs pondérés en fonction des risques (en milliards de dollars)	48	48	32	48	32
Rendement des capitaux propres en actions ordinaires ¹	16,7 %	19,5 %	13,1 %	18,3 %	26,1 %
Ratio d'efficience	63,6 %	63,2 %	71,9 %	62,0 %	60,6 %
Nombre moyen d'équivalents temps plein	3 588	3 540	3 612	3 555	3 480

¹ À compter du premier trimestre de 2012, la Banque a révisé sa méthode d'allocation des fonds propres à ses secteurs d'activité pour s'aligner sur les exigences futures de Bâle III en matière de capitaux propres en actions ordinaires, soit à un taux de 7 % des fonds propres ordinaires de première catégorie. Les mesures du rendement des secteurs d'activité reposeront dorénavant sur le rendement des capitaux propres en actions ordinaires plutôt que sur le rendement du capital investi. Ces changements ont été appliqués de manière prospective. Le rendement du capital investi, qui était utilisé comme mesure du rendement au cours des périodes antérieures, n'a pas été retraité pour refléter le rendement des capitaux propres en actions ordinaires.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2012 par rapport au T3 2011

Le résultat net des Services bancaires de gros pour le trimestre s'est établi à 180 millions de dollars, soit une hausse de 68 millions de dollars, ou 61 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse tient surtout à l'augmentation des produits liés aux activités de négociation qui a été en partie contrebalancée par l'augmentation des frais autres que d'intérêts et de la provision pour pertes sur créances. Le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires a été de 16,7 %.

Les produits des Services bancaires de gros sont principalement tirés des services aux marchés financiers et des prêts aux grandes entreprises. Les activités sur les marchés financiers génèrent des produits tirés des services-conseils et des services de prise ferme, de négociation, de facilitation et d'exécution. Les produits pour le trimestre ont été de 638 millions de dollars, soit 179 millions de dollars, ou 39 %, de plus qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent. La progression des produits s'explique par une amélioration du côté des activités de négociation de titres à revenu fixe et d'instruments de crédit qui ont bénéficié d'une recrudescence de l'activité de la clientèle et du resserrement des écarts de taux, ce qui contraste avec les conditions de marché difficiles qui prévalaient au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités de négociation tiennent également compte des profits comptabilisés sur des positions de négociation qui étaient auparavant considérées comme ayant subi une perte de valeur. Les commissions de prise ferme se sont révélées solides, reflétant l'accroissement des produits tirés des émissions de titres de créance de qualité supérieure. Ces augmentations ont été en partie neutralisées par une baisse des profits sur valeurs mobilières et par une diminution des honoraires de services-conseils qui sont dues à un nombre moindre de fusions et acquisitions effectuées à l'échelle de l'industrie au cours du trimestre considéré.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 21 millions de dollars, comparativement à 6 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances pour la période est liée à un client en particulier dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la provision pour pertes sur créances se limitait aux coûts engagés pour protéger le crédit. Les prêts douteux nets ont atteint 48 millions de dollars, en hausse de 13 millions de dollars, ou 37 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établis à 406 millions de dollars, soit une hausse de 76 millions de dollars, ou 23 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse est attribuable à la constitution de provisions pour litiges additionnelles et à l'augmentation de la rémunération variable d'une manière proportionnelle à la progression des produits.

Les actifs pondérés en fonction des risques ont atteint 48 milliards de dollars, en hausse de 16 milliards de dollars, ou 50 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse tient essentiellement à la mise en œuvre du dispositif révisé de mesure du risque de marché de Bâle II.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2012 par rapport au T2 2012

Le résultat net des Services bancaires de gros pour le trimestre a baissé de 17 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation des produits a été contrebalancée par l'augmentation des frais autres que d'intérêts et de la provision pour pertes sur créances. Le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires pour le trimestre a été de 16,7 %, comparativement à 19,5 % pour le trimestre précédent.

Les produits pour le trimestre ont été 30 millions de dollars, ou 5 %, plus élevés qu'au trimestre précédent, une hausse largement attribuable à l'accroissement des activités de négociation de titres à revenu fixe et d'instruments de crédit. Les conditions de marché se sont améliorées au cours du trimestre, reflétant les nouvelles économiques en Europe. Une baisse des honoraires gagnés sur les transactions de fusions et acquisitions, parce que les niveaux de transactions avaient été forts au trimestre précédent, ainsi qu'un recul des profits sur valeurs mobilières provenant du portefeuille de placement ont contrebalancé la hausse des produits de négociation.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 21 millions de dollars, comparativement à 6 millions de dollars au trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances pour le trimestre comprend une provision relative à un client en particulier dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises. La provision pour pertes sur créances du trimestre précédent se limitait aux coûts engagés pour protéger le crédit. Les prêts douteux nets ont atteint 48 millions de dollars, en hausse de 17 millions de dollars, ou 55 %, en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont monté de 22 millions de dollars, ou 6 %, surtout sous l'effet de l'augmentation des charges opérationnelles, en partie annulée par une baisse de la rémunération variable amenée par la diminution des produits tirés des services de placement.

S'établissant à 48 milliards de dollars, les actifs pondérés en fonction des risques sont restés stables par rapport au trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice – T3 2012 par rapport au T3 2011

Le résultat net du secteur Services bancaires de gros pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012 a été de 571 millions de dollars, en hausse de 36 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse est le fait surtout des solides produits de négociation, en partie neutralisés par la montée des frais autres que d'intérêts. Pour la période depuis le début de l'exercice, le rendement annualisé des capitaux propres en actions ordinaires s'est établi à 18,3 %.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les produits ont atteint 1 929 millions de dollars, soit une progression de 159 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent. La progression a été en partie contrebalancée par la recrudescence des activités de négociation de titres à revenu fixe et d'instruments de crédit encouragée par le resserrement des écarts de crédit, et par la hausse des activités clients. Les services de placement ont enregistré une forte activité client pour les services de fusions et acquisitions et les activités de montage, particulièrement au cours des deux premiers trimestres. Ces augmentations ont été en partie annulées par la baisse des produits tirés des prêts aux grandes entreprises due au rétrécissement des marges de taux, par le ralentissement des activités de négociation d'actions et de prise ferme et par la diminution des profits sur valeurs mobilières provenant du portefeuille de placement.

La provision pour pertes sur créances pour la période depuis le début de l'exercice s'est élevée à 39 millions de dollars, soit un bond de 20 millions de dollars, ou 105 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, lié à l'inclusion d'un client en particulier dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises au cours de l'exercice considéré.

Pour la période depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 196 millions de dollars, soit une hausse de 123 millions de dollars, ou 11 %, attribuable surtout à l'augmentation de la rémunération variable amenée par l'amélioration du rendement, à des provisions pour litiges additionnelles et à l'accroissement des dépenses dans l'infrastructure.

Perspectives

Le contexte macroéconomique demeure risqué, et les questions budgétaires auxquelles se heurtent les principales économies du monde sont susceptibles d'entretenir les conditions de négociation difficiles. Nous nous attendons à ce que les volumes restent faibles, du moins à court terme, les participants demeurant prudents dans des marchés dépourvus d'orientation. Malgré les perspectives encore incertaines de l'économie mondiale, nous sommes convaincus que notre modèle d'affaires diversifié et axé sur le service à la clientèle procurera une base de revenus stables. Nous continuerons également de nous concentrer sur l'exécution et sur la compression de nos frais en 2013.

TABLEAU 15 : SIÈGE SOCIAL

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juill. 2012	30 avr. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Résultat net (perte nette) – comme présenté(e)	15 \$	(33) \$	(61) \$	(81) \$	(240) \$
Rajustements pour les éléments à noter : Diminution (augmentation) du résultat net¹					
Amortissement des immobilisations incorporelles	59	59	94	178	296
Juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de valeurs mobilières reclassées disponibles à la vente	–	9	(9)	54	(91)
Juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	(2)	1	(5)	–	(4)
Frais d'intégration, coûts de transaction directs et variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler	6	3	26	14	36
Réduction de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées	(30)	(59)	–	(120)	–
Incidence positive attribuable aux modifications des taux d'impôt sur le résultat prévus par la loi	(18)	–	–	(18)	–
Total des rajustements pour les éléments à noter	15	13	106	108	237
Résultat net (perte nette) – rajusté(e)	30 \$	(20) \$	45 \$	27 \$	(3) \$
Ventilation des éléments inclus dans le profit net (perte nette) – rajusté(e)					
Frais nets du Siège social	(55) \$	(95) \$	(70) \$	(242) \$	(270) \$
Autres	59	49	88	191	189
Participations ne donnant pas le contrôle	26	26	27	78	78
Résultat net (perte nette) – rajusté(e)	30 \$	(20) \$	45 \$	27 \$	(3) \$

¹ Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2012 par rapport au T3 2011

Le secteur Siège social a enregistré un résultat net comme présenté de 15 millions de dollars pour le trimestre, par rapport à une perte nette comme présentée de 61 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net rajusté s'est élevé à 30 millions de dollars, comparativement à un résultat net rajusté de 45 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette variation résulte principalement de la diminution des frais nets du Siège social et des éléments fiscaux favorables, qui a été plus que contrebalancée par l'incidence défavorable des activités de trésorerie et autres activités de couverture et d'autres éléments.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2012 par rapport au T2 2012

Le résultat net comme présenté du secteur Siège social pour le trimestre a été de 15 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 33 millions de dollars au trimestre précédent. Le résultat net rajusté s'est élevé à 30 millions de dollars, ce qui contraste avec une perte nette rajustée de 20 millions de dollars au trimestre précédent. Cette variation est le fait surtout de la diminution des frais nets du Siège social plus importante que prévu.

Depuis le début de l'exercice – T3 2012 par rapport au T3 2011

Le secteur Siège social a subi une perte nette comme présentée de 81 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012, par rapport à une perte nette comme présentée de 240 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net rajusté pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012 a été de 27 millions de dollars, par rapport à une perte nette rajustée de 3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette variation est le fait surtout de la diminution des frais nets du Siège social.

Perspectives générales

Nous maintenons notre prévision d'une perte nette rajustée de 40 millions de dollars à 80 millions de dollars par trimestre, bien que les résultats du Siège social présentent une certaine volatilité et qu'ils soient naturellement difficiles à prévoir. Nous nous attendons à une perte nette plutôt élevée à l'intérieur de cette fourchette prévue au quatrième trimestre. Notamment, il est attendu que les frais nets du Siège social augmentent d'un trimestre à l'autre.

REVUE DU BILAN

Depuis le début de l'exercice – T3 2012 par rapport au T4 2011

Le **total des actifs** s'établissait à 806 milliards de dollars au 31 juillet 2012, soit 71 milliards de dollars, ou 10 %, de plus qu'au 31 octobre 2011.

L'augmentation nette reflète principalement une progression de 28 milliards de dollars des prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts), une croissance de 28 milliards de dollars des actifs financiers à la juste valeur, une hausse de 13 milliards de dollars des valeurs mobilières prises en pension et une augmentation de 5 milliards de dollars des autres actifs, en partie contrebalancées par une baisse de 4 milliards de dollars des dépôts productifs d'intérêts auprès des banques.

Les **dépôts productifs d'intérêts auprès des banques** ont diminué de 4 milliards de dollars en raison surtout d'une baisse de volume dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

Les **actifs financiers à la juste valeur** ont augmenté de 28 milliards de dollars du fait de la croissance des valeurs mobilières et des dérivés détenus à des fins de transaction principalement dans le secteur Services bancaires de gros.

Les **valeurs mobilières prises en pension** se sont accrues de 13 milliards de dollars, sous l'effet surtout d'une augmentation dans le secteur des Services bancaires de gros.

Les **prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)** ont monté de 28 milliards de dollars, sous l'effet surtout de la croissance des volumes dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. La hausse dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada est attribuable à la croissance des prêts hypothécaires résidentiels, à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada et à la croissance des prêts aux entreprises et aux gouvernements. Les prêts des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont augmenté principalement du fait de la croissance des prêts hypothécaires résidentiels ainsi que des prêts accordés aux entreprises et aux gouvernements, et des prêts automobiles indirects.

Les **autres actifs** ont augmenté de 5 milliards de dollars en raison surtout des hausses des autres actifs dans le secteur Services bancaires de gros, et d'une augmentation des engagements de clients au titre d'acceptations dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Le **total des passifs** s'établissait à 758 milliards de dollars au 31 juillet 2012, soit 67 milliards de dollars, ou 10 %, de plus qu'au 31 octobre 2011.

L'augmentation nette s'explique essentiellement par une croissance des dépôts de 36 milliards de dollars, une hausse de 23 milliards de dollars des autres passifs et l'augmentation de 8 milliards de dollars des passifs financiers à la juste valeur.

Les **passifs financiers à la juste valeur** ont augmenté de 8 milliards de dollars en raison de la hausse des dérivés principalement dans le secteur Services bancaires de gros.

Les **dépôts** se sont accrues de 36 milliards de dollars surtout étant donné une augmentation des dépôts de particuliers dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et une croissance des dépôts d'entreprises et de gouvernements dans tous les secteurs.

Les **autres passifs** ont augmenté de 23 milliards de dollars principalement en raison d'une augmentation des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension et des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert dans le secteur Services bancaires de gros.

Les **capitaux propres** s'établissaient à 48 milliards de dollars au 31 juillet 2012, soit 4 milliards de dollars, ou 9 %, de plus qu'au 31 octobre 2011 qui tient surtout à la croissance des bénéfices non répartis et du capital social ordinaire, en raison des nouvelles émissions d'actions ordinaires dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et de l'exercice d'options sur actions.

QUALITÉ DU PORTEFEUILLE DE CRÉDIT

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T3 2012 par rapport au T3 2011

Compte non tenu des titres de créance classés comme prêts, des prêts assurés par la FDIC et des autres prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les prêts douteux bruts s'établissaient à 2 383 millions de dollars au 31 juillet 2012, en baisse de 49 millions de dollars, ou 2 %, en regard du 31 juillet 2011. La diminution de 85 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a été en partie compensée par une augmentation de 32 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros. Les prêts douteux, déduction faite de la provision, s'élevaient à 1 991 millions de dollars au 31 juillet 2012.

La provision pour pertes sur créances de 2 718 millions de dollars au 31 juillet 2012 se composait d'une provision relative à des contreparties particulières de 385 millions de dollars, d'une provision évaluée collectivement pour pertes sur prêts douteux qui ne sont pas individuellement significatifs de 291 millions de dollars et d'une provision pour pertes subies mais non encore décelées de 2 042 millions de dollars.

La provision relative à des contreparties particulières a diminué de 12 millions de dollars, ou 3 %, en regard du 31 juillet 2011. La provision évaluée collectivement pour prêts qui ne sont pas individuellement significatifs a augmenté de 5 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au 31 juillet 2011. La provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées a augmenté de 147 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au 31 juillet 2011.

La provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées est établie pour enregistrer les pertes qui, selon la direction, s'étaient déjà produites dans le portefeuille à la date du bilan pour des prêts ou des crédits qui n'étaient pas encore désignés comme douteux. La Banque passe en revue de manière régulière la méthode de calcul de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées. Dans le cadre de cette revue, certaines révisions pourraient être apportées afin de tenir compte des mises à jour des estimations de pertes calculées selon des statistiques pour les pertes récentes de la Banque dans ses portefeuilles de crédit, lesquelles pourraient inciter la Banque à ajouter ou à reprendre des montants de la provision pour pertes subies mais non encore décelées. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2012, quelques ajustements, non significatifs individuellement ou dans leur ensemble, ont été apportés à la méthode et la diminution nette à laquelle ils ont donné lieu a été incluse comme élément à noter.

Par rapport au trimestre précédent – T3 2012 par rapport au T2 2012

Compte non tenu des titres de créance classés comme prêts, des prêts assurés par la FDIC et des autres prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les prêts douteux bruts ont augmenté de 14 millions de dollars, ou 1 %, en regard du 30 avril 2012. Les prêts douteux, déduction faite de la provision, ont diminué de 8 millions de dollars en regard du 30 avril 2012.

La provision relative à des contreparties particulières a augmenté de 21 millions de dollars, ou 6 %, en regard du 30 avril 2012. La provision évaluée collectivement pour prêts qui ne sont pas individuellement significatifs a augmenté de 11 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au 30 avril 2012. La provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées a augmenté de 88 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au 30 avril 2012, en raison de la constitution d'une provision dans le portefeuille canadien de cartes de crédit à l'égard des prêts de MBNA Canada.

TABLEAU 16 : VARIATIONS DES PRÊTS DOUTEUX BRUTS ET DES ACCEPTATIONS

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois clos les			Neuf mois clos les	
	31 juill. 2012	30 avr. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Prêts aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements^{1, 2}					
Solde au début de la période	2 369 \$	2 538 \$	2 447 \$	2 493 \$	2 535 \$
Ajouts	1 061	981	927	3 038	2 661
Prêts redevenus productifs, remboursés ou vendus	(586)	(672)	(546)	(1 739)	(1 483)
Sorties du bilan	(480)	(458)	(423)	(1 412)	(1 204)
Écart de conversion et autres ajustements	19	(20)	27	3	(77)
Solde à la fin de la période	2 383 \$	2 369 \$	2 432 \$	2 383 \$	2 432 \$

¹ Excluent les prêts assurés par la FDIC et les autres prêts acquis ayant subi une perte de valeur. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Exposition à des prêts acquis ayant subi une perte de valeur» et au tableau y figurant ainsi qu'à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

² Excluent les titres de créance classés comme prêts. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Exposition à des obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes» du présent document et à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

TABLEAU 17 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES – AU BILAN

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Aux		
	31 juill. 2012	30 avr. 2012	31 juill. 2011
Provision pour pertes sur créances au titre des prêts au bilan			
Contreparties particulières	383 \$	362 \$	395 \$
Individuellement non significatives	291	280	286
Pertes sur créances subies mais non encore décelées	1 844	1 752	1 608
Total de la provision pour pertes sur créances au titre des prêts au bilan	2 518	2 394	2 289
Provision pour pertes sur créances liée aux prêts hors bilan			
Contreparties particulières	2	2	2
Pertes sur créances subies mais non encore décelées	198	202	287
Total de la provision pour pertes sur créances liée aux prêts hors bilan	200	204	289
Total	2 718 \$	2 598 \$	2 578 \$
Prêts douteux, déduction faite de la provision ^{1, 2}	1 991 \$	1 999 \$	2 008 \$
Prêts douteux nets en pourcentage des prêts nets ^{1, 2}	0,49 %	0,51 %	0,56 %
Provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne nette des prêts et des acceptations	0,43 %	0,40 %	0,42 %

¹ Excluent les prêts assurés par la FDIC et les autres prêts acquis ayant subi une perte de valeur. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Exposition à des prêts acquis ayant subi une perte de valeur» et au tableau y figurant ainsi qu'à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

² Excluent les titres de créance classés comme prêts. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Exposition à des obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes» du présent document et à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

Prêts à risque

Au 31 juillet 2012, la Banque avait une exposition brute à des prêts à risque d'environ 2,3 milliards de dollars, principalement composés de prêts automobiles canadiens. Indicateur de la qualité de crédit, le taux de pertes sur créances, établi comme la provision moyenne pour pertes sur créances divisée par le solde moyen des prêts à la fin du mois, s'approchait de 3,31 % sur une année. Le portefeuille continue de dégager le rendement attendu. Ces prêts sont comptabilisés au coût amorti.

Risque-pays

Le tableau suivant fournit un sommaire du risque de crédit de la Banque à l'égard de certains pays européens, notamment la Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne (GIPE).

TABLEAU 18 : EXPOSITION À L'EUROPE

(en millions de dollars canadiens)

1) Total de l'exposition nette par pays et contrepartie

Aux
31 juill. 2012

Pays	Prêts et engagements ¹				Dérivés, mises en pension et prêts de titres ²				Portefeuille de négociation et de placements ^{3,4}				Total Exposition ⁵
	Sociétés	Emprunteurs souverains	Institutions financières	Total	Sociétés	Emprunteurs souverains	Institutions financières	Total	Sociétés	Emprunteurs souverains	Institutions financières	Total	
GIPE													
Grèce	–	–	–	–	–	–	4	4	–	–	–	–	4
Italie	–	88	–	88	–	–	10	10	1	1	3	5	103
Irlande	–	–	–	–	–	–	64	64	–	–	1	1	65
Portugal	–	–	–	–	–	–	3	3	–	–	–	–	3
Espagne	62	–	54	116	15	–	41	56	4	28	205	237	409
Total – GIPE	62	88	54	204	15	–	122	137	5	29	209	243	584
Reste de l'Europe													
France	393	–	48	441	62	504	817	1 383	29	1 609	182	1 820	3 644
Allemagne	586	185	45	816	437	1 260	792	2 489	108	3 434	85	3 627	6 932
Pays-Bas	342	–	264	606	314	–	433	747	81	4 424	1 260	5 765	7 118
Suède	–	–	4	4	–	–	73	73	1	139	742	882	959
Suisse	516	–	97	613	–	–	844	844	19	–	315	334	1 791
Grande-Bretagne	1 436	433	215	2 084	604	57	2 561	3 222	78	129	4 533	4 740	10 046
Autres ⁶	10	28	49	87	25	73	416	514	7	1 698	394	2 099	2 700
Reste de l'Europe	3 283	646	722	4 651	1 442	1 894	5 936	9 272	323	11 433	7 511	19 267	33 190
Total – Europe	3 345	734	776	4 855	1 457	1 894	6 058	9 409	328	11 462	7 720	19 510	33 774

31 oct. 2011

GIPE													
Grèce	–	–	–	–	–	–	3	3	–	–	1	1	4
Italie	–	–	–	–	–	–	14	14	6	217	1	224	238
Irlande	–	–	–	–	9	–	64	73	10	17	4	31	104
Portugal	–	–	–	–	–	–	3	3	3	–	–	3	6
Espagne	69	–	84	153	12	–	44	56	18	188	273	479	688
Total – GIPE	69	–	84	153	21	–	128	149	37	422	279	738	1 040
Reste de l'Europe													
France	375	–	8	383	96	148	635	879	60	1 964	394	2 418	3 680
Allemagne	451	–	95	546	206	1 192	650	2 048	140	3 060	84	3 284	5 878
Pays-Bas	414	–	257	671	181	–	430	611	27	5 128	1 386	6 541	7 823
Suède	35	–	10	45	–	–	54	54	2	1 039	813	1 854	1 953
Suisse	400	–	24	424	–	–	765	765	5	381	245	631	1 820
Grande-Bretagne	1 486	243	141	1 870	589	15	1 904	2 508	68	3 543	2 170	5 781	10 159
Autres ⁶	180	–	24	204	77	74	407	558	24	1 771	493	2 288	3 050
Reste de l'Europe	3 341	243	559	4 143	1 149	1 429	4 845	7 423	326	16 886	5 585	22 797	34 363
Total – Europe	3 410	243	643	4 296	1 170	1 429	4 973	7 572	363	17 308	5 864	23 535	35 403

¹ Les expositions sont présentées déduction faite des pertes de valeur, s'il y a lieu. Aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour les expositions européennes en date du 31 juillet 2012 ni en date du 31 octobre 2011.

² Les expositions sont calculées à la juste valeur et ne tiennent pas compte des sûretés. Le total de la valeur de marché des sûretés données en garantie est de 1,0 milliard de dollars (2,3 milliards de dollars au 31 octobre 2011) pour le GIPE et de 31,5 milliards de dollars (19,0 milliards de dollars au 31 octobre 2011) pour le reste de l'Europe. Les dérivés sont présentés comme des expositions nettes lorsqu'il existe un accord de compensation global de l'ISDA.

³ Les expositions du portefeuille de négociation ne tiennent pas compte des positions vendeur admissibles. Des dépôts de 2,4 milliards de dollars (2,5 milliards de dollars au 31 octobre 2011) sont inclus dans le portefeuille de négociation et de placement.

⁴ Les justes valeurs des expositions au GIPE du niveau 3 dans le portefeuille de négociation et de placement n'étaient pas importantes aux 31 juillet 2012 et 31 octobre 2011.

⁵ Les expositions comme présentées ne tiennent pas compte de la protection de 0,3 milliard de dollars (0,2 milliard de dollars au 31 octobre 2011) que la Banque a achetée à l'aide de swaps sur défaillance de crédit.

⁶ L'exposition au reste de l'Europe est répartie entre 14 pays, dont l'exposition individuelle était inférieure à 1,0 milliard de dollars au 31 juillet 2012 et au 31 octobre 2011.

		Aux		
2) Exposition brute aux prêts européens par pays		31 juill. 2012		
(en millions de dollars canadiens)		Prêts et engagements		
Pays		Directe ¹	Indirecte ²	Total
GIPE				
Grèce		–	\$ –	\$ –
Italie		88	–	88
Irlande		–	–	–
Portugal		–	–	–
Espagne		37	79	116
Total – GIPE		125	\$ 79	\$ 204
Reste de l'Europe				
France		44	397	441
Allemagne		293	523	816
Pays-Bas		37	569	606
Suède		–	4	4
Suisse		137	476	613
Grande-Bretagne		602	1 482	2 084
Autres		66	21	87
Reste de l'Europe		1 179	\$ 3 472	\$ 4 651
Total – Europe		1 304	\$ 3 551	\$ 4 855
31 oct. 2011				
GIPE				
Grèce		–	\$ –	\$ –
Italie		–	–	–
Irlande		–	–	–
Portugal		–	–	–
Espagne		30	123	153
Total – GIPE		30	\$ 123	\$ 153
Reste de l'Europe				
France		6	377	383
Allemagne		32	514	546
Pays-Bas		43	628	671
Suède		–	45	45
Suisse		54	369	423
Grande-Bretagne		393	1 478	1 871
Autres		108	96	204
Reste de l'Europe		636	\$ 3 507	\$ 4 143
Total – Europe		666	\$ 3 630	\$ 4 296

¹ Comprend les prêts financés et les acceptations bancaires.

² Comprend les engagements non utilisés et les lettres de crédit.

Environ 96 % de l'exposition de la Banque à l'égard de l'Europe est liée à des pays notés AAA par Moody's ou S&P, et la quasi-totalité de cette exposition se rapporte à la dette souveraine même de ces pays et aux banques d'importance systémique et de première qualité de ces pays. Les opérations de rachat de dérivés et de valeurs mobilières sont garanties au moment de leur conclusion. La grande majorité des risques liés aux dérivés sont contrebalancés par une garantie sous forme de trésorerie tandis que les opérations de rachat sont garanties en grande partie par des titres de gouvernement notés AA- ou mieux, soit par Moody's ou S&P, et par de la trésorerie. La Banque a aussi une exposition limitée à des sociétés émettrices bien cotées en Europe lorsqu'elle fait aussi des affaires avec leurs entités liées en Amérique du Nord.

En plus de l'exposition européenne présentée ci-dessus, la Banque a également une exposition directe de 3,4 milliards de dollars à des entités supranationales parrainées en Europe et l'exposition indirecte suivante : 851 millions de dollars de garanties européennes de contreparties hors de l'Europe liées aux mises en pension et aux transactions de prêt de valeurs mobilières qui sont soumises à des exigences quotidiennes de constitution de fonds; 53 millions de dollars de garanties européennes liées à l'exposition à un véhicule ad hoc en voie de liquidation depuis 2008; et 20 millions de dollars investis dans des fonds de placement diversifiés européens.

Dans le cadre des processus normaux de surveillance du risque de crédit et de l'exposition de la Banque, toutes les expositions sont passées en revue régulièrement. Les expositions européennes sont passées en revue chaque mois ou plus souvent lorsque la situation l'exige et des évaluations des facteurs de stress sont effectuées à intervalles réguliers pour relever et comprendre où se situent les points faibles éventuels. En fonction des dernières revues, toutes les expositions européennes sont jugées raisonnables.

EXPOSITION À DES PRÊTS ACQUIS AYANT SUBI UNE PERTE DE VALEUR

Les prêts acquis ayant subi une perte de valeur sont des prêts dont la qualité de crédit s'est manifestement détériorée depuis le montage, et pour lesquels il est probable à la date d'acquisition que la Banque ne sera pas en mesure d'encaisser l'ensemble des remboursements de principal et des paiements d'intérêts exigés aux termes du contrat. La détérioration de la qualité de crédit à la date d'acquisition peut être établie notamment à l'aide de statistiques, comme les retards de paiements et les notations de crédit. Les prêts acquis ayant subi une perte de valeur sont comptabilisés à la juste valeur au moment de l'acquisition, et les normes comptables applicables interdisent qu'ils soient reportés ou qu'une provision pour pertes sur prêts soit comptabilisée lors de la comptabilisation initiale.

Les prêts acquis ayant subi une perte de valeur découlent de l'acquisition de South Financial, des acquisitions facilitées par la FDIC, qui comprennent les prêts assurés par la FDIC assujettis aux accords de partage des pertes conclus avec la FDIC, l'acquisition de Services financiers Chrysler et l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada. Le tableau suivant présente le solde du principal non remboursé, la valeur comptable, la provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières, la provision pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement significatives et la valeur comptable nette exprimée en pourcentage du solde du principal non remboursé des prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

TABLEAU 19 : PORTEFEUILLE DE PRÊTS ACQUIS AYANT SUBI UNE PERTE DE VALEUR

(en millions de dollars canadiens)

						<i>Aux</i>
	Solde de capital impayé ¹	Valeur comptable	Provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières	Provision pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement significatives	Valeur comptable déduction faite de la provision	En pourcentage du solde de capital impayé
						31 juill. 2012
Acquisitions facilitées par la FDIC	1 158 \$	1 068 \$	6 \$	56 \$	1 006 \$	86,9 %
South Financial	3 162	2 909	21	17	2 871	90,8
Divers ²	375	306	–	2	304	81,1
Total du portefeuille de prêts acquis ayant subi une perte de valeur	4 695 \$	4 283 \$	27 \$	75 \$	4 181 \$	89,1 %
						31 oct. 2011
Acquisitions facilitées par la FDIC	1 452 \$	1 347 \$	8 \$	22 \$	1 317 \$	90,7 %
South Financial	4 117	3 695	22	5	3 668	89,1
Services financiers Chrysler	540	518	–	3	515	95,4
Total du portefeuille de prêts acquis ayant subi une perte de valeur	6 109 \$	5 560 \$	30 \$	30 \$	5 500 \$	90,0 %

¹ Représente le montant du principal dû aux termes du contrat.

² Comprennent les portefeuilles de prêts acquis ayant subi une perte de valeur de Services financiers Chrysler et de MBNA Canada.

Au cours des trois mois clos le 31 juillet 2012, la Banque a comptabilisé une provision pour pertes sur créances de 22 millions de dollars à l'égard de prêts acquis ayant subi une perte de valeur. Le tableau suivant présente les principales statistiques de crédit par catégorie de prêts en souffrance aux termes du contrat et par concentration géographique selon les soldes du principal non remboursé des prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

TABLEAU 20 : PRÊTS ACQUIS AYANT SUBI UNE PERTE DE VALEUR – PRINCIPALES STATISTIQUES DE CRÉDIT

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>			
	31 juill. 2012		31 oct. 2011	
	Solde de capital impayé ¹		Solde de capital impayé ¹	
En souffrance aux termes du contrat				
Prêts courants et en souffrance depuis moins de 30 jours	3 867 \$	82,4 %	5 061 \$	82,8 %
En souffrance depuis 30 à 89 jours	216	4,6	237	3,9
En souffrance depuis 90 jours ou plus	612	13,0	811	13,3
Total des prêts acquis ayant subi une perte de valeur	4 695 \$	100,0 %	6 109 \$	100,0 %
Région géographique				
Floride	2 310 \$	49,2 %	2 834 \$	46,4 %
Caroline du Sud	1 496	31,8	1 993	32,6
Caroline du Nord	515	11,0	729	11,9
États-Unis – autres / Canada	374	8,0	553	9,1
Total des prêts acquis ayant subi une perte de valeur	4 695 \$	100,0 %	6 109 \$	100,0 %

¹ Représente le montant du principal dû aux termes du contrat.

EXPOSITION À DES OBLIGATIONS GARANTIES PAR UNE HYPOTHÈQUE NON LIÉES À DES ORGANISMES

En raison de l'acquisition de Commerce Bancorp Inc., la Banque est exposée à des obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes, essentiellement garanties par des obligations Alt-A et à prime jumbo dont la plupart sont des hypothèques à taux fixe remboursables par anticipation sans possibilité de rajustement du taux. Au moment de l'acquisition, ce portefeuille a été comptabilisé à la juste valeur, qui est devenue la nouvelle valeur comptable de ce portefeuille.

Ces valeurs mobilières sont classées comme prêts et comptabilisées au coût amorti d'après la méthode du taux d'intérêt effectif et sont évaluées chaque trimestre selon le modèle de la perte sur prêt subie. Le test de dépréciation suit le modèle de comptabilisation des prêts douteux, qui comporte deux types de provisions pour pertes sur prêts : des provisions relatives à des contreparties particulières et des provisions évaluées collectivement. Les provisions relatives à des contreparties particulières, qui représentent des prêts individuellement significatifs comme les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les titres de créance classés comme prêts de la Banque, sont soumises à un test de dépréciation au niveau des contreparties particulières. Les provisions évaluées collectivement consistent en des prêts pour lesquels aucune perte de valeur n'a été décelée au niveau des contreparties particulières et sont groupées dans des portefeuilles dont les caractéristiques de risque de crédit sont semblables, dans le but d'évaluer collectivement si le portefeuille a subi une perte de valeur.

La provision pour pertes subies mais non encore décelées était de 159 millions de dollars US au 31 juillet 2012. Le total de la provision pour pertes sur créances comptabilisé pour le troisième trimestre de 2012 s'est établi à 3 millions de dollars US, contre 3 millions de dollars US pour le troisième trimestre de 2011.

Le tableau suivant présente le solde du principal non remboursé, la valeur comptable, la provision pour pertes sur créances et la valeur comptable nette exprimée en pourcentage de la valeur nominale du portefeuille d'obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes au 31 juillet 2012. En date du 31 juillet 2012, le solde de la perte résiduelle résultant d'une acquisition s'élevait à 330 millions de dollars US (424 millions de dollars US au 31 juillet 2011). Ce montant est reflété ci-dessous comme faisant partie de l'escompte entre la valeur nominale et la valeur comptable.

TABLEAU 21 : PORTEFEUILLE D'OBLIGATIONS GARANTIES PAR UNE HYPOTHÈQUE NON LIÉES À DES ORGANISMES

(en millions de dollars américains)

	<i>Aux</i>				
	Valeur nominale	Valeur comptable	Provision pour pertes sur prêts	Valeur comptable déduction faite de la provision	En pourcentage de la valeur nominale
					31 juill. 2012
Obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes	3 560 \$	2 996 \$	337 \$	2 659 \$	74,7 %
					31 oct. 2011
Obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes	4 268 \$	3 568 \$	327 \$	3 241 \$	75,9 %

Par rapport au trimestre précédent – T3 2012 par rapport au T2 2012

Aucun changement n'est survenu dans la provision relative à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives par rapport au 30 avril 2012, alors que la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées a augmenté de 3 millions de dollars, ou 2 %. La provision pour pertes sur créances a augmenté de 3 millions de dollars pour le trimestre considéré.

Au cours du deuxième trimestre de 2009, la Banque avait retitrisé une partie du portefeuille d'obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes. Dans le cadre de la retitrisation reflétée au bilan, de nouvelles notes de crédit avaient été obtenues pour les valeurs mobilières retitrisées qui reflètent mieux l'escompte à l'acquisition et les risques pour la Banque inhérents à la totalité du portefeuille. Par conséquent, 16 % du portefeuille d'obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes est maintenant noté AAA aux fins de présentation des fonds propres réglementaires. L'avantage net qu'a eu sur les fonds propres l'opération de retitrisation est reflété dans les variations des actifs pondérés en fonction des risques et dans les déductions des titrisations sur les fonds propres de première et deuxième catégories. Aux fins comptables, la Banque a conservé une majorité des droits bénéficiaires dans ces valeurs mobilières retitrisées, ce qui n'a eu aucune incidence sur les états financiers. Une modification des notes de crédit n'a pas d'incidence sur l'évaluation par la Banque de la baisse de valeur de ces valeurs mobilières reclassées.

TABLEAU 22 : OBLIGATIONS ALT-A ET À PRIME JUMBO GARANTIES PAR UNE HYPOTHÈQUE NON LIÉES À DES ORGANISMES PAR ANNÉE DE GÉNÉRATION

(en millions de dollars américains)

	<i>Aux</i>					
	Alt-A		Prime Jumbo		Total	
	Coût amorti	Juste valeur	Coût après amortissement	Juste valeur	Coût après amortissement	Juste valeur
						31 juill. 2012
2003	151 \$	172 \$	167 \$	171 \$	318 \$	343 \$
2004	316	344	109	120	425	464
2005	561	580	203	202	764	782
2006	325	314	245	231	570	545
2007	495	504	246	248	741	752
Total du portefeuille, déduction faite des pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives	1 848 \$	1 914 \$	970 \$	972 \$	2 818 \$	2 886 \$
Moins : provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées					159	
Total					2 659 \$	
						31 oct. 2011
2003	204 \$	215 \$	217 \$	222 \$	421 \$	437 \$
2004	374	393	182	189	556	582
2005	621	648	309	311	930	959
2006	358	320	286	275	644	595
2007	548	501	292	299	840	800
Total du portefeuille, déduction faite des pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives	2 105 \$	2 077 \$	1 286 \$	1 296 \$	3 391 \$	3 373 \$
Moins : provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées					150	
Total					3 241 \$	

SITUATION DES FONDS PROPRES

La Banque se conforme à la ligne directrice du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques et les fonds propres réglementaires. Cette ligne directrice repose sur le «Dispositif révisé de convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres» (Bâle II), émis par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les cibles du BSIF pour les banques canadiennes à l'égard de leur ratio des fonds propres de première catégorie et de leur ratio du total des fonds propres sont respectivement de 7 % et 10 %. Aux fins des fonds propres réglementaires, la participation de la Banque dans TD Ameritrade est convertie à l'aide du taux de change de fin de période de la Banque.

TABLEAU 23 : SITUATION DES FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES¹

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juill. 2012	31 oct. 2011	Aux 31 juill. 2011
Actifs pondérés en fonction des risques pour les composantes suivantes :			
Risque de crédit	199 042 \$	183 405 \$	174 204 \$
Risque de marché	15 305	5 083	4 402
Risque opérationnel	32 054	30 291	29 199
Total	246 401 \$	218 779 \$	207 805 \$
Fonds propres de première catégorie	30 047 \$	28 503 \$	26 764 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie ²	12,2 %	13,0 %	12,9 %
Total des fonds propres ³	37 505 \$	34 978 \$	33 935 \$
Ratio du total des fonds propres ⁴	15,2 %	16,0 %	16,3 %
Ratio de l'actif par rapport aux fonds propres ⁵	18,3	17,2	17,4

¹ Les résultats des périodes closes le 31 octobre 2011 ou avant sont présentés selon les PCGR du Canada.

² Le ratio des fonds propres de première catégorie correspond aux fonds propres de première catégorie divisés par les actifs pondérés en fonction des risques.

³ Le total des fonds propres comprend les fonds propres de première et de deuxième catégories.

⁴ Le ratio du total des fonds propres correspond au total des fonds propres divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

⁵ Le ratio de l'actif par rapport aux fonds propres est calculé comme le total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que certaines lettres de crédit et garanties, moins les participations dans des sociétés associées, le goodwill et les immobilisations incorporelles nettes, divisé par le total des fonds propres.

Au 31 juillet 2012, le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque était de 12,2 % par rapport à 13,0 % au 31 octobre 2011. La diminution s'explique principalement par l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques découlant de l'amendement relatif au risque de marché de Bâle II, par la conclusion de l'acquisition de MBNA, par la transition aux IFRS et par une nouvelle exigence de déduire les filiales d'assurance à 50 % des fonds propres de première catégorie et à 50 % des fonds propres de deuxième catégorie. La diminution des fonds propres de première catégorie est en partie compensée par une croissance solide des résultats non distribués et l'émission d'actions ordinaires dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes de la Banque et de l'exercice d'options sur actions. Le ratio du total des fonds propres s'établissait à 15,2 % au 31 juillet 2012, par rapport à 16,0 % au 31 octobre 2011. La diminution tient en grande partie aux mêmes raisons que celles susmentionnées sauf en ce qui a trait à la déduction antérieure des actifs d'assurance du total des fonds propres. La dispense accordée par le BSIF permet l'intégration de l'effet des IFRS sur le calcul des fonds propres réglementaires selon la méthode linéaire sur cinq trimestres à compter du 1^{er} novembre 2011 jusqu'au 31 janvier 2013. L'incidence des IFRS sur les fonds propres de première catégorie avoisine les 1 937 millions de dollars, dont environ 1 162 millions de dollars sont inclus dans les résultats du trimestre clos le 31 juillet 2012.

Pour le calcul du ratio actif/fonds propres, le BSIF prévoit aussi des mesures de transition aux IFRS qui permettent d'exclure du calcul les actifs titrisés et vendus par l'intermédiaire des programmes soutenus par la SCHL avant le 31 mars 2010.

La Banque continue de détenir des fonds propres suffisants, qui lui procurent la souplesse nécessaire pour prendre de l'expansion, tant par la croissance interne que par des acquisitions stratégiques. Les ratios de fonds propres élevés de la Banque sont attribuables à la génération interne de capitaux, à la gestion du bilan ainsi qu'à l'émission périodique de valeurs mobilières.

Pour en savoir plus sur les fonds propres, se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires. Pour en savoir plus sur les fonds propres réglementaires, se reporter à la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires.

MODIFICATIONS FUTURES À L'ACCORD DE BÂLE

En décembre 2010, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié le libellé définitif des nouvelles règles internationales sur l'adéquation des fonds propres et les liquidités visant les banques. Couramment appelées «Bâle III», ces propositions en matière de fonds propres visent à relever la qualité, la quantité, la transparence et l'uniformité des fonds propres bancaires, de même qu'à décourager l'endettement et la prise de risques excessifs et à réduire la procyclicité. Conjointement avec les nouvelles normes mondiales en matière de liquidités harmonisées à l'échelle internationale, Bâle III a pour but de fournir un cadre réglementaire afin d'affirmer la résilience du secteur bancaire et du système financier.

En janvier 2011, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a complété le libellé définitif des règles par des lignes directrices additionnelles portant sur les fonds propres d'urgence pour non-viabilité. Selon ces lignes directrices, tous les instruments de fonds propres doivent comporter des caractéristiques liées à l'absorption des pertes. En fonction de l'évaluation de la viabilité réalisée par l'organisme de réglementation, ces caractéristiques peuvent exiger que les fonds propres soient dépréciés ou que des instruments soient convertis en capitaux propres. Les règles en cause prévoient une période de transition et de retrait progressif pour les instruments de fonds propres qui ne satisfont pas aux exigences de Bâle III, y compris les caractéristiques des fonds propres d'urgence pour non-viabilité. Par la suite, le BSIF a publié un préavis en août 2011 sur la mise en œuvre des lignes directrices au Canada.

En novembre 2011, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié le libellé définitif des mesures pour les banques mondiales d'importance systémique. Les banques désignées comme des banques mondiales d'importance systémique devront détenir des réserves de conservation additionnelles de 1 % à 2,5 % de plus que l'exigence de Bâle III à l'égard des capitaux propres en actions ordinaires de première catégorie, exigence appliquée progressivement sur une période de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2016. La méthode de désignation d'une banque comme banque mondiale d'importance systémique s'appuie sur une approche fondée sur des critères comportant cinq grandes catégories : la taille, l'interdépendance, l'absence de substituabilité, les activités mondiales (transfrontalières) et la complexité. Les banques mondiales d'importance systémique devront disposer de réserves de conservation additionnelles constituées exclusivement de capitaux propres en actions ordinaires. Le Conseil de stabilité financière a annoncé l'existence de 29 institutions financières d'importance

systémique dans le cadre de son évaluation initiale. Aucune banque canadienne n'a été désignée d'importance systémique. Le Conseil de stabilité financière réévaluera cette liste chaque année.

En juin 2012, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié un document de consultation sur les banques nationales d'importance systémique. Le cadre sur les banques nationales d'importance systémique ajoute une perspective complémentaire aux règles relatives aux banques mondiales d'importance systémique en s'intéressant à l'incidence que les banques en difficulté ou en défaut auront sur l'économie de leur pays. Le document présente un cadre de principes relatifs à la méthode d'évaluation ainsi que les exigences plus élevées en matière d'absorption de pertes. Le document sur les banques nationales d'importance systémique repose sur des principes et le BSIF a le pouvoir (selon le document du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire) d'établir une méthode d'évaluation pour ces banques et de fixer le niveau des exigences en matière d'absorption de pertes. Le libellé définitif des règles devrait être publié d'ici la fin de 2012 et pourrait donner lieu à un rehaussement des exigences minimales en matière de fonds propres pour la Banque par rapport à celles prescrites par les règles de Bâle III.

En août 2012, le BSIF a publié pour commentaires généraux une ligne directrice révisée sur les normes d'adéquation des fonds propres, laquelle intègre les règles en matière de fonds propres de Bâle III et prendra effet en janvier 2013. La période de commentaires se termine le 28 septembre 2012. Nous ne prévoyons pas devoir apporter de changements importants aux activités ni mobiliser de nouveaux capitaux propres en actions ordinaires pour arriver à respecter les exigences de Bâle III ou la ligne directrice sur les normes de fonds propres, telles qu'elles sont actuellement rédigées. La ligne directrice proposée comporte deux méthodes relatives au calcul du ratio des fonds propres, soit i) la méthode «transitoire» et ii) la méthode «tout compris».

Selon la méthode «transitoire», les modifications apportées au traitement à titre de fonds propres de certains éléments de même que les exigences minimales relatives aux ratios de fonds propres seront intégrées progressivement au cours de la période allant de 2013 à 2019. Si nous appliquons la méthode «transitoire», telle qu'elle est définie dans la ligne directrice, notre ratio de fonds propres en actions ordinaires de première catégorie devrait se situer dans la fourchette de 11 % à 12 % d'ici le premier trimestre de 2013.

Selon la méthode «tout compris», les fonds propres comprennent l'ensemble des ajustements réglementaires qui devront être apportés d'ici 2019 ainsi que les règles de retrait progressif à l'égard des instruments de fonds propres non admissibles. Conformément à la ligne directrice proposée, le BSIF s'attend à ce que toutes les institutions atteignent un ratio de capitaux propres en actions ordinaires de première catégorie cible «tout compris» d'au moins 7 % d'ici le premier trimestre de 2013, ainsi qu'un ratio du total des fonds propres de première catégorie cible «tout compris» d'au moins 8,5 % et un ratio du total des fonds propres cible d'au moins 10,5 % d'ici le premier trimestre de 2014. D'après notre compréhension et nos hypothèses actuelles, nous avons estimé que le ratio des instruments de capitaux propres en actions ordinaires de première catégorie de la Banque aurait été d'environ 7,7 % au 31 juillet 2012, si la méthode «tout compris» avait été appliquée. Selon notre prévision actuelle, nous prévoyons qu'il se situera à près de 7,5 % à 8,0 % d'ici le premier trimestre de l'exercice 2013.

Selon Bâle III, les normes minimales en matière de fonds propres exigent, entre autres, un ratio de capitaux propres en actions ordinaires de 4,5 %, un ratio de fonds propres de première catégorie de 6,0 % et un ratio du total des fonds propres de 8,0 %. À cela s'ajoutent des réserves de conservation de fonds propres de 2,5 % qui devront être constituées.

L'incidence qu'auront les règles en matière de fonds propres de Bâle III sur la TD se traduira par l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques et par de nouveaux éléments qui devront être déduits des capitaux propres en actions ordinaires réglementaires. Nous sommes toujours d'avis que la solide situation actuelle de nos fonds propres en actions et la capacité de nos secteurs opérationnels de générer des fonds propres au cours des prochains trimestres nous permettront de respecter les normes d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

À notre avis, aux termes de Bâle III, l'ensemble des instruments de fonds propres de nature autre qu'ordinaire de première et de deuxième catégories de la TD qui sont en circulation, à l'exception de certains instruments émis par des filiales américaines de la TD, ne seront plus admissibles à titre de fonds propres réglementaires et seront visés par des mesures de retrait progressif sur une période de transition de 10 ans débutant en janvier 2013. Le 7 février 2011, par suite du préavis publié le 4 février 2011 par le BSIF dans lequel le BSIF énonce ses attentes en ce qui concerne l'utilisation des droits de rachat d'instruments de fonds propres non admissibles prévue dans les clauses d'événements réglementaires, la TD a annoncé ne prévoir exercer un droit de rachat déclenché par un événement réglementaire qu'en 2022 à l'égard des billets de Fiducie de capital TD IV – série 2 qui seront alors en circulation. Au 31 juillet 2012, le montant en capital des billets de Fiducie de capital TD IV – série 2 émis et en circulation totalisait 450 millions de dollars. La prévision de la TD est fondée sur un nombre de facteurs de risque et d'hypothèses figurant dans le communiqué de presse du 7 février 2011, lequel se trouve sur le site de la Banque à l'adresse <http://www.td.com/francais>.

DIVIDENDES

La politique de dividende de la Banque est approuvée par le conseil d'administration. Le 30 août 2012, le conseil d'administration a déclaré un dividende pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2012 d'un montant de 0,77 \$, et a approuvé une augmentation de la fourchette de distribution cible de la Banque pour qu'elle atteigne 40 % à 50 % du résultat rajusté. L'augmentation du dividende est conforme à la nouvelle fourchette de distribution cible de la Banque. La capacité de la Banque à verser des dividendes est assujettie à la *Loi sur les banques* et aux exigences du BSIF. Pour de plus amples renseignements sur les restrictions en matière de dividendes, se reporter à la note 18 des états financiers consolidés annuels 2011 de la Banque.

GESTION DES RISQUES

SOMMAIRE

La prestation de services financiers comporte des risques qu'il faut prendre de façon prudente en vue d'assurer une croissance rentable. L'objectif de la Banque est d'obtenir un rendement stable et durable pour chaque dollar de risque que nous prenons, tout en accordant une grande importance à l'investissement dans nos entreprises afin de nous assurer d'atteindre nos objectifs de croissance future.

Nos entreprises et nos activités sont exposées à un grand nombre de risques, recensés et définis dans notre cadre de capacité de risque à l'échelle de l'entreprise. Ce cadre comporte une définition de l'appétit de la Banque à supporter ces risques, élaborée selon une démarche exhaustive qui prend en considération à la fois le contexte en matière de risques et le contexte opérationnel de la Banque. Notre appétit envers le risque établit que nous prenons les risques requis pour bâtir notre entreprise, mais seulement si ces risques : 1) s'inscrivent dans la stratégie d'affaires de la TD et peuvent être compris et gérés, 2) n'exposent la TD à aucune perte importante individuelle; nous ne mettons pas la Banque en péril pour une acquisition, une entreprise ou un produit, et 3) ne risquent pas de porter atteinte à la marque TD. Il incombe à chaque entreprise d'établir sa propre capacité de risque et de l'aligner sur celle de la Banque,

selon un examen approfondi des risques spécifiques auxquels elle est exposée. Nous surveillons les risques propres à chacune des entreprises ou à l'échelle de l'organisation et en rendons compte lorsque ces risques peuvent nuire de façon importante à la Banque.

Notre structure de gouvernance et notre approche pour la gestion des risques sont demeurées en grande partie identiques à celles décrites dans notre rapport annuel 2011. Certains risques sont présentés ci-après. Pour des renseignements complets sur notre structure de gouvernance et sur notre approche pour la gestion des risques, se reporter à la section «Gestion des risques» du rapport annuel 2011.

Les sections ombragées du présent rapport de gestion présentent une analyse portant sur le risque de marché et le risque de liquidité et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires pour la période close le 31 juillet 2012.

RISQUE DE CRÉDIT

Améliorations du dispositif Bâle II

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié des améliorations du cadre de Bâle II en juillet 2009 (les améliorations), qui exigent des informations additionnelles au sujet de l'exposition de la Banque aux risques liés à la titrisation tant dans le portefeuille bancaire que dans le portefeuille de négociation. Conformément aux exigences du BSIF, la Banque a mis à jour ses informations à compter du premier trimestre de 2012 afin de prendre en compte ces améliorations. La Banque a fourni des informations visant à respecter les exigences d'améliorations dans l'ensemble du rapport de gestion et des états financiers. À l'exception des informations supplémentaires sur la gestion du risque de crédit présentées ci-dessous, les informations qualitatives qui doivent être présentées sur le risque de crédit requises selon les améliorations peuvent être consultées dans le rapport annuel 2011 de la Banque.

Informations supplémentaires sur la gestion du risque de crédit

Expositions de titrisation

Pour les expositions de titrisation notées par des agences externes, nous utilisons à la fois l'approche standard et l'approche fondée sur les notations. Les deux approches attribuent des coefficients de pondération aux expositions d'après les notations externes. Nous utilisons les notations attribuées par une ou plusieurs des agences de notation suivantes : Moody's Investors Service, Standard & Poor's, Fitch et DBRS. L'approche fondée sur les notations tient compte de facteurs additionnels, notamment l'horizon de la notation (long terme ou court terme), la quantité de détails disponibles sur l'ensemble des actifs sous-jacents et le rang de subordination de la position.

Nous utilisons l'approche fondée sur les évaluations internes pour gérer le risque de crédit pour nos expositions liées aux titrisations de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) qui ne font pas l'objet d'une notation externe.

En vertu de l'approche fondée sur les évaluations internes, nous prenons en compte tous les facteurs de risque pertinents au moment d'évaluer la qualité du crédit de ces expositions, y compris ceux publiés par les agences de notation Moody's, S&P, Fitch et DBRS. Nous utilisons également des modèles de perte prévue et des politiques visant à quantifier et à surveiller le niveau de risque et à en faciliter la gestion. Notre approche fondée sur les évaluations internes consiste notamment à évaluer dans quelle mesure l'amélioration disponible de la protection contre les pertes couvre les pertes prévues. Les niveaux de couverture des facteurs de stress dont nous avons besoin pour chaque notation de risque interne sont conformes aux exigences en matière de facteurs de risque publiées par les agences de notation pour des notations externes équivalentes par classe d'actifs.

Toutes les expositions reçoivent une notation de risque interne fondée sur notre évaluation, laquelle doit être passée en revue au moins une fois par année. Nos notations reflètent notre évaluation du risque de perte, qui comprend une combinaison de la probabilité de défaut (PD) et de la perte en cas de défaut (PCD) pour chaque exposition. L'échelle de notation que nous utilisons correspond aux échelles de notation à long terme utilisées par les agences de notation.

Notre approche fondée sur les évaluations internes est assujettie à tous les principaux éléments et principes de notre structure de gouvernance du risque et est gérée comme décrit dans la présente rubrique «Risque de crédit».

Nous utilisons les résultats de l'approche fondée sur les évaluations internes pour tous les volets de notre gestion du risque de crédit, y compris le suivi du rendement, les mécanismes de contrôle et la présentation de l'information de gestion, ainsi que pour le calcul des fonds propres. Selon l'approche fondée sur les évaluations internes, les expositions sont multipliées par les coefficients de pondération prescrits par le BSIF pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques aux fins des fonds propres.

Le tableau suivant présente les expositions brutes au risque de crédit, compte non tenu des éléments atténuant le risque de crédit.

TABLEAU 24 : EXPOSITION BRUTE AU RISQUE DE CRÉDIT – APPROCHES STANDARD ET NI AVANCÉE^{1, 2}

(en millions de dollars canadiens)

	31 juill. 2012			31 oct. 2011		
	Standard	NI avancée	Total	Standard	NI avancée	Total
Risque de crédit de détail						
Expositions garanties par l'immobilier résidentiel	21 277 \$	230 793 \$	252 070 \$	17 242 \$	161 116 \$	178 358 \$
Expositions aux produits de détail renouvelables admissibles	–	42 407	42 407	–	42 736	42 736
Autres expositions aux produits de détail	32 437	31 067	63 504	25 139	30 520	55 659
	53 714	304 267	357 981	42 381	234 372	276 753
Risque de crédit autre que de détail						
Siège social	60 019	137 302	197 321	53 165	123 292	176 457
Emprunteurs souverains	21 651	70 540	92 191	23 559	64 432	87 991
Banques	16 384	123 287	139 671	20 363	119 683	140 046
	98 054	331 129	429 183	97 087	307 407	404 494
Total	151 768 \$	635 396 \$	787 164 \$	139 468 \$	541 779 \$	681 247 \$

¹ Les expositions brutes au risque de crédit représentent les expositions en cas de défaut (ECD) et ne tiennent pas compte des incidences des mesures d'atténuation du risque de crédit. Ce tableau exclut les expositions à la titrisation et les expositions sur actions.

² Les résultats des périodes closes le 31 octobre 2011 ou avant sont présentés selon les PCGR du Canada.

RISQUE DE MARCHÉ

Les révisions du dispositif Bâle II relatif au risque de marché, qui exigent que les banques instaurent des exigences de fonds propres au titre du risque de marché fondées sur la valeur à risque en contexte de crise et imposent une exigence de fonds propres supplémentaire destinée à couvrir le risque supplémentaire, ont été mises en œuvre au cours du premier trimestre de 2012. La mise en œuvre de ces nouvelles exigences au premier trimestre a augmenté les actifs pondérés en fonction des risques de marché d'environ 14 milliards de dollars.

Les fonds propres au titre du risque de marché calculés selon les modèles internes comprennent maintenant trois composantes : a) la valeur à risque; b) la valeur à risque en contexte de crise; et c) une exigence de fonds propres supplémentaire destinée à couvrir le risque supplémentaire. En outre, la Banque calcule les fonds propres au titre du risque de marché au moyen de l'approche standard pour un nombre limité de portefeuilles.

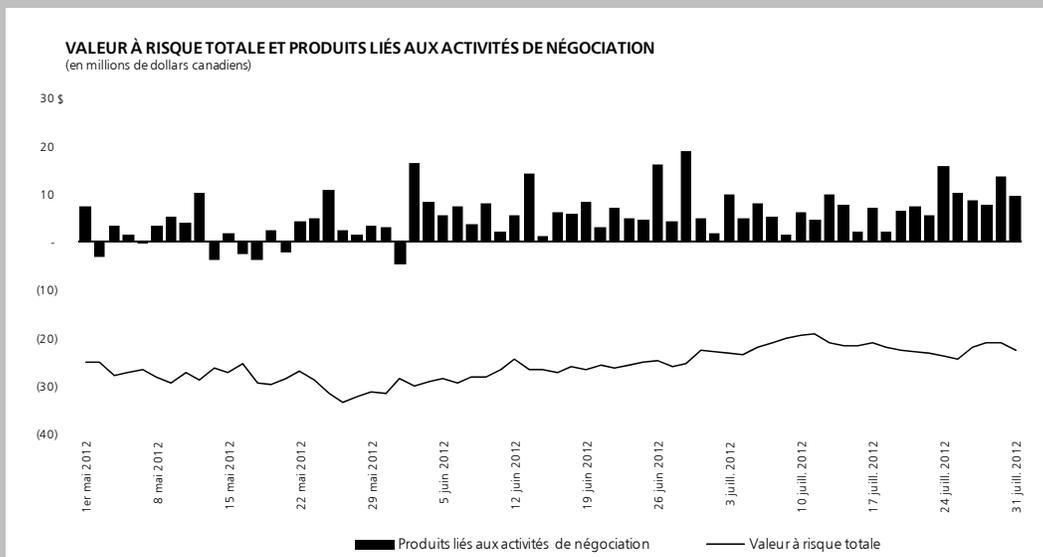
Calcul de la valeur à risque

La Banque calcule la valeur à risque quotidiennement en combinant le risque de marché général et le risque idiosyncratique propre à des titres de créance associés aux positions de négociation de la Banque.

Le risque de marché général est établi en créant une distribution des variations possibles de la valeur de marché du portefeuille courant au moyen d'une simulation historique. La Banque évalue le portefeuille courant au moyen des variations des cours et des taux (pour les produits sur titres de capitaux propres, de taux d'intérêt, de change, de crédit et sur marchandises) des 259 derniers jours de négociation. Le risque de marché général est calculé pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus de un jour de Bourse sur 100.

Le risque idiosyncratique propre à des titres de créance mesure le risque idiosyncratique d'écart de taux de crédit (lié à une seule institution) pour les expositions au crédit du portefeuille de négociation au moyen d'une simulation de Monte Carlo. Le modèle idiosyncratique du risque propre à des titres de créance repose sur le comportement historique des écarts de crédit idiosyncratiques sur cinq ans. Le risque idiosyncratique propre à des titres de créance, tout comme le risque de marché général, est calculé pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus de un jour de Bourse sur 100.

Le graphique ci-après présente l'utilisation à une date particulière de la valeur à risque quotidienne et les produits liés aux activités de négociation dans le secteur Services bancaires de gros. Les produits liés aux activités de négociation représentent le total des produits de négociation présenté dans les autres produits et les produits d'intérêts nets sur les positions de négociation présentés dans les produits d'intérêts nets et sont présentés en équivalence fiscale. Le trimestre clos le 31 juillet 2012 a compris 7 jours de pertes de négociation et les produits liés aux activités de négociation ont été positifs pendant 89 % des jours de Bourse. Au cours du trimestre, aucun jour de Bourse n'a enregistré de pertes dépassant la valeur à risque.



Calcul de la valeur à risque en contexte de crise

Outre la valeur à risque, la Banque calcule aussi la valeur à risque en contexte de crise, laquelle comprend le risque de marché général en contexte de crise et le risque idiosyncratique propre à des titres de créance en contexte de crise. La valeur à risque en contexte de crise mesure l'incidence négative que d'éventuelles fluctuations des taux et des prix du marché pourraient avoir sur la valeur d'un portefeuille pendant une période donnée de tensions sur les marchés. La valeur à risque en contexte de crise est calculée au moyen de techniques et d'hypothèses semblables à celles utilisées pour la valeur à risque liée au risque de marché général en contexte de crise et au risque idiosyncratique propre à des titres de créance en contexte de crise. Toutefois, au lieu d'utiliser les 259 derniers jours de Bourse (une année), la Banque choisit une année où des tensions se sont exercées sur les marchés. Au cours de la période considérée, la valeur à risque en contexte de crise a été calculée au moyen d'une période de un an qui a commencé le 1^{er} août 2008. La période de un an historique appropriée pour utiliser la valeur à risque en contexte de crise est reconsidérée trimestriellement.

Calcul de l'exigence de fonds propres supplémentaires destinés à couvrir le risque supplémentaire

L'exigence de fonds propres supplémentaires destinés à couvrir le risque supplémentaire est appliquée à tous les instruments du portefeuille de négociation assujettis au risque de migration et de défaut. Le risque de migration représente le risque que des modifications soient apportées aux notations de crédit des expositions de la Banque. La Banque applique une simulation de Monte Carlo sur un horizon de un an et un niveau de confiance de 99,9 % pour calculer l'exigence de fonds propres supplémentaire pour couvrir le risque supplémentaire, ce qui est conforme aux exigences réglementaires. L'exigence de fonds propres supplémentaires destinés à couvrir le risque supplémentaire est fondée sur l'hypothèse du «niveau de risque constant», oblige les banques à attribuer un horizon de liquidité aux positions qui sont assujetties à cette exigence. La Banque prend en compte le lieu de résidence et la notation de crédit de l'émetteur, de même que les effets de concentration des risques liés à un secteur et à une seule institution, lorsqu'elle attribue un horizon de liquidité.

Le tableau qui suit présente l'utilisation des mesures de portefeuille de la TD à la date de clôture du trimestre, la moyenne de la période et les extrêmes (haut et bas).

TABLEAU 25 : MESURES DU RISQUE DE MARCHÉ DU PORTEFEUILLE¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 juill. 2012				Trois mois clos les		Neuf mois clos les	
	Clôture	Moyenne	Haut	Bas	30 avr. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Risque de taux d'intérêt	6,5 \$	8,3 \$	16,0 \$	5,4 \$	10,1 \$	13,2 \$	8,8 \$	13,2 \$
Risque d'écart de taux	4,5	7,2	9,6	3,8	7,5	4,8	8,7	4,8
Risque sur titres de capitaux propres	3,8	3,6	5,2	2,7	3,3	4,4	3,6	5,0
Risque de change	0,9	2,3	7,4	0,5	3,2	2,6	2,8	2,5
Risque de marchandises	0,8	0,9	1,3	0,5	0,9	0,7	0,9	1,0
Risque idiosyncratique	20,9	23,8	31,4	17,9	28,2	16,2	25,4	14,5
Effet de diversification ²	(14,8)	(20,4)	négl. ³	négl. ³	(22,6)	(21,1)	(22,1)	(21,4)
Valeur à risque (date particulière)	22,6 \$	25,7 \$	33,5 \$	19,0 \$	30,6 \$	20,8 \$	28,1 \$	19,6 \$
Valeur à risque en contexte de crise (date particulière)	35,3 \$	47,2 \$	55,8 \$	35,3 \$	46,8 \$	s. o.	53,2 \$	s. o.
Exigence de fonds propres supplémentaires destinés à couvrir le risque supplémentaire (annuelle)	178,3 \$	258,0 \$	334,9 \$	178,3 \$	262,5 \$	s. o.	281,7 \$	s. o.

¹ Les résultats des périodes closes le 31 octobre 2011 ou avant sont présentés selon les PCGR du Canada.

² La valeur à risque globale est moins élevée que la somme de la valeur à risque des différents types de risque, étant donné que certains risques sont atténués par la diversification des portefeuilles.

³ Négligeable. Il n'est pas important de calculer un effet de diversification, du fait que le haut et le bas peuvent survenir à différents jours pour différents types de risque.

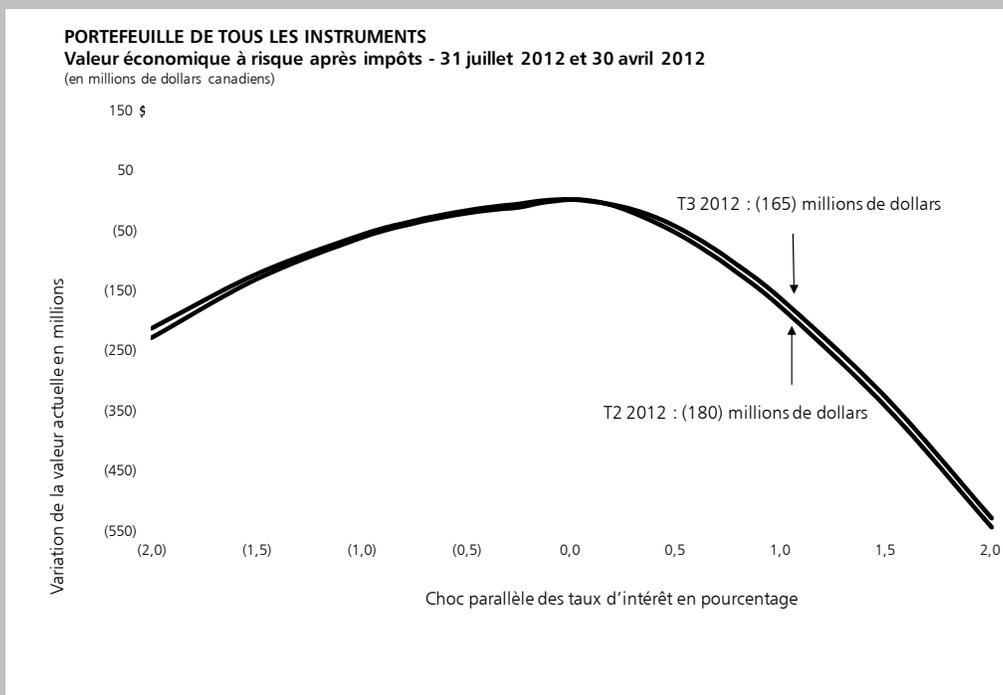
La valeur à risque moyenne a diminué de 4,9 millions de dollars par rapport au trimestre précédent et a augmenté de 4,9 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cela découle essentiellement des variations du risque idiosyncratique d'écart de taux de crédit et des baisses du risque de taux d'intérêt.

Validation du modèle de la valeur à risque

La Banque utilise un test de validité rétroactif pour comparer les profits et les pertes réels et théoriques à la valeur à risque afin de nous assurer qu'ils correspondent aux résultats statistiques du modèle de la valeur à risque. Les profits et pertes théoriques sont générés par les mouvements de prix quotidiens en supposant que la composition du portefeuille ne change pas. La validation du modèle fondé sur l'exigence de capitaux propres supplémentaires destinés à couvrir le risque supplémentaire doit suivre une approche différente étant donné qu'un horizon de un an et un niveau de confiance de 99,9 % rendent impossible l'utilisation de tests de validité rétroactifs standard. En lieu et place, les paramètres clés du modèle fondé sur l'exigence de capitaux propres supplémentaires destinés à couvrir le risque supplémentaire comme les matrices de transition et de corrélation sont soumis à une validation indépendante par une comparaison avec les résultats d'études externes ou par une analyse à partir de données internes ou externes.

Risque de taux d'intérêt

Le graphique suivant présente notre exposition au risque de taux d'intérêt (mesuré par la valeur économique à risque) à l'égard de tous les actifs, passifs et instruments dérivés autres que détenus à des fins de transaction, utilisés dans le but de gérer le risque de taux d'intérêt.



Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Banque utilise des instruments financiers dérivés, des instruments de gros et d'autres solutions du marché financier et, dans une moindre mesure, des stratégies de fixation de prix. Au 31 juillet 2012, une hausse immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait fait baisser de 165,7 millions de dollars après impôts la valeur économique des capitaux propres. Une diminution immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait fait baisser de 58,6 millions de dollars après impôts la valeur économique des capitaux propres.

Le tableau qui suit présente la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres (après impôts) par monnaie pour les monnaies étrangères qui exposent la Banque à un risque important.

TABLEAU 26 : SENSIBILITÉ DE LA VALEUR ÉCONOMIQUE À RISQUE APRÈS IMPÔTS PAR MONNAIE¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 juill. 2012		31 oct. 2011		Aux 31 juill. 2011	
	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb
Dollar canadien	(15,7) \$	(56,2) \$	5,9 \$	(78,6) \$	4,0 \$	(75,0) \$
Dollar américain	(150,0)	(2,3)	(116,8)	(123,3)	(65,7)	(205,1)
	(165,7) \$	(58,5) \$	(110,9) \$	(201,9) \$	(61,7) \$	(280,1) \$

¹ Les résultats des périodes closes le 31 octobre 2011 ou avant sont présentés selon les PCGR du Canada.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

En tant qu'organisation financière, nous devons nous assurer d'avoir un accès à des fonds suffisants et appropriés pour faire face à nos obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance et soutenir et faire croître nos actifs et nos activités dans des conditions normales et en situation de crise. Dans le cas de pertes de sources de financement, nous devons poursuivre nos activités sans être forcés de liquider des actifs non négociables et/ou de modifier considérablement notre stratégie d'affaires. La gestion du risque de liquidité est le processus qui nous assure un accès adéquat à du financement et à une réserve de liquidités.

Le comité de gestion de l'actif et du passif et des capitaux propres surveille notre programme de gestion du risque de liquidité. Il s'assure que la structure de gestion est efficace pour mesurer et gérer adéquatement le risque de liquidité. De plus, le Forum général sur les liquidités, qui comprend des cadres supérieurs du Service de gestion de la trésorerie et du bilan, de la Gestion des risques, des Finances et des Services bancaires de gros, relève et surveille nos risques de liquidité. Au besoin, le Forum recommande au comité de gestion de l'actif et du passif les mesures qui s'imposent pour maintenir notre situation de liquidité à l'intérieur de certaines limites dans des conditions normales et en situation de stress.

Nous avons une seule politique mondiale de gestion sur la liquidité et la cession d'actifs en garantie, mais les groupes de trésorerie responsables des principaux secteurs opérationnels évaluent et gèrent les risques de liquidité comme suit :

- Le Service de gestion de la trésorerie et du bilan est responsable du maintien du cadre de gestion du risque de liquidité de la TD ainsi que des limites, normes et processus connexes prévus par la politique. Le Service de gestion de la trésorerie et du bilan est aussi chargé de consolider la situation mondiale de la TD à l'égard du risque de liquidité et d'en faire rapport ainsi que de gérer la situation de risque de liquidité consolidée des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada (y compris des activités canadiennes de Gestion de patrimoine) et du Siège social.
- Le groupe de trésorerie des Services bancaires de gros, Risques de négociation au sein de la fonction Gestion des risques, qui travaille en étroite collaboration avec les Services bancaires de gros, est responsable de la gestion des risques de liquidité inhérents à chacun des portefeuilles des Services bancaires de gros et à ses filiales consolidées réglementées.
- Le groupe Trésorerie américaine est chargé de gérer la situation de liquidité du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Le Service de gestion de la trésorerie et du bilan travaille en étroite collaboration avec le secteur afin d'assurer la conformité au cadre de gestion du risque de liquidité à l'échelle mondiale.

- Chaque groupe de trésorerie doit se conformer à la politique mondiale de gestion sur la liquidité et la cession d'actifs en garantie. La politique est passée en revue chaque année par le comité du risque, qui est chargé d'approuver l'appétit de la Banque à supporter le risque de liquidité ainsi que les limites, principes et pratiques en matière de gestion du risque de liquidité. La direction responsable de la liquidité dans notre secteur d'activité aux États-Unis et dans chacune de nos succursales et filiales outre-mer réglementées doit également mettre en œuvre les politiques de gestion du risque de liquidité et les programmes connexes qui sont nécessaires pour satisfaire aux conditions d'affaires et exigences réglementaires locales. Chacune de ces politiques est soumise à l'examen du Forum général sur les liquidités et à l'approbation du comité de gestion de l'actif et du passif.
- Les groupes de trésorerie surveillent régulièrement l'adéquation des liquidités et en font rapport conformément aux limites approuvées par le comité du risque. En outre, le comité de gestion de l'actif et du passif impose, à sa discrétion, des limites de gestion plus strictes ou additionnelles afin de resserrer le contrôle de la gestion du risque de liquidité ou des activités de cession d'actifs en garantie. Toute violation doit être rapportée dans les 24 heures conformément aux exigences de la politique. L'avancement du plan de correction de la violation de la politique est communiqué chaque semaine au Forum général sur les liquidités et au comité de gestion de l'actif et du passif et, au besoin, au comité du risque à sa réunion suivante prévue, jusqu'à la correction complète de la violation.

Nos exigences globales en matière de liquidité sont définies comme la somme dont nous avons besoin pour financer les flux de trésorerie attendus, plus une réserve de liquidités prudente visant à financer d'éventuelles sorties de fonds en cas de dérèglement des marchés financiers ou d'un autre événement qui pourrait influencer sur notre accès à des liquidités. Nous ne recourons à des liquidités de gros à court terme que pour le financement de titres négociables ou d'actifs à court terme.

Pour définir la somme de liquidités que nous devons détenir en tout temps pendant une période minimale de 90 jours, nous nous servons d'un scénario de «stress combiné critique» prudent, qui modélise les besoins de liquidités potentiels et la négociabilité des actifs durant une crise de confiance qui a été déclenchée sur les marchés, particulièrement en ce qui a trait à notre capacité de nous acquitter de nos obligations au fur et à mesure qu'elles viennent à échéance. Nous supposons une perte complète de l'accès à du financement de gros pendant la période de survie de 90 jours.

Outre cet événement propre à la Banque, le scénario de «stress combiné critique» intègre également l'incidence d'un événement d'illiquidité à l'échelle du marché qui comporte des contraintes donnant lieu à une importante réduction de l'accès à du financement à court terme et à long terme pour toutes les institutions, à une augmentation importante de notre coût de financement et à une baisse considérable de la négociabilité des actifs. Ce scénario nous assure de disposer de suffisamment de liquidités pour répondre à tous nos besoins en liquidités pour ce qui suit :

- la totalité des échéances de titres de créance de gros non garantis et des échéances de titres de créance émis au moyen de divers canaux de titrisation;
- l'attrition ou la liquidation accélérée des soldes de dépôts de particuliers et d'entreprises;
- l'utilisation accrue ou intégrale des lignes de crédit avec engagement consenties à des particuliers, à des emprunteurs commerciaux et à des grandes entreprises;
- le rehaussement des exigences de garantie en cas d'abaissement de la notation de la dette à long terme de premier rang de la TD et une correction défavorable des taux de référence pour l'ensemble des contrats de dérivés;
- la couverture des échéances dans les programmes de financement soutenus par la Banque, comme les acceptations bancaires que nous émettons pour le compte de clients et les canaux de PCAA renouvelables à court terme; et
- les prévisions courantes de besoins de fonds opérationnels.

Pour combler les besoins globaux de liquidités qui en résultent, nous détenons des actifs facilement convertibles en trésorerie. La juste valeur marchande des valeurs mobilières fluctuera en fonction des variations des taux d'intérêt en vigueur, des écarts de crédit ou de la demande du marché. Les actifs liquides que nous détenons à titre de liquidités disponibles doivent être négociables à court terme, être assortis d'une notation de crédit suffisante et être disponibles à la vente ou à la cession en garantie pour être considérés comme facilement convertibles en trésorerie. Les actifs liquides sont représentés selon l'écart cumulatif des liquidités d'après le moment du règlement et la capacité d'absorption du marché. Les actifs qui ne sont pas disponibles sans délai parce qu'ils servent de sûretés ou font l'objet de restrictions réglementaires locales sur le transfert des liquidités ou d'autres restrictions connues ne sont pas pris en considération. Nous ajustons à la baisse la valeur de marché actuelle afin de refléter la situation attendue des marchés dans le scénario de «stress combiné critique», s'il y a lieu.

Les liquidités disponibles tiennent compte également de notre capacité d'emprunt estimée par le système de la Federal Home Loan Bank (FHLB) des États-Unis selon le scénario de «stress combiné critique». La TD a aussi accès au programme d'aide d'urgence de la Banque du Canada, au guichet d'escompte des banques de la Réserve fédérale des États-Unis ainsi qu'aux facilités de crédit consenties par la Banque centrale européenne, du fait des sûretés qu'elle donne en garantie à ces banques. La TD n'inclut pas sa capacité d'emprunt auprès de banques centrales comme une source de liquidités disponibles dans son évaluation de ses liquidités excédentaires.

La situation d'actifs liquides excédentaires de chacun de nos secteurs opérationnels d'importance est calculée en soustrayant les «besoins de liquidités» des «liquidités disponibles» pour chaque tranche de temps donnée. Les situations d'actifs liquides excédentaires du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ne sont pas consolidées avec celles des autres secteurs parce que des restrictions s'appliquent à l'investissement des fonds générés par les activités de dépôt des institutions financières membres du système de la Réserve fédérale des États-Unis. Aussi, les fonds disponibles détenus par certaines filiales du secteur Gestion de patrimoine et Assurance sont exclus de la situation d'actifs liquides du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada parce que des restrictions réglementaires s'appliquent à l'investissement de ces fonds auprès de la Banque Toronto-Dominion (société mère). Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012, notre situation d'actifs liquides excédentaires mensuelle moyenne pour un maximum de 90 jours, évaluée selon le «scénario de stress combiné critique», est comme suit :

- 11,3 milliards de dollars (6,1 milliards de dollars au 31 octobre 2011) pour les activités des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada (y compris les activités canadiennes de Gestion de patrimoine) et des Services bancaires de gros;
- 8,3 milliards de dollars (8,9 milliards de dollars au 31 octobre 2011) pour les activités des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

Nous procédons également à un test de couverture supplémentaire des liquidités afin de mesurer notre capacité à financer nos activités de façon garantie pendant une période de un an. À des fins de calcul des résultats de ce test, nous estimons la qualité marchande et le potentiel de cession en garantie des actifs disponibles non considérés comme liquides dans les 90 jours selon le scénario de «stress combiné critique», puis nous déduisons une estimation pour les passifs de gros et les retraits possibles de dépôts, et pour l'utilisation additionnelle de lignes de crédit avec engagement sur une période de 91 à 365 jours. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012, notre estimation des actifs liquides, déduction faite de nos besoins, comme elle est établie par le test de couverture supplémentaire des liquidités, est comme suit :

- 5,3 milliards de dollars (16,5 milliards de dollars au 31 octobre 2011) pour les activités des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada (y compris les activités canadiennes de Gestion de patrimoine) et les Services bancaires de gros;
- 13,9 milliards de dollars (12,3 milliards de dollars au 31 octobre 2011) pour les activités des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

Bien que chacun de groupes de trésorerie sectoriels ait la responsabilité d'évaluer et de gérer ses propres risques de liquidité dans son secteur opérationnel respectif, le Service de gestion de la trésorerie et du bilan assure la gestion de la liquidité à l'échelle de l'entreprise afin de maintenir une gestion uniforme et efficace du risque de liquidité dans toutes nos activités. La TD compte des succursales à l'étranger, situées dans les principaux centres mondiaux comme New York et Londres, pour soutenir les activités des Services bancaires de gros. La société mère fournit régulièrement un concours de liquidités à l'ensemble de ses filiales à l'étranger et de ses filiales consolidées.

L'évaluation continue des liquidités des secteurs opérationnels selon diverses limites de stress permet de s'assurer que des sources de financement suffisantes seront disponibles s'il survient un événement d'illiquidité. Nous avons en place un plan de financement d'urgence pour chaque secteur opérationnel d'importance et chaque territoire où nous menons nos activités. Chaque plan de financement d'urgence oriente la façon dont la direction peut utiliser les sources de financement disponibles selon divers événements de stress se répercutant sur les liquidités à l'échelle du marché et propres à la Banque de la manière la plus efficace et la plus efficiente possible dans le but de ramener au final les situations de liquidité aux niveaux de liquidités cibles. Ainsi, la documentation sur les plans de financement d'urgence fait partie intégrante du programme de gestion du risque de liquidité global de la Banque.

Les notations de crédit sont importantes pour nos coûts d'emprunt et notre capacité à mobiliser des capitaux. Un abaissement des notations de crédit pourrait entraîner une hausse des coûts de financement et réduire l'accès aux marchés financiers. Ils pourraient aussi nuire à notre capacité de conclure, dans le cours normal des affaires, des transactions sur dérivés ou des opérations de couverture et influencer sur les coûts liés à ces opérations. Les notations de crédit et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent les perceptions que celles-ci ont de la Banque et peuvent changer de temps à autre en fonction de nombreux facteurs, notamment notre capacité financière, notre situation concurrentielle et notre situation de trésorerie, de même que des facteurs qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la Banque, comme les méthodes utilisées par les agences de notation et les conditions touchant l'ensemble du secteur des services financiers.

Nous examinons régulièrement le niveau des sûretés additionnelles que nos contreparties exigeraient en cas d'abaissement de la notation de crédit de la TD. Nous détenons des actifs liquides pour nous assurer d'être en mesure d'effectuer les paiements additionnels de sûreté qui seraient exigés par des contreparties en cas d'abaissement d'un cran des notations de notre dette à long terme de premier rang. Un abaissement plus important pourrait avoir une incidence marquée qui se traduirait par l'augmentation de nos coûts d'emprunt ou par l'obligation de donner des sûretés additionnelles à nos contreparties.

TABLEAU 27 : NOTATIONS DE CRÉDIT

				<i>Au</i>
				31 juill. 2012¹
Agence de notation	Notation de la dette à court terme	Notation de la dette à long terme de premier rang	Perspective	
Moody's	P-1	Aaa	Négative	
S&P	A-1+	AA-	Négative	
Fitch	F1+	AA-	Stable	
DBRS	R-1 (haut)	AA	Stable	

¹ Les notations ci-dessus s'appliquent à l'entité juridique La Banque Toronto-Dominion. Une liste plus exhaustive, incluant les notations des filiales, est disponible sur le site Web de la Banque à l'adresse <http://www.td.com/francais/rapport/credit.jsp>. Les notations de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations de crédit peuvent en tout temps faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation.

TITRISATION ET ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Banque mène certaines activités en vertu d'arrangements avec des entités ad hoc. Nous utilisons des entités ad hoc pour obtenir des liquidités par la titrisation de certains actifs financiers de la Banque, afin d'aider nos clients à titriser leurs actifs financiers et de créer pour eux des produits de placement. Elles peuvent prendre la forme d'une société commerciale, d'une fiducie, d'une société de personnes ou d'une entité sans personnalité juridique. Les entités ad hoc sont consolidées par la Banque lorsque la substance de la relation entre la Banque et l'entité ad hoc indique qu'un contrôle existe. Les indicateurs éventuels de contrôle comprennent, entre autres, une évaluation de l'exposition de la Banque aux risques et avantages inhérents à l'entité ad hoc. La possibilité de consolider l'entité ad hoc est évaluée à la création de chacune des entités, et a été réévaluée au moment de la transition aux IFRS. De plus, l'analyse de la consolidation est revue au moins tous les trimestres lorsqu'un changement indique qu'une réévaluation est nécessaire. Par exemple, si la Banque semble obtenir un plus grand contrôle ou pouvoir de décision sur l'entité ad hoc.

Titrisation d'actifs de la Banque

La Banque titre des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts automobiles, des prêts sur cartes de crédit et des prêts hypothécaires commerciaux pour rehausser sa situation de trésorerie, diversifier ses sources de financement et optimiser la gestion de sa situation financière. Certains prêts automobiles acquis par la Banque dans le cadre de l'acquisition de Services financiers Chrysler provenaient des États-Unis et ont été vendus à des structures de titrisation américaines. Tous les autres produits titrisés par la Banque provenaient du Canada et ont été vendus à des structures de titrisation canadiennes ou à des tiers canadiens autres que des entités ad hoc. Les expositions issues de titrisations par l'intermédiaire d'importantes entités ad hoc non consolidées et consolidées et de tiers autres que des entités ad hoc sont décrites ci-après :

TABLEAU 28 : CRÉANCES TITRISÉES PAR LA BANQUE EN TANT QU'INITIATRICE¹

(en millions de dollars canadiens)

	Entités ad hoc importantes non consolidées		Entités ad hoc importantes consolidées		Tiers autres que des entités ad hoc	
	Valeur comptable des droits conservés		Valeur comptable des droits conservés ²		Valeur comptable des droits conservés ²	
	Actifs titrisés		Actifs titrisés		Actifs titrisés ²	
						Aux
						31 juill. 2012
Prêts hypothécaires résidentiels	21 452	\$	–	\$	–	\$
Prêts aux particuliers ^{3, 4}	–		5 752		–	
Prêts hypothécaires commerciaux	79		–		2 364	52
Prêts sur cartes de crédit	–		1 251		–	–
Total des créances	21 531	\$	–	\$	7 003	\$
						31 oct. 2011
Prêts hypothécaires résidentiels	21 953	\$	–	\$	–	\$
Prêts aux particuliers ^{3, 4}	–		7 175		–	–
Prêts hypothécaires commerciaux	95		–		2 311	52
Prêts sur cartes de crédit	–		–		–	–
Total des créances	22 048	\$	–	\$	7 175	\$

¹ Sont inclus dans le tableau ci-dessus tous les actifs titrisés par la Banque, qu'ils soient présentés au bilan ou hors bilan aux fins comptables, y compris les actifs qui ne répondent pas aux conditions de décomptabilisation.

² Les droits conservés liés aux prêts hypothécaires à l'égard d'immeubles d'habitation et de logements sociaux ont été reclassés des prêts hypothécaires résidentiels aux prêts hypothécaires commerciaux. Les prêts hypothécaires titrisés correspondant à ces droits conservés ont également été inclus dans les prêts hypothécaires commerciaux. Ces changements ont été appliqués de manière rétroactive.

³ Les prêts aux particuliers comprenaient, au 31 juillet 2012, 652 millions de dollars de prêts automobiles acquis dans le cadre de l'acquisition par la Banque de Services financiers Chrysler (2 075 millions de dollars au 31 octobre 2011).

⁴ La Banque, dans toutes les opérations de titrisation qu'elle a entreprises relativement à ses propres actifs, a agi en tant que banque initiatrice et a conservé un risque de titrisation du point de vue des fonds propres.

Prêts hypothécaires résidentiels

La Banque titre les prêts hypothécaires résidentiels par l'intermédiaire d'importantes entités ad hoc non consolidées et de tiers canadiens autres que des entités ad hoc. Les prêts hypothécaires résidentiels titrisés par la Banque peuvent être décomptabilisés en totalité ou en partie selon les ententes individuelles portant sur chacune des transactions. Dans les cas où la Banque décomptabilise en totalité ou en partie les prêts hypothécaires résidentiels, la Banque peut être exposée aux risques des prêts transférés du fait des droits conservés. Au 31 juillet 2012, la Banque n'avait comptabilisé aucun droit conservé en raison de la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels dans son bilan consolidé intermédiaire.

Prêts aux particuliers

La Banque titre des prêts aux particuliers par l'intermédiaire d'entités ad hoc consolidées. La Banque consolide les entités ad hoc puisqu'elles servent de véhicules de financement pour les actifs de la Banque et que la Banque est exposée à la majorité des risques résiduels des entités ad hoc. Au 31 juillet 2012, l'encours du papier commercial émis par les entités ad hoc s'établissait à 5,1 milliards de dollars (5,1 milliards de dollars au 31 octobre 2011), et l'encours des billets émis par les entités ad hoc s'établissait à 0,7 milliard de dollars (1,8 milliard de dollars au 31 octobre 2011). Au 31 juillet 2012, l'exposition éventuelle maximale de la Banque aux pertes de ces conduits était de 5,8 milliards de dollars (7,2 milliards de dollars au 31 octobre 2011), dont une tranche de 1,1 milliard de dollars (1,1 milliard de dollars au 31 octobre 2011) des prêts aux particuliers sous-jacents était assurée par des gouvernements.

Prêts hypothécaires commerciaux

Les prêts hypothécaires commerciaux titrisés par la Banque peuvent être décomptabilisés du bilan de la Banque selon les ententes individuelles portant sur chacune des transactions. Dans les cas où la Banque décomptabilise en totalité les prêts hypothécaires commerciaux, la Banque peut être exposée aux risques des prêts transférés du fait des droits conservés. Aucune perte sur créances n'est prévue à l'égard des droits conservés dans les prêts hypothécaires commerciaux titrisés, ces prêts étant tous assurés par un gouvernement.

Prêts sur cartes de crédit

La Banque titre des prêts sur cartes de crédit par l'intermédiaire d'une entité ad hoc. Le 1^{er} décembre 2011, la Banque a fait l'acquisition de la quasi-totalité du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada. Par suite de l'acquisition, la Banque a consolidé l'entité ad hoc puisqu'elle sert de véhicule de financement pour les actifs de la Banque et que la Banque est exposée à la majorité des risques résiduels de l'entité ad hoc. Au 31 juillet 2012, l'entité ad hoc consolidée avait des billets émis en circulation de 1,3 milliard de dollars. Au 31 juillet 2012, le risque éventuel maximal de perte que la Banque avait pour cette entité ad hoc atteignait 1,3 milliard de dollars. Avant le 1^{er} décembre 2011, la Banque ne consolidait pas l'entité ad hoc.

Titrisation d'actifs initiés par des tiers

La Banque gère des conduits multicédants et fournit des facilités de liquidité ainsi que des services de distribution de valeurs mobilières; elle peut également fournir un rehaussement de crédit. Les actifs initiés par des tiers sont titrisés par l'entremise des entités ad hoc soutenues mais non consolidées par la Banque. Au 31 juillet 2012, le risque éventuel maximal de perte que courait la Banque compte tenu des participations qu'elle a dans du papier commercial et des facilités de liquidité qu'elle fournit à des conduits multicédants s'élevait à 7,2 milliards de dollars (5,5 milliards de dollars au 31 octobre 2011). De plus, au 31 juillet 2012, la Banque s'était engagée à fournir des facilités de liquidité additionnelles de 1,5 milliard de dollars (2,1 milliards de dollars au 31 octobre 2011) à l'égard de PCAA qui pourrait être émis plus tard dans le cadre de l'acquisition d'actifs spécifiques. Au 31 juillet 2012, la Banque ne fournissait aucun rehaussement de crédit spécifique (17 millions de dollars au 31 octobre 2011) pour des transactions.

Tous les actifs titrisés par des tiers soutenus par la Banque provenaient du Canada et ont été vendus à des structures de titrisation canadiennes. Le tableau suivant présente des informations sur les conduits de PCAA multicédants qui sont gérés par la Banque.

TABLEAU 29 : EXPOSITION AUX ACTIFS DE TIERS TITRISÉS PAR DES CONDUITS SOUTENUS PAR LA BANQUE

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juill. 2012		31 oct. 2011	
	Exposition et notation des entités ad hoc non consolidées	Durée moyenne pondérée prévue (en années) ²	Exposition et notation des entités ad hoc non consolidées	Durée moyenne pondérée prévue (en années) ²
	AAA ¹		AAA ¹	
Prêts hypothécaires résidentiels	4 416 \$	2,9	2 215 \$	2,9
Prêts sur cartes de crédit		–	150	2,1
Prêts et crédit-bail – automobile	1 581	1,4	1 789	1,6
Prêts et crédit-bail – matériel	30	0,5	92	0,7
Créances clients	1 221	2,0	1 223	2,7
Total des créances	7 248 \$	2,4	5 469 \$	2,4

¹ L'exposition totale de la Banque découlant des facilités de liquidité n'est liée qu'aux actifs notés AAA.

² La durée moyenne pondérée prévue pour chaque type d'actifs est fonction de chacun des engagements d'acquisition restants du conduit pour les ensembles renouvelables et de la durée moyenne pondérée prévue pour les actifs des ensembles décroissants.

Au 31 juillet 2012, la Banque détenait 818 millions de dollars (790 millions de dollars au 31 octobre 2011) de PCAA émis par des conduits multicédants soutenus par la Banque dans la catégorie des prêts, des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction et dans d'autres catégories dans son bilan consolidé intermédiaire.

Exposition à des conduits soutenus par des tiers

La Banque est exposée à des conduits soutenus par des tiers aux États-Unis en raison de facilités de liquidité consenties de 501 millions de dollars au 31 juillet 2012 (349 millions de dollars au 31 octobre 2011) dont aucune (aucune au 31 octobre 2011) n'a été utilisée. Les actifs compris dans ces conduits consistent en des billets de particuliers adossés à des prêts automobiles. Au 31 juillet 2012, ces actifs avaient maintenu des notations attribuées par diverses agences de notation, variant de AAA à AA.

L'exposition de la Banque à des conduits de tiers canadiens sous forme de facilités de financement de marge aux 31 juillet 2012 et 31 octobre 2011 était négligeable.

Ententes de crédit de financement adossé

Les « engagements de crédit » qui sont présentés à la note 29 des états financiers consolidés de 2011 sont aussi des ententes de financement adossé. Les ententes de financement adossé sont des engagements à fournir un financement à un emprunteur de gros dont le degré d'endettement est plus élevé, selon son ratio d'endettement, par rapport à son secteur d'activité. L'exposition de la Banque à des engagements de financement adossé n'était pas importante au 31 juillet 2012 (ni au 31 octobre 2011).

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente un résumé des renseignements se rapportant aux résultats des huit derniers trimestres de la Banque. Les montants pour 2012 et 2011 sont présentés selon les IFRS tandis que les montants pour 2010 le sont selon les PCGR du Canada.

TABLEAU 30 : RÉSULTATS TRIMESTRIELS¹

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>						
	31 juill. 2012	30 avr. 2012	31 janv. 2012	31 oct. 2011	31 juill. 2011	30 avr. 2011	31 janv. 2011
Produits d'intérêts nets	3 817 \$	3 680 \$	3 687 \$	3 532 \$	3 514 \$	3 259 \$	3 356 \$
Produits autres que d'intérêts	2 024	2 070	1 955	2 131	1 870	1 897	2 103
Total des produits	5 841	5 750	5 642	5 663	5 384	5 156	5 459
Provision pour pertes sur créances	438	388	404	340	380	349	421
Frais autres que d'intérêts	3 471	3 372	3 549	3 488	3 206	3 163	3 190
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	291	351	272	310	367	306	343
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée, déduction faite des impôts sur le résultat	62	54	61	64	59	66	57
Résultat net – comme présenté	1 703	1 693	1 478	1 589	1 490	1 404	1 562
Rajustements pour les éléments à noter²							
Amortissement des immobilisations incorporelles	59	59	60	95	94	99	103
Juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de valeurs mobilières reclassées disponibles à la vente	–	9	45	(37)	(9)	(7)	(75)
Frais d'intégration et coûts de transaction directs liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	–	–	9	(1)	39	20	24
Juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	(2)	1	1	(9)	(5)	(2)	3
Frais d'intégration, coûts de transaction directs et variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler	6	3	5	19	26	10	–
Frais d'intégration et coûts de transaction directs liés à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada	25	30	24	–	–	–	–
Provision pour litiges	77	–	171	–	–	–	–
Réduction de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées	(30)	(59)	(31)	–	–	–	–
Incidence positive attribuable aux modifications des taux d'impôt sur le résultat prévus par la loi	(18)	–	–	–	–	–	–
Total des rajustements pour les éléments à noter	117	43	284	67	145	120	55
Résultat net – rajusté	1 820	1 736	1 762	1 656	1 635	1 524	1 617
Dividendes sur actions privilégiées	49	49	49	48	43	40	49
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales – rajusté	1 771 \$	1 687 \$	1 713 \$	1 608 \$	1 592 \$	1 484 \$	1 568 \$
Attribuable aux :							
Participations ne donnant pas le contrôle – rajusté¹	26	26	26	26	27	25	26
Actionnaires ordinaires – rajusté	1 745 \$	1 661 \$	1 687 \$	1 582 \$	1 565 \$	1 459 \$	1 542 \$
(en dollars canadiens, sauf indication contraire)							
Résultat de base par action							
Comme présenté	1,79 \$	1,79 \$	1,56 \$	1,70 \$	1,60 \$	1,52 \$	1,69 \$
Rajusté	1,92	1,84	1,87	1,77	1,77	1,65	1,75
Résultat dilué par action							
Comme présenté	1,78	1,78	1,55	1,68	1,58	1,50	1,67
Rajusté	1,91	1,82	1,86	1,75	1,75	1,63	1,73
Rendement des capitaux propres en actions ordinaires – comme présenté	15,3 %	16,2 %	14,0 %	15,8 %	16,1 %	16,1 %	17,1 %
Rendement des capitaux propres en actions ordinaires – rajusté	16,4 %	16,6 %	16,8 %	16,5 %	17,7 %	17,6 %	17,7 %

¹ Pour les périodes antérieures aux trois mois clos le 31 janvier 2012, les tableaux 30 et 31 ont été combinés. Pour la période considérée, ils ont été séparés pour montrer la différence entre la présentation des participations ne donnant pas le contrôle selon les PCGR du Canada et la présentation selon les IFRS.

² Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

TABLEAU 31 : RÉSULTATS TRIMESTRIELS (SELON LES PCGR DU CANADA)¹

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos le</i>	
	31 oct.	2010
Revenu d'intérêts nets	2 983	\$
Revenus autres que d'intérêts	2 034	
Total des revenus	5 017	
Provision pour pertes sur créances	404	
Frais autres que d'intérêts	3 263	
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	374	
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices ¹	27	
Quote-part du résultat net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	45	
Bénéfice net – comme présenté	994	
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices²		
Amortissement des actifs incorporels	115	
Diminution (augmentation) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente	8	
Frais d'intégration et de restructuration liés aux acquisitions effectuées par les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	18	
Diminution (augmentation) de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	4	
Entente avec l'Agence du revenu du Canada	121	
Total des rajustements pour les éléments à noter	266	
Bénéfice net – rajusté	1 260	
Dividendes sur actions privilégiées	48	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	1 212	\$
(en dollars canadiens, sauf indication contraire)		
Bénéfice de base par action		
Comme présenté	1,08	\$
Rajusté	1,39	
Bénéfice dilué par action		
Comme présenté	1,07	
Rajusté	1,38	
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires – comme présenté	9,7	%
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)		
Actifs productifs moyens	512	\$
Marge d'intérêt nette en pourcentage des actifs productifs moyens	2,31	%

¹ Les tableaux 30 et 31 étaient réunis en un seul tableau au cours des périodes antérieures. Pour la période considérée, ils ont été séparés pour montrer la différence entre la présentation des participations ne donnant pas le contrôle selon les PCGR du Canada et la présentation selon les IFRS. Les résultats pour 2010 sont présentés selon les PCGR du Canada et la terminologie utilisée dans le tableau ci-dessus est conforme aux PCGR du Canada.

² Pour une explication des éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

MÉTHODES COMPTABLES ET ESTIMATIONS

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la Banque, qui sont présentés aux pages 47 à 78 du présent rapport aux actionnaires, ont été dressés selon les IFRS. Pour plus de détails sur les méthodes comptables conformes aux IFRS appliquées par la Banque, voir la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque pour la période close le 30 avril 2012.

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES FUTURES

L'IASB continue d'apporter des changements aux IFRS afin d'améliorer la qualité d'ensemble de l'information financière. La Banque suit activement tous les projets de l'IASB qui sont pertinents pour l'information financière et les méthodes comptables de la Banque. Les normes émises qui, dans l'avenir, seront en vigueur pour la Banque sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque.

MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de la plus récente période intermédiaire, il n'y a eu aucune modification des politiques, procédures et autres processus sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque, qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

LIMITATION DE L'ÉTENDUE DE LA CONCEPTION

La direction a limité l'étendue de la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information (CPCI) et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) de la Banque pour exclure les contrôles, politiques et procédures du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada, dont les résultats sont inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque pour la période close le 31 juillet 2012.

Le 1^{er} décembre 2011, la Banque a acquis la quasi-totalité du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada, de même que certains autres actifs et passifs. Au 1^{er} décembre 2011, l'acquisition avait contribué 7 361 millions de dollars de prêts, 272 millions de dollars d'autres actifs, 541 millions de dollars de goodwill et d'immobilisations incorporelles et 1 335 millions de dollars de passifs au bilan consolidé de la Banque. Au 31 juillet 2012, les actifs acquis par MBNA Canada représentaient environ 1 % du total des actifs consolidés. L'incidence de l'acquisition sur le total du résultat net consolidé pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012 n'était pas importante. Les résultats du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada sont présentés essentiellement dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Gestion de patrimoine et Assurance.

La limitation de l'étendue est conforme aux lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières, qui permettent à un émetteur de limiter la conception des CPCI (dans le cadre des lois canadiennes sur les valeurs mobilières) et des CIIF pour exclure les contrôles, politiques et procédures d'une entreprise acquise au plus tôt 365 jours avant la date de clôture de la période de présentation de l'information financière intermédiaire visée par l'attestation.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audité)

BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juill. 2012	Aux 31 oct. 2011
ACTIF		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	2 989 \$	3 096 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	17 260	21 016
	20 249	24 112
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction (Note 3)	89 851	73 353
Dérivés (Note 3)	66 786	59 845
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (Note 3)	5 871	4 236
Valeurs mobilières disponibles à la vente (Note 4)	96 294	93 520
	258 802	230 954
Valeurs mobilières prises en pension	70 376	56 981
Prêts		
Prêts hypothécaires résidentiels	167 668	155 471
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	117 572	115 389
Cartes de crédit	15 361	8 986
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	101 787	93 144
Titres de créance classés comme prêts	5 334	6 511
	407 722	379 501
Provision pour pertes sur prêts (Note 6)	(2 518)	(2 314)
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	405 204	377 187
Divers		
Engagements de clients au titre d'acceptations	9 437	7 815
Participation dans TD Ameritrade (Note 7)	5 322	5 159
Goodwill	12 463	12 257
Immobilisations incorporelles	2 174	1 844
Terrains, constructions, matériel et autres actifs amortissables	4 267	4 083
Actif d'impôt exigible	468	288
Actifs d'impôt différé	934	1 196
Autres actifs	16 587	13 617
	51 652	46 259
Total de l'actif	806 283 \$	735 493 \$
PASSIF		
Dépôts détenus à des fins de transaction (Notes 3, 9)	32 563 \$	29 613 \$
Dérivés (Note 3)	69 784	61 715
Passifs de titrisation à la juste valeur (Note 3)	24 689	27 725
Autres passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (Note 3)	33	32
	127 069	119 085
Dépôts (Note 9)		
Particuliers	287 385	268 703
Banques	14 656	11 659
Entreprises et gouvernements	183 196	169 066
	485 237	449 428
Divers		
Acceptations	9 437	7 815
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	32 070	23 617
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	34 493	25 991
Passifs de titrisation au coût amorti	25 951	26 054
Provisions (Note 17)	736	536
Passif d'impôt exigible	250	167
Passifs d'impôt différé	518	574
Autres passifs	28 870	24 418
	132 325	109 172
Billets et débiteures subordonnés (Note 10)	11 341	11 543
Passif au titre des actions privilégiées	26	32
Passif au titre des titres de fiducie de capital	2 218	2 229
Total du passif	758 216	691 489
CAPITAUX PROPRES		
Actions ordinaires (en millions d'actions émises et en circulation : 913,9 au 31 juillet 2012 et 902,4 au 31 octobre 2011) (Note 11)	18 351	17 491
Actions privilégiées (en millions d'actions émises et en circulation : 135,8 au 31 juillet 2012 et 135,8 au 31 octobre 2011) (Note 11)	3 395	3 395
Actions autodétenues – ordinaires (en millions d'actions autodétenues : (2,2) au 31 juillet 2012 et (1,4) au 31 octobre 2011) (Note 11)	(178)	(116)
Actions autodétenues – privilégiées (en millions d'actions autodétenues : néant au 31 juillet 2012 et néant au 31 octobre 2011) (Note 11)	(1)	–
Surplus d'apport	203	212
Résultats non distribués	20 943	18 213
Cumul des autres éléments du résultat global (Note 12)	3 872	3 326
	46 585	42 521
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 482	1 483
Total des capitaux propres	48 067	44 004
Total du passif et des capitaux propres	806 283 \$	735 493 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Produits d'intérêts				
Prêts	4 562 \$	4 326 \$	13 393 \$	12 674 \$
Valeurs mobilières				
Intérêts	819	691	2 473	2 011
Dividendes	249	212	684	612
Dépôts auprès de banques	19	89	66	289
	5 649	5 318	16 616	15 586
Frais d'intérêts				
Dépôts	1 182	1 095	3 507	3 331
Passifs de titrisation	260	320	783	951
Billets et débiteures subordonnés	153	162	460	503
Actions privilégiées et titres de fiducie de capital	44	50	130	147
Divers	193	177	552	525
	1 832	1 804	5 432	5 457
Produits d'intérêts nets	3 817	3 514	11 184	10 129
Produits autres que d'intérêts				
Services de placement et de valeurs mobilières	648	652	1 961	1 989
Commissions sur crédit	188	169	560	495
Profits nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières disponibles à la vente	36	107	195	192
Produits (pertes) de négociation	27	(200)	25	(72)
Frais de service	456	398	1 322	1 165
Services de cartes	270	258	765	702
Produits d'assurance, déduction faite des règlements et des charges connexes	270	296	881	859
Honoraires de fiducie	39	39	115	118
Autres produits (pertes)	90	151	225	422
	2 024	1 870	6 049	5 870
Total des produits	5 841	5 384	17 233	15 999
Provision pour pertes sur créances (Note 6)	438	380	1 230	1 150
Frais autres que d'intérêts				
Salaires et avantages du personnel	1 791	1 667	5 404	4 987
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	348	312	1 019	944
Frais de matériel et de mobilier, amortissement compris	194	188	597	588
Amortissement des immobilisations incorporelles	113	163	344	480
Marketing et développement des affaires	157	137	447	390
Frais liés aux activités de courtage	72	78	225	243
Services professionnels et services-conseils	215	230	614	677
Communications	70	69	211	198
Divers	511	362	1 531	1 052
	3 471	3 206	10 392	9 559
Résultat avant impôts sur le résultat et quote-part du résultat net d'une participation dans une entreprise associée	1 932	1 798	5 611	5 290
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	291	367	914	1 016
Quote-part du résultat net d'une participation dans une entreprise associée, déduction faite des impôts sur le résultat	62	59	177	182
Résultat net	1 703	1 490	4 874	4 456
Dividendes sur actions privilégiées	49	43	147	132
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 654 \$	1 447 \$	4 727 \$	4 324 \$
Attribuable aux :				
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	26 \$	27 \$	78 \$	78 \$
Actionnaires ordinaires	1 628	1 420	4 649	4 246
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions) (Note 15)				
De base	908,7	886,6	904,6	883,0
Dilué	916,0	902,5	913,0	900,6
Résultat par action (en dollars) (Note 15)				
De base	1,79 \$	1,60 \$	5,14 \$	4,81 \$
Dilué	1,78	1,58	5,11	4,75
Dividendes par action (en dollars)	0,72	0,66	2,12	1,93

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Actions ordinaires (Note 11)				
Solde au début de la période	18 074 \$	16 367 \$	17 491 \$	15 804 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	22	33	195	281
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes	255	172	665	487
Solde à la fin de la période	18 351	16 572	18 351	16 572
Actions privilégiées (Note 11)				
Solde au début de la période	3 395	3 395	3 395	3 395
Actions émises	-	-	-	-
Solde à la fin de la période	3 395	3 395	3 395	3 395
Actions autodétenues – ordinaires (Note 11)				
Solde au début de la période	(163)	(104)	(116)	(91)
Achat d'actions	(570)	(348)	(2 130)	(1 404)
Vente d'actions	555	348	2 068	1 391
Solde à la fin de la période	(178)	(104)	(178)	(104)
Actions autodétenues – privilégiées (Note 11)				
Solde au début de la période	(1)	-	-	(1)
Achat d'actions	(22)	(24)	(61)	(51)
Vente d'actions	22	24	60	52
Solde à la fin de la période	(1)	-	(1)	-
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	200	204	212	235
Prime nette (escompte net) sur la vente d'actions autodétenues	3	6	11	10
Options sur actions, surplus d'apport (Note 13)	2	2	(19)	(32)
Autres	(2)	(1)	(1)	(2)
Solde à la fin de la période	203	211	203	211
Résultats non distribués				
Solde au début de la période	19 970	16 487	18 213	14 781
Résultat net	1 677	1 463	4 796	4 378
Dividendes sur actions ordinaires	(655)	(585)	(1 919)	(1 705)
Dividendes sur actions privilégiées	(49)	(43)	(147)	(132)
Solde à la fin de la période	20 943	17 322	20 943	17 322
Cumul des autres éléments du résultat global (Note 12)				
Profit net latent (perte nette latente) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente :				
Solde au début de la période	1 157	1 023	949	1 317
Autres éléments du résultat global	260	107	468	(187)
Solde à la fin de la période	1 417	1 130	1 417	1 130
Profit net latent (perte nette latente) de change sur les participations dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture :				
Solde au début de la période	(676)	(1 655)	(464)	-
Autres éléments du résultat global	330	202	118	(1 453)
Solde à la fin de la période	(346)	(1 453)	(346)	(1 453)
Profit net (perte nette) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie :				
Solde au début de la période	2 478	1 869	2 841	2 939
Autres éléments du résultat global	323	526	(40)	(544)
Solde à la fin de la période	2 801	2 395	2 801	2 395
Total	3 872	2 072	3 872	2 072
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales				
Solde au début de la période	1 485	1 461	1 483	1 493
Résultat net	26	27	78	78
Autres	(29)	(36)	(79)	(119)
Solde à la fin de la période	1 482	1 452	1 482	1 452
Total des capitaux propres	48 067 \$	40 920 \$	48 067 \$	40 920 \$

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)¹

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Résultat net	1 703 \$	1 490 \$	4 874 \$	4 456 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts sur le résultat				
Variation des gains latents (pertes latentes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente ²	280	190	583	(89)
Reclassement en résultat de pertes nettes (gains nets) lié(e)s aux valeurs mobilières disponibles à la vente ³	(20)	(83)	(115)	(98)
Variation nette des profits latents (pertes latentes) de change sur les participations dans des établissements à l'étranger	574	335	224	(2 416)
Profits nets (pertes nettes) de change déduction faite des activités de couverture ⁴	(244)	(133)	(106)	963
Variation des profits nets (pertes nettes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie ⁵	749	909	796	(381)
Reclassement en résultat de pertes nettes (gains nets) sur les couvertures de flux de trésorerie ⁶	(426)	(383)	(836)	(163)
	913	835	546	(2 184)
Résultat global pour la période	2 616 \$	2 325 \$	5 420 \$	2 272 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires privilégiés	49	43	147	132
Actionnaires ordinaires	2 541	2 255	5 195	2 062
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	26	27	78	78

¹ Tous les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global seront reclassés dans l'état du résultat consolidé intermédiaire pour les prochaines périodes.² Déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 165 millions de dollars pour les trois mois clos le 31 juillet 2012 (déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 80 millions de dollars pour les trois mois clos le 31 juillet 2011). Déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 278 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012 (déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 8 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2011).³ Déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 11 millions de dollars pour les trois mois clos le 31 juillet 2012 (déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 16 millions de dollars pour les trois mois clos le 31 juillet 2011). Déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 58 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012 (déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 20 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2011).⁴ Déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur le résultat de 81 millions de dollars pour les trois mois clos le 31 juillet 2012 (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur le résultat de 47 millions de dollars pour les trois mois clos le 31 juillet 2011). Déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur le résultat de 35 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012 (déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 349 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2011).⁵ Déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 393 millions de dollars pour les trois mois clos le 31 juillet 2012 (déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 456 millions de dollars pour les trois mois clos le 31 juillet 2011). Déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 391 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012 (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur le résultat de 199 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2011).⁶ Déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 217 millions de dollars pour les trois mois clos le 31 juillet 2012 (déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 194 millions de dollars pour les trois mois clos le 31 juillet 2011). Déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 381 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2012 (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur le résultat de 5 millions de dollars pour les neuf mois clos le 31 juillet 2011).

Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Flux de trésorerie des activités opérationnelles				
Résultat net avant impôts sur le résultat	1 994 \$	1 857 \$	5 788 \$	5 472 \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets des activités opérationnelles				
Provision pour pertes sur créances (Note 6)	438	380	1 230	1 150
Amortissement	123	106	378	341
Amortissement des autres actifs incorporels	113	163	344	480
Pertes nettes (profits nets) sur valeurs mobilières disponibles à la vente	(36)	(107)	(195)	(192)
Quote-part du résultat net d'une participation dans une entreprise associée	(62)	(59)	(177)	(182)
Impôt différé	(4)	(252)	155	(56)
Variations des actifs et passifs opérationnels				
Intérêts à recevoir et à payer	(219)	(314)	(439)	(473)
Valeurs mobilières vendues à découvert	2 307	2 254	8 453	441
Prêts et valeurs mobilières détenus à des fins de transaction	(4 850)	1 828	(16 498)	(5 463)
Prêts	(11 246)	(11 968)	(22 118)	(17 174)
Dépôts	22 667	20 566	38 759	28 522
Instruments financiers dérivés	(1 002)	(891)	1 128	2 237
Actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(375)	(619)	(1 634)	(651)
Passifs de titrisation	(4 381)	992	(3 139)	4 397
Divers	2 221	1 921	919	(1 833)
Impôts sur le résultat payés	(201)	(196)	(1 024)	(1 602)
Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles	7 487	15 661	11 930	15 414
Flux de trésorerie des activités de financement				
Variation des valeurs mobilières mises en pension	(3 037)	6 929	8 502	5 864
Émission de billets et de débentures subordonnés	–	–	–	1 000
Remboursement de billets et de débentures subordonnés (Note 10)	(201)	(191)	(201)	(1 192)
Remboursement ou rachat de passif au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital	(15)	(114)	(17)	(136)
Écart de conversion sur les billets et débentures subordonnés émis en monnaie étrangère et autres	(33)	2	(1)	22
Actions ordinaires émises	19	28	159	225
Vente d'actions autodétenues	580	378	2 139	1 453
Achat d'actions autodétenues	(592)	(372)	(2 191)	(1 455)
Dividendes versés	(449)	(456)	(1 401)	(1 350)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	(26)	(27)	(78)	(78)
Flux de trésorerie nets des activités de financement	(3 754)	6 177	6 911	4 353
Flux de trésorerie des activités d'investissement				
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	1 016	(3 222)	3 756	1 595
Activités relatives aux valeurs mobilières disponibles à la vente				
Achats	(19 874)	(15 043)	(49 332)	(42 915)
Produit tiré des échéances	8 999	5 306	30 881	20 427
Produit tiré des ventes	4 999	8 545	16 532	22 418
Achats nets de locaux, de matériel et d'autres actifs amortissables	(216)	188	(562)	(155)
Valeurs mobilières prises en pension	1 216	(17 814)	(13 395)	(17 497)
Trésorerie nette acquise (payée) dans le cadre d'acquisitions (Note 8)	–	–	(6 839)	(3 212)
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement	(3 860)	(22 040)	(18 959)	(19 339)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	29	15	11	(103)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(98)	(187)	(107)	325
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période	3 087	3 086	3 096	2 574
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période	2 989 \$	2 899 \$	2 989 \$	2 899 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Montant des intérêts payés au cours de la période	2 100 \$	2 112 \$	5 897 \$	5 981 \$
Montant des intérêts reçus	5 449	5 101	15 958	15 025
Montant des dividendes reçus	265	217	683	611

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.
Les notes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non audité)

NOTE 1 : NATURE DES ACTIVITÉS

INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

La Banque Toronto-Dominion est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada). Les actionnaires d'une banque ne sont pas responsables, en tant que tels, des dettes, actes ou défauts de celle-ci, sauf dans les cas prévus par cette loi. La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD (la TD ou la Banque). La Banque Toronto-Dominion est issue de la fusion, le 1^{er} février 1955, de la Banque de Toronto, qui a obtenu une charte en 1855, et de la Banque Dominion, dont la charte remonte à 1869. La Banque est constituée au Canada et son siège social et sa principale place d'affaires sont situés au 66 Wellington Street West, Toronto (Ontario). La TD offre ses services dans quatre principaux secteurs qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers clés dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine et Assurance, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires de gros.

BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés intermédiaires ci-joints dressés par la Banque et les principes comptables qu'elle a suivis sont conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés sur une base résumée selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34) et l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1), à l'aide des méthodes comptables que la Banque prévoit adopter pour ses états financiers consolidés annuels 2012.

La préparation des états financiers exige que la direction fasse des estimations, pose des hypothèses et exerce son jugement à l'égard des montants présentés d'actifs, de passifs, de produits et de frais, et de l'information à fournir à l'égard des actifs ou passifs éventuels. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer des montants estimatifs, au fur et à mesure que surviennent des événements qui les confirment.

La publication des états financiers consolidés intermédiaires pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012 a été autorisée par le conseil d'administration de la Banque le 29 août 2012.

Les états financiers consolidés de la Banque étaient auparavant préparés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les montants comparatifs pour 2011 ont été retraités pour refléter les ajustements de transition afin de se conformer aux IFRS. Pour de plus amples renseignements, voir la note 20, Transition aux IFRS. Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les informations sur la transition aux IFRS qui figurent à la note 21 des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque pour la période close le 30 avril 2012. En outre, certaines informations à fournir et notes explicatives, qui sont considérées comme significatives à la compréhension des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque et qui seront normalement incluses dans les états financiers consolidés annuels préparés selon les IFRS, sont présentées à la note 21.4, Principales informations annuelles additionnelles, des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque pour la période close le 30 avril 2012, et appuyées par des rapprochements et des descriptions de l'incidence de la transition aux IFRS sur les capitaux propres, le résultat net et le résultat global. Les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque ont été préparés selon les principales méthodes comptables conformes aux IFRS appliquées par la Banque, telles qu'elles sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque pour la période close le 30 avril 2012.

Puisque les états financiers consolidés intermédiaires n'incluent pas toutes les informations à fournir normalement requises pour des états financiers consolidés annuels, ils doivent être lus avec les états financiers consolidés de 2011 et les notes figurant aux pages 86 à 153 du rapport annuel 2011 de la Banque et les passages ombragés du rapport de gestion de 2011 inclus aux pages 65 à 73 du rapport annuel 2011 de la Banque. Certaines informations sont présentées dans les passages ombragés de la section «Gestion des risques» du rapport de gestion figurant dans le présent rapport aux actionnaires, comme le permettent les IFRS, et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés sur la base du coût historique, à l'exception de certains éléments comptabilisés à la juste valeur comme il est mentionné à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque pour la période close le 30 avril 2012.

NOTE 2 : MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES FUTURES

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES FUTURES

Les normes suivantes ont été publiées, mais n'étaient pas encore en vigueur en date de la publication des états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. La Banque évalue actuellement l'incidence de l'application de ces normes sur les états financiers consolidés et les adoptera lorsqu'elles seront en vigueur.

Classement et évaluation des instruments financiers

L'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), reflète la première phase des travaux de l'IASB sur le remplacement des normes actuelles portant sur les instruments financiers (IAS 39) et s'applique au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers. L'IASB a décidé en novembre 2011 de reporter la date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015, soit le 1^{er} novembre 2015 pour la Banque, et a convenu provisoirement de restreindre la révision de l'IFRS 9. La Banque évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9 ainsi que de tout futur amendement potentiel de cette norme.

Informations à fournir – transferts d'actifs financiers

Les amendements de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (IFRS 7), publiés en octobre 2010, font augmenter les informations à fournir sur les transactions qui comportent un transfert d'actifs financiers. Ces amendements sont censés favoriser une plus grande transparence de l'information sur l'exposition aux risques associés aux transferts d'actifs financiers qui font en sorte que le cédant conserve un certain lien avec l'actif.

Les amendements exigent aussi la présentation d'informations additionnelles lorsque les transferts d'actifs financiers ne se produisent pas de façon régulière tout au long de la période. Les amendements de l'IFRS 7 seront adoptés par la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2012.

Présentation et informations à fournir – compensation des actifs financiers et des passifs financiers

En décembre 2011, l'IASB a publié les amendements suivants liés à la compensation des instruments financiers :

- IAS 32, *Instruments financiers : présentation* (IAS 32), qui clarifie les exigences actuelles pour la compensation des actifs financiers et des passifs financiers; et
- IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (IFRS 7), qui fournit les obligations d'information courantes visant à aider les investisseurs et les autres utilisateurs à mieux évaluer l'incidence ou l'incidence potentielle des accords de compensation sur la situation financière d'une société.

Les amendements à l'IAS 32 sont effectifs pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014, soit le 1^{er} novembre 2014 pour la Banque. Les amendements à l'IFRS 7 sont effectifs pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, soit le 1^{er} novembre 2013 pour la Banque. Les deux amendements doivent être appliqués de manière rétrospective. Les amendements à l'IAS 32 ne devraient pas avoir une incidence importante sur la situation financière, les flux de trésorerie et le bénéfice de la Banque. La Banque évalue actuellement l'incidence des amendements à l'IFRS 7.

Consolidation

L'IASB a publié les normes nouvelles et modifiées suivantes portant sur les états financiers consolidés :

- IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), qui remplace l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et le SIC-12, *Consolidation – entités ad hoc*;
- IFRS 11, *Partenariats*
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*; et
- IAS 27 (Révisée en 2011), *États financiers individuels*, qui a été modifiée pour la rendre conforme aux amendements apportés à l'IFRS 10 et à l'IFRS 11.

Les normes et les amendements ont donné lieu à une définition révisée du contrôle qui s'applique à toutes les entités. Les normes susmentionnées entrent toutes en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, soit le 1^{er} novembre 2013 pour la Banque. Leur adoption obligera la Banque à réévaluer ses analyses sur toutes ses participations dans d'autres entités aux fins de la consolidation et entraînera au besoin la présentation d'informations additionnelles. La Banque évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes.

Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (IFRS 13), fournit des indications sur l'évaluation de la juste valeur et sur l'information à fournir sur les évaluations de la juste valeur selon les IFRS. L'IFRS 13 s'applique aux autres normes IFRS qui exigent ou permettent les évaluations de la juste valeur ou la présentation d'information sur les évaluations de la juste valeur et établit un cadre sur la façon d'évaluer la juste valeur à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif dans les conditions actuelles du marché, y compris les hypothèses sur les risques. L'IFRS 13 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, soit le 1^{er} novembre 2013 pour la Banque et est applicable de façon prospective. Cette nouvelle norme ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la situation financière, les flux de trésorerie ou le résultat net de la Banque.

Avantages du personnel

Les amendements de l'IAS 19, *Avantages du personnel* (IAS 19), publiés en juin 2011, éliminent la possibilité d'utiliser la méthode du corridor pour calculer les écarts actuariels, de telle sorte que la Banque devra comptabiliser immédiatement tous les écarts actuariels dans les autres éléments du résultat global. Des coûts au titre des services rendus, en plus des frais d'intérêts nets ou des produits d'intérêts nets, calculés en appliquant le taux d'actualisation à l'excédent ou au déficit net au titre des prestations définies seront comptabilisés à l'état du résultat. Les coûts des modifications des régimes seront comptabilisés au cours de la période d'une modification de régime, que les droits soient acquis ou non. De plus, la Banque comptabilisera une obligation au titre des indemnités de fin de contrat de travail lorsqu'elle ne pourra plus se rétracter de l'offre d'indemnités de fin de contrat de travail ou qu'elle comptabilisera des frais de restructuration s'y rapportant. Les amendements de l'IAS 19 sont en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, soit le 1^{er} novembre 2013 pour la Banque, et sont applicables rétrospectivement. La Banque évalue actuellement l'incidence des amendements de l'IAS 19.

Présentation des autres éléments du résultat global

Les amendements de l'IAS 1, *Présentation des états financiers* (IAS 1), publiés en juin 2011, exigent que les entités regroupent les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global selon qu'ils seront ou non reclassés à l'état du résultat consolidé au cours des périodes ultérieures et les éléments qui ne seront pas reclassés dans l'état du résultat consolidé. Les amendements ne visent pas à établir quels éléments doivent être présentés dans les autres éléments du résultat global et n'ont rien changé à l'option de présenter les éléments nets d'impôt. Les amendements de l'IAS 1 sont en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012, soit le 1^{er} novembre 2012 pour la Banque et sont applicables rétrospectivement. Ces amendements ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière, les flux de trésorerie ou le résultat net de la Banque.

NOTE 3 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les IFRS précisent les informations à fournir selon une hiérarchie d'évaluation de la juste valeur à trois niveaux en fonction de la fiabilité des données utilisées pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif à la date d'évaluation.

Le tableau ci-après présente, aux 31 juillet 2012 et 31 octobre 2011, le classement dans les niveaux de la hiérarchie pour l'évaluation à la juste valeur de chaque actif et passif financier évalué à la juste valeur.

Hiérarchie pour l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)

	31 juill. 2012				Aux 31 oct. 2011			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
ACTIFS FINANCIERS								
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	4 878 \$	9 708 \$	– \$	14 586 \$	2 293 \$	8 583 \$	– \$	10 876 \$
Provinces	–	4 136	–	4 136	1	2 714	5	2 720
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	1 427	8 182	–	9 609	2 210	5 411	–	7 621
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	–	4 442	–	4 442	–	5 887	–	5 887
Titres adossés à des créances hypothécaires – résidentiel	–	1 307	–	1 307	–	1 496	–	1 496
Autres titres de créance								
Émetteurs canadiens	–	2 551	27	2 578	25	2 477	30	2 532
Autres émetteurs	–	5 482	103	5 585	–	6 594	79	6 673
Titres de capitaux propres								
Actions ordinaires	30 447	4 766	3	35 216	24 699	2 308	–	27 007
Actions privilégiées	18	–	–	18	31	–	–	31
Prêts détenus à des fins de transaction								
Marchandises	4 545	–	–	4 545	3 133	–	–	3 133
Droits conservés	–	–	91	91	–	–	52	52
	41 315 \$	48 309 \$	227 \$	89 851 \$	32 392 \$	40 792 \$	169 \$	73 353 \$
Dérivés								
Dérivés de taux	11 \$	41 525 \$	14 \$	41 550 \$	23 \$	35 659 \$	11 \$	35 693 \$
Dérivés de change	252	17 332	16	17 600	358	17 900	16	18 274
Dérivés de crédit	–	73	11	84	–	130	21	151
Dérivés d'actions	–	6 317	618	6 935	1	4 318	630	4 949
Contrats de marchandises	147	447	23	617	149	622	7	778
	410 \$	65 694 \$	682 \$	66 786 \$	531 \$	58 629 \$	685 \$	59 845 \$
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net								
Valeurs mobilières	626 \$	5 232 \$	– \$	5 858 \$	592 \$	3 630 \$	– \$	4 222 \$
Prêts	–	–	13	13	–	6	8	14
	626 \$	5 232 \$	13 \$	5 871 \$	592 \$	3 636 \$	8 \$	4 236 \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	8 308 \$	2 194 \$	– \$	10 502 \$	8 052 \$	1 263 \$	– \$	9 315 \$
Provinces	–	2 233	–	2 233	–	369	–	369
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	125	28 896	–	29 021	125	28 271	–	28 396
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	–	16 378	2	16 380	–	19 970	–	19 970
Titres adossés à des créances hypothécaires – résidentiel	–	1 183	–	1 183	–	661	–	661
Autres titres de créance								
Titres adossés à des créances mobilières	–	25 154	–	25 154	–	22 947	–	22 947
Obligations de sociétés et autres	–	8 414	34	8 448	–	7 813	24	7 837
Titres de capitaux propres								
Actions ordinaires	62	282	1 458	1 802	80	149	1 524	1 753
Actions privilégiées	82	–	156	238	93	–	190	283
Titres de créance reclassés hors de la catégorie détenus à des fins de transaction¹								
	–	1 161	166	1 327	–	1 828	158	1 986
	8 577 \$	85 895 \$	1 816 \$	96 288 \$	8 350 \$	83 271 \$	1 896 \$	93 517 \$
Valeurs mobilières prises en pension	– \$	8 134 \$	– \$	8 134 \$	– \$	3 382 \$	– \$	3 382 \$
PASSIFS FINANCIERS								
Dépôts détenus à des fins de transaction								
Dérivés								
Dérivés de taux	19 \$	35 579 \$	117 \$	35 715 \$	19 \$	31 365 \$	92 \$	31 476 \$
Dérivés de change	257	24 146	14	25 417	318	23 521	14	23 853
Dérivés de crédit	–	188	23	211	–	182	31	213
Dérivés d'actions	–	6 897	906	7 803	–	4 516	973	5 489
Contrats de marchandises	122	504	12	638	114	562	8	684
	398 \$	68 314 \$	1 072 \$	69 784 \$	451 \$	60 146 \$	1 118 \$	61 715 \$
Passifs de titrisation à la juste valeur	– \$	24 689 \$	– \$	24 689 \$	– \$	27 725 \$	– \$	27 725 \$
Autres passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net								
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	14 851 \$	17 219 \$	– \$	32 070 \$	12 135 \$	11 480 \$	2 \$	23 617 \$
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension								
	– \$	8 573 \$	– \$	8 573 \$	– \$	3 917 \$	– \$	3 917 \$

¹ Incluent la juste valeur des obligations de sociétés et autres au 31 juillet 2012 de 1 327 millions de dollars (1 986 millions de dollars au 31 octobre 2011).

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours des trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2012 et 31 juillet 2011.

Le tableau ci-dessous fait le rapprochement des variations de la juste valeur de tous les actifs et passifs qui sont évalués à la juste valeur à l'aide de données non observables importantes de niveau 3 pour les trois mois et neuf mois clos respectivement les 31 juillet 2012 et 31 juillet 2011 et pour les douze mois clos le 31 octobre 2011.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

	Total des profits réalisés et latents (pertes et latentes)			Activités			Transferts		Juste valeur au 31 juill. 2012	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ³
	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2012	Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Émissions	Divers ²	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS										
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction										
Autres titres de créance										
Émetteurs canadiens	31 \$	1 \$	– \$	13 \$	– \$	(19) \$	3 \$	(2) \$	27 \$	1 \$
Autres émetteurs	43	2	–	74	–	(16)	–	–	103	(8)
Titres de capitaux propres										
Actions ordinaires	11	–	–	3	–	(11)	–	–	3	–
Prêts détenus à des fins de transaction										
	5	–	–	–	–	(2)	–	–	3	–
Droits conservés	51	11	–	28	3	(2)	–	–	91	12
	141 \$	14 \$	– \$	118 \$	3 \$	(50) \$	(2) \$	(2) \$	227 \$	5 \$
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net										
Prêts	13 \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	(2) \$	– \$	– \$	13 \$	1 \$
	13 \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	(2) \$	– \$	– \$	13 \$	1 \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente										
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement										
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	– \$	– \$	– \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 \$	– \$
Autres titres de créance										
Obligations de sociétés et autres	25	–	–	–	–	(2)	11	–	34	–
Titres de capitaux propres										
Actions ordinaires	1 461	6	4	8	–	(21)	–	–	1 458	4
Actions privilégiées	155	–	1	–	–	–	–	–	156	1
Titres de créance reclassés hors de la catégorie détenus à des fins de transaction										
	161	2	6	–	–	(3)	15	(15)	166	8
	1 802 \$	8 \$	11 \$	10 \$	– \$	(26) \$	26 \$	(15) \$	1 816 \$	13 \$
PASSIFS FINANCIERS										
Dépôts détenus à des fins de transaction										
	1 106 \$	5 \$	– \$	– \$	110 \$	(121) \$	– \$	– \$	1 100 \$	10 \$
Dérivés⁴										
Dérivés de taux	89 \$	11 \$	– \$	1 \$	– \$	2 \$	– \$	– \$	103 \$	22 \$
Dérivés de change	(2)	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–
Dérivés de crédit	10	2	–	–	–	–	–	–	12	2
Dérivés d'actions	343	(60)	–	(30)	43	(8)	–	–	288	(56)
Contrats de marchandises	(13)	2	–	–	–	–	–	–	(11)	1
	427 \$	(45) \$	– \$	(29) \$	43 \$	(6) \$	– \$	– \$	390 \$	31 \$
Autres passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net										
	46 \$	(53) \$	– \$	– \$	53 \$	(15) \$	2 \$	– \$	33 \$	(52) \$
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert										
	13 \$	– \$	– \$	(4) \$	– \$	(9) \$	– \$	– \$	– \$	– \$

¹ Les profits (pertes) sur actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les profits nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières disponibles à la vente, les produits (pertes) de négociation, et les autres produits (pertes), dans l'état du résultat consolidé intermédiaire.

² Consistent en des ventes et des règlements.

³ Les variations des profits latents (pertes latentes) sur valeurs mobilières disponibles à la vente sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

⁴ Composés d'actifs dérivés de 682 millions de dollars et de passifs dérivés de 1 072 millions de dollars, tous évalués d'après des données du niveau 3, au 31 juillet 2012 (respectivement 765 millions de dollars et 1 192 millions de dollars au 1^{er} mai 2012), qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)			Activités			Transferts		Juste valeur au 31 juill. 2012	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ³
	Juste valeur au 1 ^{er} nov. 2011	Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Émissions	Divers ²	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS										
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction										
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement										
Obligations des gouvernements canadiens										
Fédéral	- \$	- \$	- \$	1 \$	- \$	- \$	- \$	(1) \$	- \$	- \$
Provinces	5	-	-	3	-	(10)	5	(3)	-	-
Autres titres de créance										
Émetteurs canadiens	30	3	-	24	-	(44)	25	(11)	27	2
Autres émetteurs	79	6	-	173	-	(113)	33	(75)	103	(9)
Titres de capitaux propres										
Actions ordinaires										
Prêts détenus à des fins de transaction	-	-	-	14	-	(11)	-	-	3	-
Droits conservés	3	-	-	2	-	(5)	3	-	3	-
	52	14	-	28	6	(9)	-	-	91	15
	169 \$	23 \$	- \$	245 \$	6 \$	(192) \$	66 \$	(90) \$	227 \$	8 \$
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net										
Prêts										
	8 \$	11 \$	- \$	- \$	- \$	(6) \$	- \$	- \$	13 \$	5 \$
	8 \$	11 \$	- \$	- \$	- \$	(6) \$	- \$	- \$	13 \$	5 \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente										
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement										
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE										
	- \$	- \$	- \$	2 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 \$	- \$
Autres titres de créance										
Obligations de sociétés et autres										
	24	-	1	-	-	(2)	11	-	34	1
Titres de capitaux propres										
Actions ordinaires										
	1 524	32	(8)	34	-	(124)	-	-	1 458	14
Actions privilégiées										
	190	1	19	-	-	(54)	-	-	156	11
Titres de créance reclassés hors de la catégorie détenus à des fins de transaction										
	158	8	1	-	-	(8)	22	(15)	166	(7)
	1 896 \$	41 \$	13 \$	36 \$	- \$	(188) \$	33 \$	(15) \$	1 816 \$	19 \$

	Total des (profits réalisés et latents) pertes réalisées et latentes			Activités			Transferts		Juste valeur au 31 juill. 2012	Variation des (profits latents) pertes latentes sur les instruments encore détenus ³
	Juste valeur au 1 ^{er} nov. 2011	Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Émissions	Divers ²	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
PASSIFS FINANCIERS										
Dépôts détenus à des fins de transaction										
Dérivés⁴										
Dérivés de taux										
	81 \$	15 \$	- \$	5 \$	- \$	1 \$	- \$	1 \$	103 \$	21 \$
Dérivés de change										
	(2)	-	-	-	-	-	-	-	(2)	-
Dérivés de crédit										
	10	-	-	-	-	2	(2)	2	12	-
Dérivés d'actions										
	343	(42)	-	(108)	147	(52)	-	-	288	(37)
Contrats de marchandises										
	1	(13)	-	-	-	-	-	1	(11)	(10)
	433 \$	(40) \$	- \$	(103) \$	147 \$	(49) \$	(2) \$	4 \$	390 \$	(26) \$
Autres passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net										
	27 \$	(43) \$	- \$	- \$	151 \$	(104) \$	2 \$	- \$	33 \$	(43) \$
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert										
	2 \$	- \$	- \$	(6) \$	- \$	16 \$	2 \$	(14) \$	- \$	- \$

¹ Les profits (pertes) sur actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les profits nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières disponibles à la vente, les produits (pertes) de négociation, et les autres produits (pertes), dans l'état du résultat consolidé intermédiaire.

² Consistent en des ventes et des règlements.

³ Les variations des profits latents (pertes latentes) sur valeurs mobilières disponibles à la vente sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

⁴ Composés d'actifs dérivés de 682 millions de dollars et de passifs dérivés de 1 072 millions de dollars, tous évalués d'après des données du niveau 3, au 31 juillet 2012 (respectivement 685 millions de dollars et 1 118 millions de dollars au 1^{er} novembre 2011), qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)			Activités			Transferts		Juste valeur au 31 juill. 2011	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ³
	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2011	Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Émissions	Divers ²	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS										
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction										
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement										
Obligations des gouvernements canadiens										
Fédéral	– \$	– \$	– \$	14 \$	– \$	1 \$	– \$	– \$	15 \$	– \$
Provinces	2	1	–	41	–	(2)	–	–	42	–
Autres titres de créance										
Émetteurs canadiens	37	1	–	22	–	(12)	4	(13)	39	(1)
Autres émetteurs	321	4	–	177	–	(200)	40	(114)	228	(12)
Titres de capitaux propres										
Actions ordinaires	8	–	–	–	–	(8)	–	–	–	–
Prêts détenus à des fins de transaction										
	12	1	–	1	–	(11)	–	–	3	–
Droits conservés	53	1	–	–	3	(3)	–	–	54	1
	433 \$	8 \$	– \$	255 \$	3 \$	(235) \$	44 \$	(127) \$	381 \$	(12) \$
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net										
Valeurs mobilières										
Prêts	21 \$	– \$	– \$	20 \$	– \$	(21) \$	– \$	– \$	20 \$	– \$
	6	3	–	–	–	(2)	5	–	12	–
	27 \$	3 \$	– \$	20 \$	– \$	(23) \$	5 \$	– \$	32 \$	– \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente										
Autres titres de créance										
Titres adossés à des créances mobilières										
	66 \$	(1) \$	– \$	– \$	– \$	(65) \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Obligations de sociétés et autres	25	–	–	–	–	(3)	2	–	24	–
Titres de capitaux propres										
Actions ordinaires	1 429	2	128	33	–	(33)	–	–	1 559	128
Actions privilégiées	21	1	3	1	–	(7)	–	–	19	3
Titres de créance reclassés hors de la catégorie détenus à des fins de transaction										
	140	2	(5)	–	–	–	–	–	137	(3)
	1 681 \$	4 \$	126 \$	34 \$	– \$	(108) \$	2 \$	– \$	1 739 \$	128 \$

	Total des (profits réalisés et latents) pertes réalisées et latentes			Activités			Transferts		Juste valeur au 31 juill. 2011	Variation des (profits latents) pertes latentes sur les instruments encore détenus ³
	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2011	Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Émissions	Divers ²	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
PASSIFS FINANCIERS										
Dépôts détenus à des fins de transaction										
Dérivés⁴	1 211 \$	10 \$	– \$	– \$	126 \$	(89) \$	– \$	– \$	1 258 \$	(6) \$
Dérivés de taux	64 \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	(1) \$	2 \$	– \$	67 \$	13 \$
Dérivés de change	15	3	–	–	–	(15)	–	–	3	–
Dérivés de crédit	11	(3)	–	–	–	3	–	3	14	1
Dérivés d'actions	474	(117)	–	(48)	57	(13)	–	–	353	(115)
Contrats de marchandises	(25)	36	–	–	–	(13)	(1)	1	(2)	10
	539 \$	(79) \$	– \$	(48) \$	57 \$	(39) \$	1 \$	4 \$	435 \$	(91) \$
Autres passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net										
	52 \$	(54) \$	– \$	– \$	47 \$	(22) \$	– \$	– \$	23 \$	(54) \$
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert										
	3 \$	– \$	– \$	(5) \$	– \$	23 \$	– \$	– \$	21 \$	– \$

¹ Les profits (pertes) sur actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les profits nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières disponibles à la vente, les produits (pertes) de négociation, et les autres produits (pertes), dans l'état du résultat consolidé intermédiaire.

² Consistent en des ventes et des règlements.

³ Les variations des profits latents (pertes latentes) sur valeurs mobilières disponibles à la vente sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

⁴ Composés d'actifs dérivés de 663 millions de dollars et de passifs dérivés de 1 098 millions de dollars, tous évalués d'après des données du niveau 3, au 31 juillet 2011 (respectivement 853 millions de dollars et 1 392 millions de dollars au 1^{er} mai 2011), qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

	Juste valeur au 1 ^{er} nov. 2010	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)		Activités			Transferts		Juste valeur au 31 juill. 2011	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ³
		Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Émissions	Divers ²	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS										
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction										
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement										
Obligations des gouvernements canadiens										
Fédéral	– \$	– \$	– \$	15 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	15 \$	– \$
Provinces	14	–	–	44	–	(16)	–	–	42	–
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains										
	37	–	–	–	–	(37)	–	–	–	–
Autres titres de créance										
Émetteurs canadiens	27	4	–	42	–	(30)	10	(14)	39	1
Autres émetteurs	82	12	–	510	–	(310)	79	(145)	228	(12)
Titres de capitaux propres										
Actions ordinaires	–	–	–	10	–	(10)	–	–	–	–
Actions privilégiées	–	–	–	33	–	(33)	–	–	–	–
Prêts détenus à des fins de transaction										
	13	1	–	3	–	(14)	–	–	3	1
Droits conservés										
	47	4	–	–	7	(4)	–	–	54	5
	220 \$	21 \$	– \$	657 \$	7 \$	(454) \$	89 \$	(159) \$	381 \$	(5) \$
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net										
Valeurs mobilières	24 \$	– \$	– \$	39 \$	– \$	(43) \$	– \$	– \$	20 \$	– \$
Prêts	17	23	–	–	–	(20)	6	(14)	12	(2)
	41 \$	23 \$	– \$	39 \$	– \$	(63) \$	6 \$	(14) \$	32 \$	(2) \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente										
Autres titres de créance										
Titres adossés à des créances mobilières	– \$	– \$	– \$	66 \$	– \$	(66) \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Obligations de sociétés et autres	24	–	1	–	–	(3)	2	–	24	1
Titres de capitaux propres										
Actions ordinaires	1 544	10	187	100	–	(277)	–	(5)	1 559	126
Actions privilégiées	58	28	(1)	1	–	(39)	1	(29)	19	1
Titres de créance reclassés hors de la catégorie détenus à des fins de transaction										
	64	4	(6)	–	–	(8)	83	–	137	(8)
	1 690 \$	42 \$	181 \$	167 \$	– \$	(393) \$	86 \$	(34) \$	1 739 \$	120 \$

	Juste valeur au 1 ^{er} nov. 2010	Total des (profits réalisés et latents) pertes réalisées et latentes		Activités			Transferts		Juste valeur au 31 juill. 2011	Variation des (profits latents) pertes latentes sur les instruments encore détenus ³
		Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Émissions	Divers ²	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
PASSIFS FINANCIERS										
Dépôts détenus à des fins de transaction										
	1 110 \$	12 \$	– \$	– \$	361 \$	(225) \$	– \$	– \$	1 258 \$	(1) \$
Dérivés⁴										
Dérivés de taux	44 \$	7 \$	– \$	2 \$	– \$	11 \$	3 \$	– \$	67 \$	38 \$
Dérivés de change	(85)	16	–	–	–	72	–	–	3	(1)
Dérivés de crédit	22	(4)	–	–	–	–	(1)	(3)	14	(1)
Dérivés d'actions	365	(31)	–	(154)	224	(51)	–	–	353	(26)
Contrats de marchandises	5	6	–	–	–	(9)	(5)	1	(2)	(2)
	351 \$	(6) \$	– \$	(152) \$	224 \$	23 \$	(3) \$	(2) \$	435 \$	8 \$
Autres passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net										
	31 \$	(40) \$	– \$	– \$	173 \$	(141) \$	– \$	– \$	23 \$	(40) \$
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert										
	30 \$	(1) \$	– \$	(20) \$	– \$	34 \$	5 \$	(27) \$	21 \$	– \$

¹ Les profits (pertes) sur actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les profits nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières disponibles à la vente, les produits (pertes) de négociation, et les autres produits (pertes), dans l'état du résultat consolidé intermédiaire.

² Consistent en des ventes et des règlements.

³ Les variations des profits latents (pertes latentes) sur valeurs mobilières disponibles à la vente sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

⁴ Composés d'actifs dérivés de 663 millions de dollars et de passifs dérivés de 1 098 millions de dollars, tous évalués d'après des données du niveau 3, au 31 juillet 2011 (respectivement 799 millions de dollars et 1 150 millions de dollars au 1^{er} novembre 2010), qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

Rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

	Total des profits réalisés et latents (pertes réalisées et latentes)			Activités			Transferts		Juste valeur au 31 oct. 2011	Variation des profits latents (pertes latentes) sur les instruments encore détenus ³
	Juste valeur au 1 ^{er} nov. 2010	Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Émissions	Divers ²	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS										
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction										
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement										
Obligations des gouvernements canadiens										
Fédéral	– \$	– \$	– \$	15 \$	– \$	(15) \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces	14	1	–	45	–	(55)	–	–	5	(1)
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains										
	37	–	–	–	–	(37)	–	–	–	–
Autres titres de créance										
Émetteurs canadiens	27	3	–	46	–	(48)	16	(14)	30	(5)
Autres émetteurs	82	15	–	557	–	(454)	92	(213)	79	(11)
Titres de capitaux propres										
Actions ordinaires	–	–	–	12	–	(12)	–	–	–	–
Actions privilégiées	–	–	–	34	–	(34)	–	–	–	–
Prêts détenus à des fins de transaction										
	13	1	–	3	–	(16)	2	–	3	–
Droits conservés										
	47	6	–	–	7	(8)	–	–	52	6
	220 \$	26 \$	– \$	712 \$	7 \$	(679) \$	110 \$	(227) \$	169 \$	(11) \$
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net										
Valeurs mobilières	24 \$	– \$	– \$	39 \$	– \$	(63) \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Prêts	17	18	–	–	–	(13)	6	(20)	8	–
	41 \$	18 \$	– \$	39 \$	– \$	(76) \$	6 \$	(20) \$	8 \$	– \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente										
Autres titres de créance										
Titres adossés à des créances mobilières	– \$	– \$	– \$	66 \$	– \$	(66) \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Obligations de sociétés et autres	24	–	1	–	–	(3)	2	–	24	1
Titres de capitaux propres										
Actions ordinaires	1 544	217	6	141	–	(383)	–	(1)	1 524	14
Actions privilégiées	58	24	5	2	–	(63)	164	–	190	(15)
Titres de créance reclassés hors de la catégorie détenus à des fins de transaction										
	64	6	(11)	–	–	(1)	100	–	158	(4)
	1 690 \$	247 \$	1 \$	209 \$	– \$	(516) \$	266 \$	(1) \$	1 896 \$	(4) \$

	Total des (profits réalisés et latents) pertes réalisées et latentes			Activités			Transferts		Juste valeur au 31 oct. 2011	Variation des (profits latents) pertes latentes sur les instruments encore détenus ³
	Juste valeur au 1 ^{er} nov. 2010	Inclus dans le résultat net ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Émissions	Divers ²	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
PASSIFS FINANCIERS										
Dépôts détenus à des fins de transaction										
	1 110 \$	20 \$	– \$	– \$	467 \$	(517) \$	– \$	– \$	1 080 \$	19 \$
Dérivés⁴										
Dérivés de taux	44 \$	16 \$	– \$	3 \$	– \$	12 \$	6 \$	– \$	81 \$	50 \$
Dérivés de change	(85)	14	–	–	–	69	–	–	(2)	(1)
Dérivés de crédit	22	(7)	–	–	–	(1)	(1)	(3)	10	(3)
Dérivés d'actions	365	(43)	–	(197)	272	(54)	–	–	343	(39)
Contrats de marchandises	5	–	–	–	–	(2)	(5)	3	1	(3)
	351 \$	(20) \$	– \$	(194) \$	272 \$	24 \$	– \$	– \$	433 \$	4 \$
Autres passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net										
	31 \$	(58) \$	– \$	– \$	216 \$	(162) \$	– \$	– \$	27 \$	(58) \$
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert										
	30 \$	(1) \$	– \$	(42) \$	– \$	36 \$	6 \$	(27) \$	2 \$	1 \$

¹ Les profits (pertes) sur actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans les profits nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières disponibles à la vente, les produits (pertes) de négociation, et les autres produits (pertes), dans l'état du résultat consolidé.

² Consistent en des ventes et des règlements.

³ Les variations des profits latents (pertes latentes) sur valeurs mobilières disponibles à la vente sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

⁴ Composés d'actifs dérivés de 685 millions de dollars et de passifs dérivés de 1 118 millions de dollars, tous évalués d'après des données du niveau 3, au 31 octobre 2011, qui ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

Les transferts importants au niveau 3 ou hors de ce niveau présentés dans les tableaux ci-dessus sont surtout effectués dans les circonstances suivantes :

- Il y a transfert du niveau 3 au niveau 2 lorsque les techniques utilisées pour établir la valeur de l'instrument intègrent des données de marché observables importantes ou des cours de courtiers qui n'étaient pas observables auparavant.
- Il y a transfert du niveau 2 au niveau 3 d'un instrument lorsque la juste valeur de l'instrument, qui était auparavant établie selon des techniques d'évaluation faisant appel à des données de marché observables importantes, est maintenant établie selon des techniques d'évaluation intégrant des données de marché non observables importantes.

Le tableau ci-dessous présente l'effet qu'aurait pu avoir l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles sur les actifs financiers et les passifs financiers détenus, aux 31 juillet 2012 et 31 octobre 2011, et qui sont classés dans le niveau 3 de la hiérarchie pour l'évaluation à la juste valeur. Pour les dérivés de taux, la Banque a effectué une analyse de sensibilité sur la volatilité des écarts non observables. Pour les dérivés de crédit, la sensibilité a été calculée sur les écarts de crédit non observables au moyen d'hypothèses tenant compte des écarts de crédit liés à la position de l'obligation sous-jacente. La sensibilité des dérivés d'actions est calculée en utilisant des hypothèses raisonnablement possibles pour la volatilité, les dividendes, la corrélation ou le prix de l'instrument de capitaux propres sous-jacent. La sensibilité des dépôts détenus à des fins de transaction est calculée en faisant varier les données d'entrée non observables qui peuvent inclure entre autres la volatilité, les écarts de taux et la corrélation.

Analyse de sensibilité des actifs et passifs financiers de niveau 3

(en millions de dollars canadiens)

	31 juill. 2012		Aux 31 oct. 2011	
	Incidence sur l'actif net		Incidence sur l'actif net	
	Diminution de la juste valeur	Augmentation de la juste valeur	Diminution de la juste valeur	Augmentation de la juste valeur
ACTIFS FINANCIERS				
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction				
Autre émetteurs	- \$	- \$	1 \$	1 \$
Droits conservés	8	6	4	-
	8 \$	6 \$	5 \$	1 \$
Dérivés				
Dérivés de taux	4 \$	3 \$	2 \$	2 \$
Dérivés de crédit	1	1	1	1
Dérivés d'actions	35	47	9	21
	40 \$	51 \$	12 \$	24 \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente				
Obligations de sociétés et autres	2 \$	2 \$	- \$	- \$
Titres de capitaux propres				
Actions privilégiées	8	18	7	7
Actions ordinaires	24	24	25	49
Titres de créance reclassés hors de la catégorie détenus à des fins de transaction	5	5	4	4
	39 \$	49 \$	36 \$	60 \$
PASSIFS FINANCIERS				
Dépôts détenus à des fins de transaction				
Dérivés				
Dérivés de taux	33 \$	30 \$	16 \$	16 \$
Dérivés de crédit	2	1	2	2
Dérivés d'actions	65	49	36	14
	100 \$	80 \$	54 \$	32 \$
Autres passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	5 \$	5 \$	5 \$	5 \$
Total	195 \$	197 \$	115 \$	128 \$

ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DÉSIGNÉS À LA JUSTE VALEUR

Prêts désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Certains prêts aux entreprises et aux gouvernements détenus dans un portefeuille de négociation ou couverts sur le plan économique par des dérivés sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net si les critères pertinents sont respectés. La juste valeur des prêts désignés à la juste valeur par le biais du résultat net était de 13 millions de dollars au 31 juillet 2012 (14 millions de dollars au 31 octobre 2011), ce qui représente le risque de crédit maximum rattaché à ces prêts.

Ces prêts sont gérés dans les limites de risque approuvées par le groupe de gestion du risque de la Banque et sont couverts au titre du risque de crédit au moyen de dérivés de crédit.

Au 31 juillet 2012, la valeur notionnelle des dérivés de crédit utilisés pour atténuer le risque de crédit maximum rattaché à ces prêts s'élevait à 140 millions de dollars (140 millions de dollars au 31 octobre 2011) et la juste valeur s'établissait à (16) millions de dollars ((11) millions de dollars au 31 octobre 2011). La Banque utilise aussi d'autres instruments de ce portefeuille afin de couvrir la totalité de son risque de perte maximum.

Aux 31 juillet 2012 et 31 octobre 2011, la variation cumulée de la juste valeur de ces prêts attribuable aux variations du risque de crédit était respectivement de 12 millions de dollars et 9 millions de dollars, calculée d'après les variations de l'écart de taux reflétées dans la juste valeur des prêts. À ces mêmes dates, la variation cumulée de la juste valeur des dérivés de crédit couvrant ces prêts utilisés pour atténuer le risque de crédit s'élevait respectivement à (16) millions de dollars et à (11) millions de dollars.

Pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2012, le profit (la perte) représentant la variation nette de la juste valeur de ces prêts en raison des variations du risque de crédit rattaché aux prêts était respectivement de 1 million de dollars et 5 millions de dollars (respectivement de (1) million de dollars et 10 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011). Au cours de la même période, la variation nette de la juste valeur des dérivés de crédit couvrant ces prêts utilisés pour atténuer le risque de crédit s'élevait respectivement à (2) millions de dollars et (10) millions de dollars (respectivement à (1) millions de dollars et (15) millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011).

Valeurs mobilières désignées à la juste valeur par le biais du résultat net

Certaines valeurs mobilières utilisées à l'appui des provisions d'assurance dans certaines filiales d'assurance de la Banque ont été désignées à la juste valeur par le biais du résultat net. L'évaluation actuarielle des provisions d'assurance est évaluée au moyen d'un facteur d'actualisation fondé sur le rendement des actifs investis utilisés pour appuyer l'évaluation, les variations du facteur d'actualisation étant comptabilisées à l'état du résultat consolidé intermédiaire. Étant donné que ces valeurs mobilières sont désignées à la juste valeur par le biais du résultat net, le profit latent ou la perte latente sur les valeurs mobilières est comptabilisé à l'état du résultat consolidé intermédiaire dans la même période qu'une tranche de la perte ou du profit résultant des variations du taux d'actualisation utilisé pour évaluer les provisions d'assurance.

En outre, certaines valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement ont été combinées à des dérivés pour former des relations de couverture économiques. Ces valeurs mobilières sont détenues dans le cadre de la stratégie globale de gestion du risque de taux d'intérêt de la Banque et ont été désignées à la juste valeur par le biais du résultat net. Les dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les produits autres que d'intérêts.

Passifs de titrisation à la juste valeur

Les passifs de titrisation à la juste valeur comprennent les passifs de titrisation classés comme détenus à des fins de transaction et les passifs de titrisation désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. La juste valeur d'un passif financier comprend le risque de crédit rattaché à ce passif financier. Les détenteurs des passifs de titrisation ne sont pas exposés au risque de crédit de la Banque, si bien que les variations du crédit de la Banque n'ont pas d'incidence sur la détermination de la juste valeur.

Le montant que la Banque serait contractuellement tenue de payer à l'échéance pour tous les passifs de titrisation désignés à la juste valeur par le biais du résultat net était de 518 millions de dollars moindre que la valeur comptable au 31 juillet 2012 et de 811 millions de dollars moindre que la valeur comptable au 31 octobre 2011.

Autres passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

La Banque prend certains engagements de prêt envers des clients dans le but d'accorder un prêt hypothécaire à taux fixe. Ces engagements sont couverts économiquement par des dérivés et d'autres instruments financiers dont les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les produits autres que d'intérêts. La désignation de ces engagements de prêt à la juste valeur par le biais du résultat net élimine une non-concordance comptable qui serait possible. Étant donné la nature à court terme de ces engagements de prêt, les variations du crédit de la Banque n'ont pas une incidence significative sur la détermination de la juste valeur.

Profit (perte) découlant des variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012, le profit (la perte) représentant la variation nette de la juste valeur des actifs et des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net était respectivement de (15) millions de dollars et (10) millions de dollars (le profit (la perte) représentant la variation nette de la juste valeur des actifs et des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net était respectivement de (196) millions de dollars et (161) millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011).

NOTE 4 : VALEURS MOBILIÈRES**RECLASSEMENT DE CERTAINS TITRES DE CRÉANCE**

En 2008, la Banque a modifié sa stratégie de négociation en ce qui concerne certains titres de créance, en raison de la détérioration des marchés et des bouleversements profonds du marché du crédit. Ces titres de créance avaient été comptabilisés initialement à titre d'actifs du portefeuille de négociation à la juste valeur, et les variations de juste valeur de même que tous les profits ou pertes réalisés à la cession étaient comptabilisés dans les produits de négociation. Puisque la Banque n'avait plus l'intention de négocier activement ces titres de créance, elle a reclassé, en date du 1^{er} août 2008, ces titres de créance détenus à des fins de transaction dans la catégorie disponibles à la vente.

La juste valeur des titres de créance reclassés était de 1 327 millions de dollars au 31 juillet 2012 (1 986 millions de dollars au 31 octobre 2011). Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012, des produits d'intérêts nets respectivement de 23 millions de dollars et 78 millions de dollars après impôts (respectivement de 43 millions de dollars et 148 millions de dollars après impôts pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011) ont été comptabilisés à l'égard des titres de créance reclassés. La diminution respectivement de 14 millions de dollars et 3 millions de dollars après impôts de la juste valeur de ces titres pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012 (diminution respectivement de 39 millions de dollars et 103 millions de dollars après impôts au 31 juillet 2011) a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Si la Banque n'avait pas reclassé ces titres de créance, la variation de la juste valeur de ces titres de créance aurait été incluse dans le revenu de négociation, ce qui aurait entraîné une diminution du résultat net respectivement de 14 millions de dollars et 3 millions de dollars après impôts pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012 (diminution respectivement de 39 millions de dollars et 103 millions de dollars après impôts pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011). Au cours des trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012, des titres de créance reclassés d'une juste valeur respectivement de 301 millions de dollars et 703 millions de dollars (respectivement de 740 millions de dollars et 1 450 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011) ont été vendus ou sont venus à échéance, et un montant respectivement de 14 millions de dollars et 22 millions de dollars après impôts a été comptabilisé dans les profits nets (pertes nettes) provenant des valeurs mobilières disponibles à la vente (respectivement de 32 millions de dollars et 45 millions de dollars après impôts pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011).

PERTE DE VALEUR DES INSTRUMENTS DISPONIBLES À LA VENTE

Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012, la Banque a comptabilisé des pertes de valeur sur les valeurs mobilières disponibles à la vente respectivement de 16 millions de dollars et 21 millions de dollars (respectivement de 2 millions de dollars et 21 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011). Aucune perte de valeur n'était liée au reclassement de certains titres de créance décrit ci-dessus pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2012 et 2011.

Profits latents et pertes latentes au titre des instruments disponibles à la vente

Le tableau suivant présente un sommaire des profits latents et des pertes latentes aux 31 juillet 2012 et 31 octobre 2011.

Profits latents et pertes latentes au titre des valeurs mobilières disponibles à la vente

(en millions de dollars canadiens)

	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur 31 juill. 2012
<i>Aux</i>				
Valeurs mobilières disponibles à la vente				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement				
Obligations des gouvernements canadiens				
Fédéral	10 463 \$	40 \$	1 \$	10 502 \$
Provinces	2 212	21	–	2 233
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	28 163	893	35	29 021
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	15 992	396	8	16 380
Titres adossés à des créances hypothécaires – résidentiel	1 179	8	4	1 183
	58 009	1 358	48	59 319
Autres titres de créance				
Titres adossés à des créances mobilières	24 734	471	51	25 154
Portefeuille d'obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes	916	7	–	923
Obligations de sociétés et autres	7 300	256	31	7 525
	32 950	734	82	33 602
Titres de capitaux propres				
Actions ordinaires	1 652	179	23	1 808
Actions privilégiées	229	33	24	238
	1 881	212	47	2 046
Titres de créance reclassés hors de la catégorie détenus à des fins de transaction¹	1 259	132	64	1 327
Total des valeurs mobilières disponibles à la vente²	94 099 \$	2 436 \$	241 \$	96 294 \$
31 oct. 2011				

Valeurs mobilières disponibles à la vente**Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement**

Obligations des gouvernements canadiens				
Fédéral	9 286 \$	32 \$	3 \$	9 315 \$
Provinces	350	19	–	369
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États, des municipalités et d'autres organismes américains	28 004	443	51	28 396
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	19 658	319	7	19 970
Titres adossés à des créances hypothécaires – résidentiel	651	10	–	661
	57 949	823	61	58 711
Autres titres de créance				
Titres adossés à des créances mobilières	22 516	504	73	22 947
Portefeuille d'obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes	249	–	–	249
Obligations de sociétés et autres	7 476	199	87	7 588
	30 241	703	160	30 784
Titres de capitaux propres				
Actions ordinaires	1 584	207	35	1 756
Actions privilégiées	298	24	39	283
	1 882	231	74	2 039
Titres de créance reclassés hors de la catégorie détenus à des fins de transaction¹	1 913	130	57	1 986
Total des valeurs mobilières disponibles à la vente²	91 985 \$	1 887 \$	352 \$	93 520 \$

¹ Incluent la juste valeur des titres de créance de sociétés et des autres titres de créance au 31 juillet 2012 de 1 327 millions de dollars (1 986 millions de dollars au 31 octobre 2011).

² Au 31 juillet 2012, certaines valeurs mobilières disponibles à la vente d'une valeur comptable de 6 millions de dollars (3 millions de dollars au 31 octobre 2011) n'avaient pas de prix cotés sur des marchés actifs et étaient comptabilisées au coût puisque la juste valeur ne pouvait être évaluée de façon fiable.

NOTE 5 : DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS**TITRISATIONS DE PRÊTS**

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers et des prêts hypothécaires commerciaux par l'intermédiaire d'entités ad hoc canadiennes ou de tiers autres que des entités ad hoc. Par suite de ces titrisations, les actifs financiers peuvent être décomptabilisés en totalité ou en partie selon les ententes individuelles portant sur chacune des transactions.

Dans le cadre de la titrisation, certains actifs financiers sont conservés et peuvent comprendre des coupons d'intérêts, des droits de gestion et, dans certains cas, un compte de réserve au comptant (collectivement appelés «droits conservés»). Si un droit conservé ne donne pas lieu à la consolidation de l'entité ad hoc ni au maintien de la comptabilisation de l'actif financier transféré, ce droit conservé est inscrit à la juste valeur relative et classé à titre de valeur mobilière détenue à des fins de transaction, et les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans les produits de négociation.

Certaines ventes d'actifs titrisés ne sont pas admissibles à la décomptabilisation étant donné que, dans certains cas, la Banque demeure exposée à la quasi-totalité des risques de remboursement anticipé, de taux d'intérêt ou de crédit liés aux actifs financiers titrisés, n'ayant pas transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs titrisés. Lorsqu'un prêt n'est pas admissible à la décomptabilisation, celui-ci n'est pas sorti du bilan, les droits conservés ne sont pas comptabilisés et un passif de titrisation est inscrit au titre du produit en espèces reçu. Certains coûts de transaction engagés sont aussi incorporés à l'actif et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le tableau suivant résume les types d'actifs titrisés qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation et les passifs de titrisation connexes.

Actifs financiers non admissibles à la décomptabilisation

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>	
	31 juill. 2012	31 oct. 2011
Valeur comptable des actifs		
Nature de la transaction :		
Titrisation de prêts hypothécaires résidentiels	43 976 \$	43 960 \$
Titrisation de prêts hypothécaires commerciaux	33	47
Titrisation de prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	652	2 075
Autres actifs financiers transférés dans le cadre de la titrisation ¹	3 423	5 529
Total	48 084 \$	51 611 \$
Valeur comptable des passifs connexes²	(49 472) \$	(52 858) \$

¹ Comprennent des titres adossés à des actifs, du papier commercial adossé à des actifs, de la trésorerie, des contrats de rachat et des obligations du gouvernement du Canada qui sont utilisés pour répondre aux exigences de financement des structures de titrisation de la Banque après la titrisation initiale de prêts hypothécaires.

² Comprennent des passifs de titrisation comptabilisés au coût amorti de 24 783 millions de dollars (25 133 millions de dollars au 31 octobre 2011) et des passifs de titrisation comptabilisés à la juste valeur de 24 689 millions de dollars (27 725 millions de dollars au 31 octobre 2011).

Le tableau suivant résume les types d'actifs qui sont assujettis à la comptabilisation selon l'approche de l'implication continue.

Prêts titrisés assujettis à la comptabilisation selon l'approche de l'implication continue

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>	
	Titrisation de prêts hypothécaires résidentiels	
	31 juill. 2012	31 oct. 2011
Valeur comptable des actifs initiaux	1 105 \$	910 \$
Valeur comptable des actifs qui continuent d'être comptabilisés	1 105 \$	910 \$
Valeur comptable des passifs connexes	(1 168) \$	(921) \$

Autres actifs financiers non admissibles à la décomptabilisation

La Banque conclut certaines opérations dans le cadre desquelles elle transfère des actifs financiers déjà comptabilisés, comme des titres de créance et de participation, mais conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à ces actifs. Ces actifs financiers transférés ne sont pas décomptabilisés, et les transferts sont inscrits comme des opérations d'emprunt garanti. Les opérations de cette nature, dont les plus fréquentes sont les mises en pension et les prêts de valeurs mobilières, font que la Banque conserve la quasi-totalité des risques de crédit, de prix, de taux d'intérêt et de change de même que des avantages inhérents aux actifs.

Le tableau suivant résume la valeur comptable des actifs financiers et les opérations associées qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation ainsi que les passifs financiers connexes.

Autres actifs financiers non admissibles à la décomptabilisation

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>	
	31 juill. 2012	31 oct. 2011
Valeur comptable des actifs		
Nature de la transaction :		
Mises en pension	14 018 \$	11 121 \$
Prêts de valeurs mobilières	11 803	11 445
Total	25 821 \$	22 566 \$
Valeur comptable des passifs connexes¹	13 913 \$	11 060 \$

¹ Tous les passifs connexes découlent des contrats de rachat.

NOTE 6 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES, PRÊTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DÉPRÉCIÉS ET PRÊTS ACQUIS AYANT SUBI UNE PERTE DE VALEUR

La variation de la provision pour pertes sur créances de la Banque aux 31 juillet 2012 et 31 octobre 2011 est présentée dans les tableaux ci-après.

Provision pour pertes sur créances (au bilan)

(en millions de dollars canadiens)

	Solde au 1 ^{er} nov. 2011	Provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvre- ments	Écart de conversion et autres ajustements	Solde au 31 juill. 2012
Provision relative à des contreparties particulières						
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	188 \$	257 \$	(283) \$	35 \$	(19) \$	178 \$
Titres de créance classés comme prêts	179	–	–	–	1	180
Total de la provision relative à des contreparties particulières, compte non tenu des prêts acquis ayant subi une perte de valeur	367	257	(283)	35	(18)	358
Prêts acquis ayant subi une perte de valeur ^{1, 2}	30	41	(48)	–	4	27
Total de la provision relative à des contreparties particulières	397	298	(331)	35	(14)	385
Provision évaluée collectivement pour pertes sur prêts douteux qui ne sont pas individuellement significatifs						
Prêts hypothécaires résidentiels	32	14	(38)	15	4	27
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	114	456	(562)	101	(2)	107
Cartes de crédit	64	251	(293)	38	–	60
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	34	50	(90)	28	–	22
Total de la provision évaluée collectivement pour pertes sur prêts douteux qui ne sont pas individuellement significatifs, compte non tenu des prêts acquis ayant subi une perte de valeur	244	771	(983)	182	2	216
Prêts acquis ayant subi une perte de valeur ^{1, 2}	30	54	(40)	1	30	75
Total de la provision évaluée collectivement pour pertes sur prêts douteux qui ne sont pas individuellement significatifs	274	825	(1 023)	183	32	291
Provision évaluée collectivement pour pertes sur créances subies mais non encore décelées						
Prêts hypothécaires résidentiels	30	5	–	–	(3)	32
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	405	35	–	–	(1)	439
Cartes de crédit	312	273	–	–	–	585
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 030	(215)	–	–	12	827
Titres de créance classés comme prêts	149	9	–	–	1	159
Total de la provision évaluée collectivement pour pertes sur créances subies mais non encore décelées	1 926	107	–	–	9	2 042
Provision pour pertes sur créances						
Prêts hypothécaires résidentiels	62	19	(38)	15	1	59
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	519	491	(562)	101	(3)	546
Cartes de crédit	376	524	(293)	38	–	645
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 252	92	(373)	63	(7)	1 027
Titres de créance classés comme prêts	328	9	–	–	2	339
Total de la provision pour pertes sur créances, compte non tenu des prêts acquis ayant subi une perte de valeur	2 537	1 135	(1 266)	217	(7)	2 616
Prêts acquis ayant subi une perte de valeur ^{1, 2}	60	95	(88)	1	34	102
Total de la provision pour pertes sur créances	2 597	1 230	(1 354)	218	27	2 718
Moins : Provision pour les positions hors bilan ³	283	(85)	–	–	2	200
Provision pour pertes sur prêts	2 314 \$	1 315 \$	(1 354) \$	218 \$	25 \$	2 518 \$

¹ Comprend tous les prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) et les autres prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

² D'autres ajustements ont été nécessaires par suite de la comptabilisation des prêts assurés par la FDIC. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique «Prêts assurés par la FDIC» de la présente note.

³ La provision pour pertes sur créances pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.

Provision pour pertes sur créances (au bilan)¹

(en millions de dollars canadiens)

	Solde au 1 ^{er} nov. 2010	Provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvre- ments	Écart de conversion et autres ajustements	Solde au 31 oct. 2011
Provision relative à des contreparties particulières						
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	276 \$	218 \$	(338) \$	63 \$	(31) \$	188 \$
Titres de créance classés comme prêts	140	85	(48)	–	2	179
Total de la provision relative à des contreparties particulières, compte non tenu des prêts acquis ayant subi une perte de valeur	416	303	(386)	63	(29)	367
Prêts acquis ayant subi une perte de valeur ^{2, 3}	–	55	(28)	–	3	30
Total de la provision relative à des contreparties particulières	416	358	(414)	63	(26)	397
Provision évaluée collectivement pour pertes sur prêts douteux qui ne sont pas individuellement significatifs						
Prêts hypothécaires résidentiels	31	28	(41)	13	1	32
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	117	581	(694)	106	4	114
Cartes de crédit	66	370	(419)	47	–	64
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	47	92	(137)	35	(3)	34
Total de la provision évaluée collectivement pour pertes sur prêts douteux qui ne sont pas individuellement significatifs, compte non tenu des prêts acquis ayant subi une perte de valeur	261	1 071	(1 291)	201	2	244
Prêts acquis ayant subi une perte de valeur ^{2, 3}	–	26	(11)	–	15	30
Total de la provision évaluée collectivement pour pertes sur prêts douteux qui ne sont pas individuellement significatifs	261	1 097	(1 302)	201	17	274
Provision évaluée collectivement pour pertes sur créances subies mais non encore décelées						
Prêts hypothécaires résidentiels	35	(4)	–	–	(1)	30
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	409	(2)	–	–	(2)	405
Cartes de crédit	292	20	–	–	–	312
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 011	31	–	–	(12)	1 030
Titres de créance classés comme prêts	163	(10)	–	–	(4)	149
Total de la provision évaluée collectivement pour pertes sur créances subies mais non encore décelées	1 910	35	–	–	(19)	1 926
Provision pour pertes sur créances						
Prêts hypothécaires résidentiels	66	24	(41)	13	–	62
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	526	579	(694)	106	2	519
Cartes de crédit	358	390	(419)	47	–	376
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 334	341	(475)	98	(46)	1 252
Titres de créance classés comme prêts	303	75	(48)	–	(2)	328
Total de la provision pour pertes sur créances, compte non tenu des prêts acquis ayant subi une perte de valeur	2 587	1 409	(1 677)	264	(46)	2 537
Prêts acquis ayant subi une perte de valeur ^{2, 3}	–	81	(39)	–	18	60
Total de la provision pour pertes sur créances	2 587	1 490	(1 716)	264	(28)	2 597
Moins : Provision pour les positions hors bilan ⁴	278	3	–	–	2	283
Provision pour pertes sur prêts	2 309 \$	1 487 \$	(1 716) \$	264 \$	(30) \$	2 314 \$

¹ Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.² Comprend tous les prêts assurés par la FDIC et les autres prêts acquis ayant subi une perte de valeur.³ D'autres ajustements ont été nécessaires par suite de la comptabilisation des prêts assurés par la FDIC. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique «Prêts assurés par la FDIC» de la présente note.⁴ La provision pour pertes sur créances pour les instruments hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire.**PRÊTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX**

Un prêt est classé comme en souffrance lorsqu'un emprunteur a omis de faire un paiement exigible à l'échéance prévue au contrat, y compris le délai de grâce, le cas échéant. Le délai de grâce représente le délai additionnel accordé après l'échéance prévue au contrat au cours duquel un emprunteur peut faire un paiement sans que le prêt soit classé comme en souffrance. Le délai de grâce varie en fonction du type de produit et de l'emprunteur.

Le tableau suivant présente de l'information sur les prêts qui étaient en souffrance mais qui n'étaient pas douteux aux 31 juillet 2012 et 31 octobre 2011. Ces montants ne tiennent pas compte en général des prêts visés par le délai de grâce accordé. Même si le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis peut accorder jusqu'à 15 jours de grâce, au 31 juillet 2012, 1,1 milliard de dollars (1,3 milliard de dollars au 31 octobre 2011) de prêts du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis étaient en souffrance depuis 15 jours ou moins, lesquels sont inclus dans la catégorie 1 jour à 30 jours dans le tableau ci-après.

Prêts en souffrance mais non douteux¹

(en millions de dollars canadiens)

				Aux
	1 jour à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 89 jours	Total
				31 juill. 2012
Prêts hypothécaires résidentiels	1 440 \$	822 \$	149 \$	2 411 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	4 750	691	189	5 630
Cartes de crédit	734	140	83	957
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 063	173	64	1 300
Total	7 987 \$	1 826 \$	485 \$	10 298 \$
				31 oct. 2011
Prêts hypothécaires résidentiels	1 428 \$	799 \$	176 \$	2 403 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	4 766	764	169	5 699
Cartes de crédit	395	78	45	518
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 082	211	84	1 377
Total	7 671 \$	1 852 \$	474 \$	9 997 \$

¹ Excluent tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.**Titres de créance douteux bruts classés comme prêts**

Au 31 juillet 2012, les prêts douteux ne tenaient pas compte des titres de créance douteux bruts classés comme prêts totalisant 1,5 milliard de dollars (1,6 milliard au 31 octobre 2011), puisque après toute comptabilisation de perte de valeur, les produits d'intérêts continuent d'être comptabilisés sur la base du taux d'intérêt effectif utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs aux fins de l'évaluation de la perte sur créances.

PRÊTS ACQUIS AYANT SUBI UNE PERTE DE VALEUR

Les prêts acquis ayant subi une perte de valeur se composent de prêts commerciaux, de prêts de détail et de prêts assurés par la FDIC, découlant de l'acquisition de South Financial, des acquisitions facilitées par la FDIC, de l'acquisition de Services financiers Chrysler et de l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada, dont les soldes de capital non remboursé en cours respectifs étaient de 6,3 milliards de dollars, 2,1 milliards de dollars, 0,9 milliard de dollars et 0,3 milliard de dollars, et les justes valeurs respectives, de 5,6 milliards de dollars, 1,9 milliard de dollars, 0,8 milliard de dollars et 0,1 milliard de dollars aux dates d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juill. 2012	31 oct. 2011
Acquisitions facilitées par la FDIC		
Solde de capital non remboursé ¹	1 158 \$	1 452 \$
Ajustements de la juste valeur liés au crédit	(56)	(121)
Taux d'intérêt et autres primes (escomptes) connexes	(34)	16
Valeur comptable	1 068	1 347
Provision relative à des contreparties particulières ²	(6)	(8)
Provision pour pertes sur prêts douteux qui ne sont pas individuellement significatifs ²	(56)	(22)
Valeur comptable, déduction faite de la provision connexe ³	1 006	1 317
South Financial		
Solde de capital non remboursé ¹	3 162	4 117
Ajustements de la juste valeur liés au crédit	(112)	(425)
Taux d'intérêt et autres primes (escomptes) connexes	(141)	3
Valeur comptable	2 909	3 695
Provision relative à des contreparties particulières ²	(21)	(22)
Provision pour pertes sur prêts douteux qui ne sont pas individuellement significatifs ²	(17)	(5)
Valeur comptable, déduction faite de la provision connexe	2 871	3 668
Autres⁴		
Solde de capital non remboursé ¹	375	540
Ajustements de la juste valeur liés au crédit	(71)	(34)
Taux d'intérêt et autres primes (escomptes) connexes	2	12
Valeur comptable	306	518
Provision pour pertes sur prêts douteux qui ne sont pas individuellement significatifs ²	(2)	(3)
Valeur comptable, déduction faite de la provision connexe	304 \$	515 \$

¹ Représente le montant du principal dû aux termes du contrat.² Dans le cadre de l'évaluation trimestrielle des prêts acquis ayant subi une perte de valeur effectuée par la Banque, la direction a conclu qu'il est probable que des pertes sur créances plus élevées que prévu entraînent une diminution des flux de trésorerie attendus après l'acquisition. Par conséquent, des provisions relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives ont été comptabilisées.³ La valeur comptable n'inclut pas l'incidence de l'accord de partage des pertes conclu avec la FDIC.⁴ Comprend Services financiers Chrysler et MBNA.**Prêts assurés par la FDIC**

Aux 31 juillet 2012 et 31 octobre 2011, les soldes des prêts assurés par la FDIC s'établissaient respectivement à 1,1 milliard de dollars et 1,3 milliard de dollars et étaient comptabilisés dans les prêts au bilan consolidé intermédiaire. Aux 31 juillet 2012 et 31 octobre 2011, les soldes des actifs d'indemnisation s'établissaient respectivement à 99 millions de dollars et 86 millions de dollars et étaient comptabilisés dans les autres actifs au bilan consolidé intermédiaire.

NOTE 7 : PARTICIPATION DANS TD AMERITRADE HOLDING CORPORATION

La Banque a une influence notable sur TD Ameritrade et elle comptabilise sa participation dans TD Ameritrade selon la méthode de la mise en équivalence. Au 31 juillet 2012, la participation comme présentée de la Banque dans TD Ameritrade s'établissait à 45,28 % des actions émises et en circulation de TD Ameritrade et sa juste valeur s'élevait à 3 950 millions de dollars (4 138 millions de dollars au 31 octobre 2011), selon le cours de clôture de 15,92 \$ US (16,78 \$ US au 31 octobre 2011) à la Bourse de New York.

Au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2012, TD Ameritrade a racheté 6,0 millions d'actions (27,7 millions d'actions pour l'exercice clos le 31 octobre 2011), ce qui a porté la participation de la Banque dans TD Ameritrade à 45,28 % au 31 juillet 2012 (44,96 % au 31 octobre 2011). Le 6 août 2010 et le 31 octobre 2011, la convention des actionnaires a été modifiée de façon à ce que : i) la Banque ait jusqu'au 24 janvier 2014 pour ramener à 45 % sa participation dans TD Ameritrade; ii) la Banque soit tenue d'entreprendre la réduction de sa participation dans TD Ameritrade et de la poursuivre tant qu'elle pourra se prévaloir d'un cours par action de TD Ameritrade égal ou supérieur à la valeur comptable moyenne par action de TD Ameritrade alors applicable pour la Banque; et iii) dans le cadre d'un rachat d'actions par TD Ameritrade, la participation de la Banque dans TD Ameritrade ne dépasse pas 48 %.

En vertu d'une convention d'actionnaires relative à la participation en actions de la Banque dans TD Ameritrade, la Banque a désigné cinq des douze membres du conseil d'administration de TD Ameritrade, y compris le chef de la direction de la Banque et deux administrateurs indépendants de la TD.

La Banque n'est exposée à aucun passif éventuel important qui touche TD Ameritrade. Au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2012, TD Ameritrade n'a été soumise à aucune restriction importante limitant le transfert de fonds aux fins de dividendes en espèces ou le remboursement de prêts ou d'avances.

Les états financiers condensés de TD Ameritrade, fondés sur ses états financiers consolidés, sont présentés comme suit :

BILANS CONSOLIDÉS CONDENSÉS¹

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>	
	30 juin 2012	30 sept. 2011
Actif		
Montants à recevoir des courtiers et des organismes de compensation	1 056 \$	831 \$
Montants à recevoir des clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses	8 764	8 032
Autres actifs	9 149	8 206
Total de l'actif	18 969 \$	17 069 \$
Passif		
Montants à payer aux courtiers et aux organismes de compensation	2 190 \$	1 704 \$
Montants à payer aux clients	10 128	8 949
Autres passifs	2 298	2 314
Total du passif	14 616	12 967
Capitaux propres²	4 353	4 102
Total du passif et des capitaux propres	18 969 \$	17 069 \$

ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ CONDENSÉ

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	30 juin 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Produits				
Produits d'intérêts nets	119 \$	127 \$	337 \$	364 \$
Produits tirés des comptes à honoraires et autres produits	555	536	1 679	1 671
Total des produits	674	663	2 016	2 035
Charges opérationnelles				
Salaires et avantages du personnel	178	164	529	496
Divers	239	245	778	769
Total des charges opérationnelles	417	409	1 307	1 265
Autres charges	7	8	21	26
Résultat avant impôts	250	246	688	744
Charge d'impôts sur le résultat	94	94	239	275
Résultat net³	156 \$	152 \$	449 \$	469 \$
Résultat par action – de base	0,28 \$	0,27 \$	0,82 \$	0,82 \$
Résultat par action – dilué	0,28 \$	0,26 \$	0,81 \$	0,81 \$

¹ Les valeurs mobilières des clients sont comptabilisées à la date de règlement alors que la Banque présente les valeurs mobilières des clients à compter de la date de transaction.

² La différence entre la valeur comptable de la participation de la Banque dans TD Ameritrade et la quote-part de la Banque des capitaux propres des actionnaires de TD Ameritrade comprend le goodwill, les immobilisations incorporelles et le montant cumulé des ajustements de conversion.

³ La quote-part de la Banque du résultat net de TD Ameritrade est assujettie à des ajustements relatifs à l'amortissement des immobilisations incorporelles, lesquels ne sont pas présentés dans le tableau ci-dessus.

NOTE 8 : ACQUISITIONS**ACQUISITION DU PORTEFEUILLE DE CARTES DE CRÉDIT DE MBNA CANADA**

Le 1^{er} décembre 2011, la Banque a acquis la quasi-totalité du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada, filiale en propriété exclusive de la Bank of America Corporation, ainsi que de certains autres actifs et passifs pour une contrepartie au comptant de 6 839 millions de dollars.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats de l'acquisition à compter de la date d'acquisition jusqu'au 31 juillet 2012 ont été consolidés avec les résultats de la Banque et sont présentés principalement dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Gestion de patrimoine et Assurance.

Le montant total du goodwill qui devrait être déductible aux fins de l'impôt est de 28 millions de dollars. La répartition du prix d'acquisition est susceptible de faire l'objet d'ajustements à mesure que la Banque termine l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur estimée des actifs et des passifs acquis à la date d'acquisition.

Juste valeur des actifs nets identifiables acquis

(en millions de dollars canadiens)

	Montant
Actifs acquis	
Prêts ^{1, 2}	7 361 \$
Autres actifs	272
Immobilisations incorporelles	419
	8 052
Moins : passifs pris en charge	1 335
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	6 717
Goodwill	122
Total de la contrepartie de l'acquisition	6 839 \$

¹ La juste valeur estimative des prêts reflète les pertes sur créances prévues à la date de l'acquisition.

² Les montants contractuels bruts à recevoir s'élevaient à 7 820 millions de dollars.

NOTE 9 : DÉPÔTS

Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels la Banque n'a pas le droit de demander un préavis de retrait. Ces dépôts représentent généralement les comptes-chèques.

Les dépôts sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels la Banque peut légalement demander un préavis de retrait. Ces dépôts représentent généralement les comptes d'épargne.

Les dépôts à terme comprennent tous les dépôts encaissables à une date d'échéance fixe, acquis par nos clients pour gagner de l'intérêt sur une période fixe. La durée varie de un jour à dix ans. Les intérêts courus sur les dépôts, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sont inclus dans les autres passifs au bilan consolidé intermédiaire. Les dépôts sont généralement des dépôts à terme, des certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus au 31 juillet 2012 s'établissait à 143 milliards de dollars (118 milliards de dollars au 31 octobre 2011).

Certains passifs de dépôt sont classés comme détenus à des fins de transaction au bilan consolidé intermédiaire et sont comptabilisés à la juste valeur, toute variation de la juste valeur étant comptabilisée dans l'état du résultat consolidé intermédiaire.

Types de dépôts

(en millions de dollars canadiens)

				31 juill. 2012	31 oct. 2011
	À vue	Sur préavis	À terme	Total	Total
Particuliers	16 198 \$	201 997 \$	69 190 \$	287 385 \$	268 703 \$
Banques ¹	4 979	22	9 655	14 656	11 659
Entreprises et gouvernements ²	38 355	74 023	70 818	183 196	169 066
Détenus à des fins de transaction ¹	-	-	32 563	32 563	29 613
Total	59 532 \$	276 042 \$	182 226 \$	517 800 \$	479 041 \$
Dépôts non productifs d'intérêts inclus ci-dessus					
Au Canada				4 345 \$	3 473 \$
À l'étranger				10 684	9 951
Dépôts productifs d'intérêts inclus ci-dessus					
Au Canada				286 258	260 200
À l'étranger				214 410	202 884
Fonds fédéraux américains déposés ¹				2 103	2 533
Total^{2, 3}				517 800 \$	479 041 \$

¹ Comprennent les dépôts auprès de la Federal Home Loan Bank.

² Une somme de 10 milliards de dollars au 31 juillet 2012 (7 milliards de dollars au 31 octobre 2011) due à des détenteurs d'obligations sécurisées est incluse dans les passifs de dépôt au bilan consolidé intermédiaire.

³ Inclut des dépôts de 263 milliards de dollars au 31 juillet 2012 (243 milliards de dollars au 31 octobre 2011) libellés en dollars américains et de 12 milliards de dollars (10 milliards de dollars au 31 octobre 2011) libellés dans d'autres devises.

Dépôts par pays

	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
	31 juill. 2012			
Particuliers	165 827 \$	121 467 \$	91 \$	287 385 \$
Banques	4 336	2 105	8 215	14 656
Entreprises et gouvernements	116 173	64 468	2 555	183 196
Détenus à des fins de transaction	4 267	27 808	488	32 563
Total	290 603 \$	215 848 \$	11 349 \$	517 800 \$
	31 oct. 2011			
Particuliers	154 102 \$	114 508 \$	93 \$	268 703 \$
Banques	3 051	3 004	5 604	11 659
Entreprises et gouvernements	100 335	66 392	2 339	169 066
Détenus à des fins de transaction	6 707	22 429	477	29 613
Total	264 195 \$	206 333 \$	8 513 \$	479 041 \$

Les tableaux suivants présentent les dépôts à terme de la Banque selon la durée restante jusqu'à l'échéance.

Dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)

							31 juill. 2012	31 oct. 2011
	Moins de un an	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans à 3 ans	Plus de 3 ans à 4 ans	Plus de 4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Particuliers	44 417 \$	12 909 \$	5 355 \$	3 261 \$	3 098 \$	150 \$	69 190 \$	69 210 \$
Banques	9 613	8	7	6	4	17	9 655	7 102
Entreprises et gouvernements	48 900	3 641	6 772	1 394	10 109	2	70 818	62 435
Détenus à des fins de transaction	31 308	205	161	175	208	506	32 563	29 613
Total	134 238 \$	16 763 \$	12 295 \$	4 836 \$	13 419 \$	675 \$	182 226 \$	168 360 \$

Dépôts à terme encaissables dans moins de un an

(en millions de dollars canadiens)

				31 juill. 2012	31 oct. 2011 ¹
	Moins de 3 mois	Plus de 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 12 mois	Total	Total
Particuliers	15 431 \$	8 435 \$	20 551 \$	44 417 \$	42 127 \$
Banques	9 407	141	65	9 613	7 056
Entreprises et gouvernements	36 777	4 874	7 249	48 900	37 717
Détenus à des fins de transaction	15 516	9 233	6 559	31 308	28 214
Total	77 131 \$	22 683 \$	34 424 \$	134 238 \$	115 114 \$

¹ Certains chiffres correspondants ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

NOTE 10 : BILLETS ET DÉBENTURES SUBORDONNÉS

Le 15 mai 2012, des billets subordonnés à 7,00 % d'un capital de 200 millions de dollars US d'une filiale de la Banque sont venus à échéance.

NOTE 11 : CAPITAL SOCIAL

Le tableau suivant présente un sommaire des actions émises et en circulation aux 31 juillet 2012 et 31 octobre 2011.

Actions ordinaires et actions privilégiées émises et en circulation et actions autodétenues

(en millions d'actions et en millions de dollars canadiens)

	31 juill. 2012		31 oct. 2011	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	902,4	17 491 \$	879,7	15 804 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	3,0	195	4,9	322
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes	8,5	665	8,6	661
Produit tiré de l'émission de nouvelles actions	–	–	9,2	704
Solde à la fin de la période – actions ordinaires	913,9	18 351 \$	902,4	17 491 \$
Actions privilégiées – catégorie A				
Série O	17,0	425 \$	17,0	425 \$
Série P	10,0	250	10,0	250
Série Q	8,0	200	8,0	200
Série R	10,0	250	10,0	250
Série S	10,0	250	10,0	250
Série Y	10,0	250	10,0	250
Série AA	10,0	250	10,0	250
Série AC	8,8	220	8,8	220
Série AE	12,0	300	12,0	300
Série AG	15,0	375	15,0	375
Série AI	11,0	275	11,0	275
Série AK	14,0	350	14,0	350
Solde à la fin de la période – actions privilégiées	135,8	3 395 \$	135,8	3 395 \$
Actions autodétenues – ordinaires¹				
Solde au début de l'exercice	(1,4)	(116) \$	(1,2)	(91) \$
Achat d'actions	(27,4)	(2 130)	(28,2)	(2 164)
Vente d'actions	26,6	2 068	28,0	2 139
Solde à la fin de la période – actions autodétenues – ordinaires	(2,2)	(178) \$	(1,4)	(116) \$
Actions autodétenues – privilégiées¹				
Solde au début de l'exercice	–	– \$	–	(1) \$
Achat d'actions	(2,3)	(61)	(2,2)	(59)
Vente d'actions	2,3	60	2,2	60
Solde à la fin de la période – actions autodétenues – privilégiées	–	(1) \$	–	– \$

¹ Lorsque, dans le cadre de ses activités de négociation, la Banque acquiert ses propres actions, celles-ci sont classées comme des actions autodétenues, et leur coût est porté en déduction des capitaux propres.

NOTE 12 : CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le tableau suivant présente le cumul des autres éléments du résultat global de la Banque, déduction faite des impôts sur le résultat aux 31 juillet 2012 et 31 octobre 2011.

Cumul des autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts sur le résultat

(en millions de dollars canadiens)

	Aux	
	31 juill. 2012	31 oct. 2011
Profit net latent (perte nette latente) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	1 417 \$	949 \$
Profit net latent (perte nette latente) de change sur les participations dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture	(346)	(464)
Profit net (perte nette) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	2 801	2 841
Total	3 872 \$	3 326 \$

NOTE 13 : RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012, la Banque a comptabilisé une charge de rémunération pour l'attribution d'options sur actions respectivement de 5,1 millions de dollars et 17,3 millions de dollars (respectivement 7,3 millions de dollars et 23,8 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011).

Au cours des trois mois clos les 31 juillet 2012 et 2011, aucune option n'a été attribuée par la Banque. Au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2012, 1,9 million d'options (1,7 million d'options pour les neuf mois clos le 31 juillet 2011) ont été attribuées par la Banque à une juste valeur moyenne pondérée de 14,52 \$ l'option (15,47 \$ l'option pour les neuf mois clos le 31 juillet 2011).

Le tableau suivant présente les hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options pour les neuf mois clos les 31 juillet 2012 et 2011.

Hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options

	Neuf mois clos les	
	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Taux d'intérêt sans risque	1,5 %	2,7 %
Durée prévue des options	6,3 ans	6,2 ans
Volatilité prévue ¹	27,4 %	26,6 %
Rendement de l'action prévu	3,4 %	3,2 %
Prix d'exercice	73,27 \$	73,25 \$

¹La volatilité prévue est calculée d'après la volatilité quotidienne moyenne évaluée sur une période historique correspondant à la durée de vie prévue de l'option.

NOTE 14 : AVANTAGES DU PERSONNEL

Le tableau suivant présente les charges liées aux régimes de retraite principaux de la Banque et à son principal régime d'avantages complémentaires de retraite, ainsi qu'aux autres régimes de retraite importants pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet.

Charges liées aux régimes d'avantages du personnel

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite principaux		Principal régime d'avantages complémentaires de retraite		Autres régimes de retraite ¹	
	Trois mois clos les					
	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Inclus dans la charge nette liée aux avantages du personnel :						
Coût au titre des services rendus – prestations acquises	42 \$	39 \$	3 \$	3 \$	2 \$	4 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	48	43	6	6	26	28
Rendement prévu des actifs des régimes ² (Gains actuariels) pertes actuarielles comptabilisé(e)s dans la charge	(49)	(50)	–	–	(23)	(23)
Coût (crédits au titre) des modifications de régime	2	–	–	–	1	–
Amortissement des coûts (crédits au titre) des modifications de régime	–	–	(1)	(1)	–	–
(Profits) pertes de réduction	–	–	–	–	–	–
Charge totale	43 \$	32 \$	8 \$	8 \$	6 \$	9 \$
Inclus dans la charge nette liée aux avantages du personnel :						
Coût au titre des services rendus – prestations acquises	127 \$	116 \$	9 \$	9 \$	10 \$	9 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	143	128	18	18	77	58
Rendement prévu des actifs des régimes ² (Gains actuariels) pertes actuarielles comptabilisé(e)s dans la charge	(146)	(147)	–	–	(68)	(45)
Coût (crédits au titre) des modifications de régime	5	–	–	–	1	–
Amortissement des coûts (crédits au titre) des modifications de régime	–	–	(3)	(4)	–	–
(Profits) pertes de réduction ³	–	–	–	–	(29)	–
Charge totale	129 \$	97 \$	24 \$	23 \$	(3) \$	22 \$

¹ Comprennent le régime de retraite à prestations définies de CT, le régime de retraite à prestations définies de TD Banknorth, certains régimes de retraite de Financement auto TD et les régimes de retraite complémentaires. Les autres régimes offerts par la Banque et certaines de ses filiales ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière.

² Le rendement effectif des actifs des régimes de retraite principaux a été respectivement de 78 millions de dollars et 205 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012 (respectivement 3 millions de dollars et 173 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011).

³ Certains régimes de retraite de Financement Auto TD ont été réduits au cours de 2012.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente les cotisations de la Banque à ses régimes de retraite principaux, à son principal régime d'avantages complémentaires de retraite et à ses autres régimes de retraite importants au cours des trois mois et neuf mois clos les 31 juillet.

Cotisations aux régimes

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	
	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Régimes de retraite principaux	129 \$	43 \$	235 \$	140 \$
Principal régime d'avantages complémentaires de retraite	3	3	8	8
Autres régimes de retraite ¹	6	4	31	12
Total	138 \$	50 \$	274 \$	160 \$

¹ Comprendent le régime de retraite à prestations définies de CT, le régime de retraite à prestations définies de TD Banknorth, certains régimes de retraite de Financement auto TD et les régimes de retraite complémentaires. Les autres régimes offerts par la Banque et certaines de ses filiales ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière.

Au 31 juillet 2012, la Banque prévoyait verser des cotisations additionnelles de 58 millions de dollars à ses régimes de retraite principaux, de 3 millions de dollars à son principal régime d'avantages complémentaires de retraite et de 9 millions de dollars à ses autres régimes de retraite d'ici la fin de l'exercice. Cependant, le montant des cotisations futures peut changer si la Banque révisé le niveau actuel de ses cotisations en cours d'exercice.

NOTE 15 : RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période.

Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la même méthode que le résultat de base par action, sauf que certains ajustements sont apportés au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et au nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le but de tenir compte de l'effet dilutif de toutes les actions ordinaires potentielles qui sont supposées être émises par la Banque.

Le tableau suivant présente le résultat de base et le résultat dilué par action de la Banque pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2012 et 2011 et pour les douze mois clos le 31 octobre 2011.

Résultat de base et dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois clos les</i>		<i>Neuf mois clos les</i>	<i>Douze mois clos le</i>
	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
Résultat de base par action				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 628 \$	1 420 \$	4 649 \$	4 246 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	908,7	886,6	904,6	883,0
Résultat de base par action (en dollars)	1,79 \$	1,60 \$	5,14 \$	4,81 \$
Résultat dilué par action				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 628 \$	1 420 \$	4 649 \$	4 246 \$
Effet des titres dilutifs				
Titres de Fiducie de capital TD II – série 2012-1	4	4	13	13
Actions privilégiées – séries M et N	–	6	–	18
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, y compris l'incidence des titres dilutifs	1 632 \$	1 430 \$	4 662 \$	4 277 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	908,7	886,6	904,6	883,0
Effet des titres dilutifs				
Options sur actions potentiellement exerçables (en millions) ¹	2,9	4,6	3,4	4,9
Titres de Fiducie de capital TD II – série 2012-1 (en millions)	4,4	4,4	5,0	4,9
Actions privilégiées – séries M et N (en millions)	–	6,9	–	7,8
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	916,0	902,5	913,0	900,6
Résultat dilué par action (en dollars)¹	1,78 \$	1,58 \$	5,11 \$	4,75 \$

¹ Pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2012 et 2011 et les douze mois clos le 31 octobre 2011, le calcul du résultat dilué par action tient compte de la moyenne pondérée des options dans le cas où le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque.

NOTE 16 : INFORMATION SECTORIELLE

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, les opérations et les activités de la Banque s'articulent autour des quatre principaux secteurs opérationnels : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine et Assurance, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires de gros. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social. Les résultats de Financement auto TD au Canada sont présentés dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Les résultats de Financement auto TD aux États-Unis sont présentés dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Les frais d'intégration, les coûts de transaction directs et les variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liés à l'acquisition de Services financiers Chrysler sont présentés dans le secteur Siège social. Depuis le 1^{er} décembre 2011, les résultats de MBNA Canada sont présentés principalement dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Gestion de

patrimoine et Assurance. Les frais d'intégration et les coûts de transaction directs relatifs à l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de MBNA Canada sont présentés dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

La responsabilité des affaires du sous-secteur Assurance, qui incombait auparavant au chef de groupe, Services bancaires canadiens, Financement auto et Cartes de crédit, a été confiée au chef de groupe, Gestion de patrimoine, Assurance et Services communs de l'entreprise. Par conséquent, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2011, les résultats des activités du sous-secteur Assurance ont été transférés des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada au secteur Gestion de patrimoine et Assurance. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités de façon rétrospective.

Le tableau suivant présente les résultats de ces secteurs pour les trois mois et neuf mois clos les 31 juillet 2012 et 2011.

Résultats par secteur d'activité

(en millions de dollars canadiens)

	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada		Gestion de patrimoine et Assurance		Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis		Services bancaires de gros		Siège social		Total	
	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011	31 juill. 2012	31 juill. 2011
	<i>Trois mois clos les</i>											
Produits (pertes) d'intérêts net(te)s	2 055 \$	1 834 \$	148 \$	139 \$	1 180 \$	1 093 \$	447 \$	432 \$	(13) \$	16 \$	3 817 \$	3 514 \$
Produits autres que d'intérêts	675	591	861	890	346	393	191	27	(49)	(31)	2 024	1 870
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	288	205	–	–	175	174	21	6	(46)	(5)	438	380
Frais autres que d'intérêts	1 259	1 106	632	640	1 058	931	406	330	116	199	3 471	3 206
Résultat avant impôts sur le résultat	1 183	1 114	377	389	293	381	211	123	(132)	(209)	1 932	1 798
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	319	319	73	88	9	86	31	11	(141)	(137)	291	367
Quote-part du résultat net d'une participation dans une entreprise associée, déduction faite des impôts sur le résultat	–	–	56	48	–	–	–	–	6	11	62	59
Bénéfice net (perte nette)	864 \$	795 \$	360 \$	349 \$	284 \$	295 \$	180 \$	112 \$	15 \$	(61) \$	1 703 \$	1 490 \$
	<i>Neuf mois clos les</i>											
Produits (pertes) d'intérêts net(te)s	5 952 \$	5 350 \$	436 \$	406 \$	3 515 \$	3 268 \$	1 324 \$	1 215 \$	(43) \$	(110) \$	11 184 \$	10 129 \$
Produits autres que d'intérêts	1 951	1 721	2 620	2 595	1 093	1 003	605	555	(220)	(4)	6 049	5 870
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	845	612	–	–	525	557	39	19	(179)	(38)	1 230	1 150
Frais autres que d'intérêts	3 645	3 240	1 924	1 947	3 196	2 613	1 196	1 073	431	686	10 392	9 559
Résultat avant impôts sur le résultat	3 413	3 219	1 132	1 054	887	1 101	694	678	(515)	(762)	5 611	5 290
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	915	922	216	236	75	208	123	143	(415)	(493)	914	1 016
Quote-part du résultat net d'une participation dans une entreprise associée, déduction faite des impôts sur le résultat	–	–	158	153	–	–	–	–	19	29	177	182
Bénéfice net (perte nette)	2 498 \$	2 297 \$	1 074 \$	971 \$	812 \$	893 \$	571 \$	535 \$	(81) \$	(240) \$	4 874 \$	4 456 \$
Total de l'actif (en milliards de dollars canadiens)	279,6 \$	259,3 \$	25,8 \$	26,3 \$	206,4 \$	182,2 \$	262,5 \$	224,5 \$	32,0 \$	21,3 \$	806,3 \$	713,6 \$

NOTE 17 : PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS, ACTIFS DONNÉS EN GARANTIE ET SÛRETÉS

LITIGES

La Banque et ses filiales font l'objet de diverses poursuites dans le cours normal des affaires. Des provisions pour litiges sont constituées lorsqu'il devient probable que la Banque engagera des frais et que le montant peut être estimé de façon fiable. La Banque peut subir des pertes au-delà des montants comptabilisés lorsque la perte est supérieure à celle estimée par la direction, ou dans le cas de litiges pour lesquels une issue défavorable est raisonnablement possible. Selon la Banque, les pertes sont raisonnablement possibles lorsque leur probabilité est non probable ou peu probable. La Banque croit que l'estimation du montant pour l'ensemble des pertes raisonnablement possibles, outre les provisions, pouvant découler des poursuites judiciaires pour lesquelles il est possible de faire une telle estimation, était compris dans une échelle de néant à environ 368 millions de dollars au 31 juillet 2012. Ce montant global estimatif des pertes raisonnablement possibles s'appuie sur les informations disponibles à l'heure actuelle à l'égard des poursuites pour lesquelles la Banque est nommée défenderesse, compte tenu des meilleures estimations de la Banque quant aux pertes pouvant résulter de ces poursuites, et dont une estimation peut être faite. L'estimation de la Banque exige beaucoup de jugement, en raison des différentes étapes auxquelles se trouvent les poursuites et des multiples codéfendeurs dont la part de responsabilité quant aux pertes éventuelles reste à

déterminer dans bon nombre de cas. Les éléments déterminants de l'échelle des montants estimatifs changeront de temps à autre, et les pertes réelles pourraient être très différentes de l'estimation actuelle. Pour certaines poursuites, la Banque ne croit pas qu'une estimation puisse être faite actuellement, car bon nombre ne sont qu'à un stade préliminaire et que les montants réclamés ne sont pas tous déterminés. Par conséquent, ces poursuites ne sont pas incluses dans l'échelle.

De l'avis de la direction, d'après ses connaissances actuelles, et les avis de ses conseillers juridiques, la Banque croit que l'issue de l'une ou de l'ensemble de ces poursuites n'aura pas d'incidence défavorable importante sur sa situation financière consolidée ou sur ses flux de trésorerie consolidés. Toutefois, étant donné les incertitudes rattachées à ces poursuites, dont certaines échappent à la volonté de la Banque, il est possible que l'incidence de l'issue de ces poursuites puisse être importante sur les résultats opérationnels consolidés pour n'importe laquelle des périodes de présentation. Au cours des trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2012, les provisions pour litiges ont augmenté d'un montant net de respectivement 155,4 millions de dollars et 315,1 millions de dollars, hausse qui est principalement aux provisions additionnelles nécessaires.

Les principales poursuites judiciaires intentées contre la Banque sont décrites ci-dessous.

Litiges multidistricts sur les frais de découvert

La Banque a été nommée défenderesse dans quatre recours collectifs à l'échelle des États-Unis visant à contester la manière dont elle calcule et perçoit les frais de découvert. Ces recours ont tous été renvoyés devant la Cour de district des États-Unis pour le district sud de la Floride (la «Cour de la Floride») afin de réunir les procédures préliminaires à celles d'autres recours similaires en cours contre d'autres banques. Les demandeurs allèguent dans l'ensemble, mais non exclusivement, que la façon d'afficher les opérations de débit (du montant le plus élevé au plus bas plutôt que selon la date à laquelle chaque opération a été effectuée) et les pratiques s'y rapportant contreviennent à un engagement implicite obligeant la Banque à agir de bonne foi, constituent des pratiques déloyales et trompeuses et entraînent le détournement des biens des clients. Les demandeurs sollicitent donc que la Banque soit tenue de verser des dommages-intérêts compensatoires équivalant à la totalité des frais de découvert perçus grâce aux pratiques contestées ainsi que des dommages-intérêts punitifs, qu'une injonction soit rendue afin de mettre fin aux pratiques contestées et que la Banque soit tenue de payer les honoraires d'avocats, les dépens et les intérêts. La requête présentée par la Banque visant le rejet des recours collectifs a été rejetée et les interrogatoires préalables ont commencé. Par la suite, deux des recours initiaux ont été rejetés sur requête des demandeurs. La portée des recours collectifs toujours en cours englobe toutefois manifestement la portée des recours collectifs qui ont été rejetés. Plus récemment, un cinquième recours collectif semblable, qui visait à contester les pratiques employées à l'égard des frais de découvert, a été intenté contre la Banque devant la Cour de district des États-Unis du New Jersey (l'affaire Hughes), dans lequel la portée temporelle est possiblement plus grande que dans les autres litiges concernant les frais de découvert. Le 3 avril 2012, la Cour de la Floride a rendu une ordonnance autorisant le recours collectif du groupe de demandeurs, concluant que les deux actions en cours dont elle était saisie pouvaient prendre la forme d'un recours collectif. Le 8 mai 2012, la Banque est parvenue à un règlement avec les demandeurs visés par les recours devant la Cour de la Floride, selon lequel la Banque, sans admission de responsabilité, a accepté de payer 62 millions de dollars en échange de l'abandon des poursuites de la part des membres du groupe formant le recours. Le règlement est conditionnel à l'approbation préliminaire et finale par la Cour de la Floride. La requête pour approbation préliminaire sera déposée à la fin d'août ou au début de septembre. Le 14 mai 2012, l'affaire Hughes a été transférée en Floride et groupée avec les procédures en cours devant cet État. Les répercussions de l'issue du litige dans l'affaire Hughes n'ont pas encore été déterminées.

Litige Rothstein

TD Bank, N.A. a été nommée défenderesse dans de multiples poursuites devant les cours étatiques et les cours fédérales de la Floride se rapportant à une affaire présumée de combine à la Ponzi de 1,2 milliard de dollars US qui aurait été montée, entre autres, par Scott Rothstein, associé du cabinet d'avocats Rothstein Rosenfeldt Adler, de Fort Lauderdale, en Floride.

La Cour de circuit du comté de Broward, une cour étatique, est actuellement saisie de trois de ces causes (*Morse, et al. v. TD Bank, N.A. et al.*; *Amy Adams, et al. v. TD Bank, N.A., et al.*; et *RWRK Investments, LLC, et al. v. TD Bank, N.A., et al.*), une autre cause se trouve devant la Cour fédérale du district sud de la Floride (*Emess Capital, LLC v. TD Bank, N.A.*) tandis qu'une autre affaire est instruite par la *Federal Bankruptcy Court* du district sud de la Floride (*Trustee in Bankruptcy for RRA v. TD Bank, N.A.*).

Trois causes ont été réglées, dont *Razorback Funding, LLC, et al. v. TD Bank, N.A.* (Cour de district du comté de Broward), *VRLP1 v. TD Bank, N.A.* (Cour de district du comté de Broward) et *Platinum Estates, Inc. and OP Monies 2, LLC v. TD Bank, N.A.* (Cour de district du sud de la Floride). Dans *Platinum Partners Value Arbitrage Fund, L.P., et al. v. TD Bank, N.A.* (Cour de district du sud de la Floride), l'action intentée par la demanderesse a été rejetée et les allégations formulées par cette dernière fondées sur la *Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act* (RICO) et sur les lois de l'État ont été rejetées de façon définitive.

Les poursuites dans un contexte autre qu'une faillite sont sensiblement semblables (sauf pour *Morse v. TD Bank, N.A.*); il est allégué, de façon générale, que TD Bank, N.A. a comploté avec Rothstein, a facilité la combine à la Ponzi montée par Rothstein et a ignoré des indices de méfait afin de faire des profits et d'encaisser des frais. TD Bank, N.A. est accusée, entre autres, de représentations frauduleuses, de complicité et d'incitation à commettre une fraude, d'aide et d'encouragement à la violation d'une obligation fiduciaire, de complot civil et de déclarations négligentes. Dans *Emess Capital, LLC v. TD Bank*, la demanderesse a également présenté des allégations de violation de la RICO, que TD Bank, N.A. a demandé de faire rejeter. Les pertes qu'auraient subies les demandeurs dans *Morse v. TD Bank, N.A.* découlent du vol du montant des dépôts de garantie attribués à Rothstein par les demandeurs et non des investissements dans des règlements structurés vendus par Rothstein, comme dans les autres causes.

L'affaire *Emess Capital, LLC v. TD Bank, N.A.* (Southern District of Florida) est à l'étape de l'interrogatoire préalable des experts et les parties ont déposé leurs requêtes pour jugement sommaire, qui sont toujours pendantes. Toutes les autres affaires en instance sont à l'étape des actes de procédures ou des interrogatoires préalables. TD Bank, N.A. a déposé des réponses et/ou des requêtes en rejet, niant toute responsabilité dans l'ensemble des poursuites.

Le syndic de l'actif de la faillite de Rothstein Rosenfeldt Adler en vertu du chapitre 11 a déposé une procédure accusatoire contre TD Bank, N.A. dans le dossier de faillite *In re Rothstein Rosenfeldt Adler, P.A.* en instance devant la *US Bankruptcy Court* du district sud de la Floride. Le syndic a invoqué plusieurs causes d'action contre TD Bank, N.A. en vue d'annuler certains transferts en faveur de TD Bank, N.A. qu'il prétend préférentiels ou frauduleux. Comme autres causes d'action, il fait également valoir l'enrichissement sans cause, la complicité dans le cadre d'un détournement de biens et l'incitation à commettre un tel crime, la négligence et la négligence dans la supervision. Dans la procédure accusatoire, le syndic allègue des pertes au nom des créanciers et semble chercher à obtenir une indemnisation pour les pertes des investisseurs. TD Bank, N.A. a présenté une requête en vue de faire rejeter les allégations du syndic.

Le procès dans l'affaire *Coquina Investments v. TD Bank, N.A. et al.* est terminé et le jury a rendu un verdict contre TD Bank, N.A., la condamnant à payer 67 millions de dollars US, dont 32 millions de dollars US en dommages-intérêts compensatoires et 35 millions de dollars US en dommages-intérêts punitifs. TD Bank, N.A. a déposé des requêtes postérieures au procès, dont une requête sollicitant la tenue d'un nouveau procès et une requête pour jugement nonobstant le verdict.

Litige Pearlman

TD Bank, N.A. (un ayant droit de Carolina First Bank) a été nommée défenderesse dans le cadre de trois poursuites en instance intentées par plusieurs demandeurs dans plusieurs ressorts qui se rapportent à des dommages-intérêts allégués à la suite d'une combine à la Ponzi et d'autres activités frauduleuses prétendument orchestrées par Louis J. Pearlman.

Kapila

En février 2009, TD Bank, N.A. a été nommée défenderesse dans le cadre d'une plainte déposée par Soneet Kapila, à titre de syndic, dans le dossier de faillite *In re Louis J. Pearlman* en instance devant la *US Bankruptcy Court*, du Middle District of Florida. La réclamation vise, entre autres choses, à empêcher certains transferts allégués comme frauduleux. TD Bank, N.A. a accepté de régler ce litige pour 13,8 millions de dollars US et la *Bankruptcy Court* a approuvé le règlement.

Groom

En janvier 2012, les demandeurs dans l'affaire *Groom, et al. v. TD Bank, N.A.* ont déposé une troisième plainte modifiée devant la *US District court* du Middle District of Florida, alléguant complicité et incitation à commettre une fraude de common law. La Cour a refusé la requête en rejet présentée par la Banque et la requête visant à faire instruire les plaintes séparément. L'enquête préalable n'a pas encore commencé dans le cadre de ce recours.

American Bank

En août 2009, TD Bank, N.A. a été nommée défenderesse dans le cadre d'une plainte déposée devant la cour fédérale du Minnesota par l'*American Bank of St. Paul*. Dans la plainte modifiée, des dommages-intérêts compensatoires de 36 millions de dollars US, plus les intérêts et des dommages-intérêts punitifs, sont demandés concernant un prêt accordé à M. Pearlman et à des entités apparentées, dont une partie du produit a été versée à TD Bank, N.A. En décembre 2011, le jury a rendu un verdict contre TD Bank, N.A. d'environ 13,6 millions de dollars US en dommages compensatoires. TD Bank, N.A. a déposé une requête sollicitant la tenue d'un nouveau procès et une requête pour un jugement nonobstant le verdict. Le demandeur a déposé une requête devant la Cour dans le but de faire augmenter le montant du jugement contre TD Bank, N.A. à 27,1 millions de dollars US, majoré des intérêts. La Cour a rejeté toutes les requêtes postérieures au procès, sauf pour attribuer au demandeur 3,1 millions de dollars US en intérêts avant jugement. Cette décision a été portée en appel devant la cour d'appel de circuit (huitième circuit).

Actifs donnés en garantie et sûretés

Dans le cours normal des affaires, des valeurs mobilières et d'autres actifs sont donnés en garantie de passifs ou de passifs éventuels, y compris de contrats de rachat, de passifs de titrisation et de transactions d'emprunt de valeurs mobilières. Des actifs sont également déposés dans le but de participer aux systèmes de compensation et de paiement et aux institutions de dépôt ou d'avoir accès aux facilités des banques centrales de territoires étrangers, ou encore à titre de garantie pour les règlements de contrats auprès de Bourses de dérivés ou d'autres contreparties de dérivés. Au 31 juillet 2012, des valeurs mobilières et d'autres actifs d'une valeur comptable de 146,1 milliards de dollars (122,5 milliards de dollars au 31 octobre 2011) étaient donnés en garantie relativement à ces transactions. Au 31 juillet 2012, 9,9 milliards de dollars (7,4 milliards de dollars au 31 octobre 2011) de prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers avaient aussi été donnés en garantie à l'égard des obligations couvertes émises par la Banque. Ces actifs ont été vendus par la Banque à une entité ad hoc consolidée par la Banque.

Les actifs transférés par la Banque que le cessionnaire a le droit de vendre ou de redonner en garantie se présentent comme suit :

Actifs pouvant être redonnés en garantie ou vendus

(en millions de dollars canadiens)

	31 juill. 2012	Aux 31 oct. 2011
Prêts, valeurs mobilières et autres détenus à des fins de transaction	25 714 \$	22 435 \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente	106	131
Autres actifs	100	150
Total	25 920 \$	22 716 \$

Actifs vendus avec recours

Dans le cadre de ses activités de titrisation, la Banque fait habituellement des déclarations usuelles et donne des garanties d'usage à l'égard des actifs sous-jacents, aux termes desquelles la Banque peut avoir l'obligation de racheter les actifs. Pour la Banque, ces déclarations et garanties, de par leur nature, visent à indiquer que la Banque, en sa qualité de vendeur, a procédé à la vente des actifs de bonne foi et conformément aux lois et aux exigences contractuelles applicables. Si ces critères n'étaient pas satisfaits, la Banque pourrait devoir racheter les prêts.

Actifs vendus avec une obligation de rachat éventuel

La Banque vend des prêts hypothécaires au Fonds hypothécaire TD (le «Fonds»), un fonds commun de placement géré par la Banque. Les prêts hypothécaires sont entièrement garantis par des immeubles résidentiels et sont garantis par le gouvernement. La Banque continue de gérer les hypothèques. Dans le cadre de ses responsabilités de gestion, la Banque a l'obligation de racheter des prêts hypothécaires lorsqu'ils sont en défaut d'un montant égal à leur valeur comptable. Toute perte sur les prêts hypothécaires en défaut rachetés est recouvrée par la garantie gouvernementale. En outre, si le Fonds fait face à un événement d'illiquidité, par exemple s'il ne dispose pas de suffisamment de trésorerie pour honorer les rachats au gré des porteurs de parts, il a la possibilité de revendre les prêts hypothécaires à la Banque à la juste valeur. En général, la durée de ces ententes ne dépasse pas cinq ans.

NOTE 18 : FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

La Banque gère ses fonds propres conformément aux lignes directrices établies par le BSIF. Les lignes directrices sur les fonds propres réglementaires évaluent les fonds propres compte tenu des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels. La Banque applique plusieurs directives, procédures et contrôles en matière de fonds propres pour réaliser ses objectifs.

Au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2012, la Banque s'est conformée à la ligne directrice du BSIF sur les ratios de fonds propres et le ratio de l'actif par rapport aux fonds propres. Cette ligne directrice repose sur le «Dispositif révisé de convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres» (Bâle II), émis par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les calculs de la période en cours sont fondés sur les IFRS alors que les calculs comparatifs sont établis selon les PCGR du Canada. La situation des fonds propres réglementaires de la Banque au 31 juillet 2012 et au 31 octobre 2011 était comme suit :

Situation des fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Aux</i>	
	31 juill. 2012	31 oct. 2011 ¹
Fonds propres de première catégorie	30 047 \$	28 503 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie ²	12,2 %	13,0 %
Total des fonds propres ³	37 505 \$	34 978 \$
Ratio du total des fonds propres ⁴	15,2 %	16,0 %
Ratio de l'actif par rapport aux fonds propres ⁵	18,3	17,2

¹ Calculés selon les PCGR du Canada

² Le ratio des fonds propres de première catégorie est calculé comme le total des fonds propres de première catégorie divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

³ Le total des fonds propres comprend les fonds propres de première et de deuxième catégories.

⁴ Le ratio du total des fonds propres est calculé comme le total des fonds propres divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

⁵ Le ratio de l'actif par rapport aux fonds propres est calculé comme le total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que certaines lettres de crédit et garanties, moins les participations dans des sociétés associées, le goodwill et les immobilisations incorporelles nettes, divisé par le total des fonds propres.

Les cibles du BSIF pour les banques canadiennes à l'égard de leur ratio de fonds propres de première catégorie et de leur ratio du total des fonds propres sont respectivement de 7 % et 10 %.

La dispense accordée par le BSIF permet l'intégration de l'effet des IFRS sur le calcul des fonds propres réglementaires selon la méthode linéaire sur cinq trimestres à compter du 1^{er} novembre 2011 jusqu'au 31 janvier 2013. Pour le calcul du ratio de l'actif par rapport aux fonds propres, le BSIF prévoit aussi les mesures transitoires des IFRS qui permettent l'exclusion des actifs titrisés et vendus par l'intermédiaire des programmes soutenus par la Société canadienne d'hypothèques et de logement avant le 31 mars 2010. L'ajustement des fonds propres réglementaires dans le cadre de la transition aux IFRS représente la différence entre les fonds propres de première catégorie nets ajustés selon les PCGR du Canada et selon les IFRS au 31 octobre 2011. Si la Banque n'avait pas fait ce choix, les fonds propres de première catégorie et le total des fonds propres de la Banque auraient été respectivement de 29 milliards de dollars et 37 milliards de dollars au 31 juillet 2012.

NOTE 19 : GESTION DES RISQUES

Les politiques et les procédures relatives à la gestion des risques de la Banque sont présentées dans le rapport de gestion. Les passages ombragés de la section «Gestion des risques» du rapport de gestion figurant dans le présent rapport aux actionnaires, en ce qui a trait aux risques de marché et de liquidité, font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTE 20 : TRANSITION AUX IFRS

La Banque a adopté les IFRS en date du 1^{er} novembre 2011. Avant l'adoption des IFRS, la Banque préparait ses états financiers consolidés intermédiaires selon les PCGR du Canada. La Banque a préparé un bilan consolidé d'ouverture selon les IFRS au 1^{er} novembre 2010, soit la date de transition aux IFRS, qui représente pour la Banque le point de départ de la présentation de l'information financière conformément aux IFRS. La présente note fournit de l'information sur les principaux ajustements qui ont été faits par la Banque dans le cadre de la préparation des ajustements nécessaires liés au rapprochement du total des capitaux propres et du total du résultat global selon les IFRS et les PCGR du Canada pour les périodes comparatives closes le 31 juillet 2011. Se reporter à la note 34 des états financiers consolidés annuels figurant dans le rapport annuel 2011 et à la note 21, «Transition aux IFRS», des états financiers consolidés intermédiaires pour la période close le 30 avril 2012 pour obtenir une description des principales différences entre les PCGR du Canada et les IFRS et des principales méthodes comptables choisies.

RAPPROCHEMENT DES PÉRIODES ADDITIONNELLES SELON LES PCGR DU CANADA ET SELON LES IFRS

a) Rapprochement des capitaux propres au 31 octobre 2011 et au 31 juillet 2011

Le tableau suivant présente un rapprochement des capitaux propres de la Banque selon les PCGR du Canada et selon les IFRS au 31 octobre 2011 et au 31 juillet 2011 par type d'ajustement.

Rapprochement des capitaux propres consolidés selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

(en millions de dollars canadiens)

	31 oct. 2011	Aux 31 juill. 2011
Capitaux propres selon les PCGR du Canada¹	46 852 \$	43 275 \$
Incidence de la transition aux IFRS		
Exceptions obligatoires aux termes de l'IFRS 1 :		
Décomptabilisation des instruments financiers (titrisations)	(568)	(426)
Comptabilité de couverture	(12)	(5)
	(580)	(431)
Exemptions facultatives aux termes de l'IFRS 1 :		
Avantages du personnel	(748)	(762)
Regroupements d'entreprises	(2 153)	(2 072)
Désignation d'instruments financiers	170	169
Montant des différences de conversion	-	-
	(2 731)	(2 665)
Autres ajustements :		
Coûts de montage de prêts	(356)	(360)
Consolidation	(90)	(92)
Avantages du personnel	(77)	(77)
Paiements fondés sur des actions	(110)	(100)
Impôts sur le résultat ²	(81)	(73)
Titres de participation classés comme disponibles à la vente sans prix cotés	89	89
Montant des différences de conversion	(265)	(46)
Divers	(130)	(52)
	(1 020)	(711)
Différences en matière de présentation :		
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 483	1 452
Incidence totale de la transition aux IFRS	(2 848) \$	(2 355) \$
Capitaux propres selon les IFRS	44 004 \$	40 920 \$

¹ Selon les PCGR du Canada, les «capitaux propres» étaient désignés sous l'appellation «avoir des actionnaires» et ne tenaient pas compte des participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales.

² Les impôts sur le résultat se rapportent à tous les ajustements découlant de l'IAS 12. Tous les autres ajustements sont nets d'impôts.

b) Résultat net pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 et les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011

Le tableau ci-après présente le rapprochement du résultat net de la Banque selon les PCGR du Canada et selon les IFRS pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 et les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011.

Rapprochement du résultat net selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Exercice clos le</i>	<i>Trois mois clos le</i>	<i>Neuf mois clos le</i>
	31 oct. 2011	31 juill. 2011	31 juill. 2011
Bénéfice net selon les PCGR du Canada	5 889 \$	1 450 \$	4 323 \$
Incidence de la transition aux IFRS			
Ajustements selon les IFRS :			
Décomptabilisation des instruments financiers (titrisations)	38	19	29
Avantages du personnel	70	18	52
Regroupements d'entreprises	(19)	(25)	(28)
Coûts de montage de prêts	16	8	10
Paiements fondés sur des actions	(13)	(5)	-
Divers	(40)	(2)	(8)
	52	13	55
Différences en matière de présentation :			
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	104	27	78
Incidence totale de la transition aux IFRS	156 \$	40 \$	133 \$
Résultat net selon les IFRS	6 045 \$	1 490 \$	4 456 \$

c) Résultat global pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 et les trois et neuf mois clos le 31 juillet 2011

Le tableau ci-après présente le rapprochement du résultat global de la Banque selon les PCGR du Canada et selon les IFRS pour l'exercice clos le 31 octobre 2011 et pour les trois mois et neuf mois clos le 31 juillet 2011.

Rapprochement du résultat global consolidé selon les PCGR du Canada et selon les IFRS par poste

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Exercice clos le</i>			
	31 oct. 2011			
	PCGR du Canada	Incidence de la transition aux IFRS		IFRS
Ajustements		Modifications apportées à la présentation		
Résultat net¹	5 889 \$	52 \$	104 \$	6 045 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts sur le résultat				
Variation des gains latents sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(172)	(158)	84	(246)
Reclassement en résultat des pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(92)	(30)	–	(122)
Variation nette des profits latents (pertes latentes) de change sur les participations dans des établissements à l'étranger	(298)	(166)	(332)	(796)
Profits nets (pertes nettes) de change des activités de couverture	–	–	332	332
Variation des profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	801	(58)	(103)	640
Reclassement en résultat des profits nets sur les couvertures de flux de trésorerie	(708)	(49)	19	(738)
Autres éléments du résultat global pour la période	(469)	(461)	–	(930)
Résultat global pour la période	5 420 \$	(409) \$	104 \$	5 115 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires privilégiés	180 \$	– \$	– \$	180 \$
Actionnaires ordinaires	5 240	(409)	–	4 831
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	104	104
				<i>Trois mois clos le</i>
				31 juill. 2011
Résultat net¹	1 450 \$	13 \$	27 \$	1 490 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts sur le résultat				
Variation des gains latents sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	194	176	(180)	190
Reclassement en résultat des pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(75)	(8)	–	(83)
Variation nette des profits latents (pertes latentes) de change sur les participations dans des établissements à l'étranger	146	56	133	335
Profits nets (pertes nettes) de change des activités de couverture	–	–	(133)	(133)
Variation des profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	834	(129)	204	909
Reclassement en résultat des profits nets sur les couvertures de flux de trésorerie	(187)	(172)	(24)	(383)
Autres éléments du résultat global pour la période	912	(77)	–	835
Résultat global pour la période	2 362 \$	(64) \$	27 \$	2 325 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires privilégiés	43 \$	– \$	– \$	43 \$
Actionnaires ordinaires	2 319	(64)	–	2 255
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	27	27
				<i>Neuf mois clos le</i>
				31 juill. 2011
Résultat net¹	4 323 \$	55 \$	78 \$	4 456 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts sur le résultat				
Variation des gains latents sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(91)	(374)	376	(89)
Reclassement en résultat des pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(72)	(26)	–	(98)
Variation nette des profits latents (pertes latentes) de change sur les participations dans des établissements à l'étranger	(1 600)	147	(963)	(2 416)
Profits nets (pertes nettes) de change des activités de couverture	–	–	963	963
Variation des profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	34	(67)	(348)	(381)
Reclassement en résultat des profits nets sur les couvertures de flux de trésorerie	(517)	382	(28)	(163)
Autres éléments du résultat global pour la période	(2 246)	62	–	(2 184)
Résultat global pour la période	2 077 \$	117 \$	78 \$	2 272 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires privilégiés	132 \$	– \$	– \$	132 \$
Actionnaires ordinaires	1 945	117	–	2 062
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	78	78

¹ Se reporter au tableau «Rapprochement du résultat net selon les PCGR du Canada et selon les IFRS» de la présente note.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

Service des relations avec les actionnaires

Si vous :	Votre demande de renseignements porte sur ce qui suit :	Veillez communiquer avec les personnes suivantes :
êtes un actionnaire inscrit (votre nom figure sur votre certificat d'actions)	un dividende non reçu, un certificat d'actions égaré, une question de succession, un changement d'adresse ou d'inscription, un changement de compte bancaire pour le dépôt des dividendes, le régime de réinvestissement des dividendes, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'interruption et la reprise des envois de rapports annuels et trimestriels.	Agent des transferts : Compagnie Trust CIBC Mellon* C.P. 700, succursale B Montréal (Québec) H3B 3K3 1-800-387-0825 ou 416-682-3860 Télécopieur : 1-888-249-6189 inquiries@canstockta.com ou www.canstockta.com *La Société canadienne de transfert d'actions agit en qualité d'agent administratif de la Compagnie Trust CIBC Mellon
déterminez vos actions TD par l'entremise du système d'inscription direct aux États-Unis	un dividende non reçu, un certificat d'actions égaré, une question de succession, un changement d'adresse ou d'inscription, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'interruption (ou la reprise) des envois de rapports annuels et trimestriels.	Coagent des transferts et agent comptable des registres : Computershare Shareowner Services LLC P.O. Box 358015 Pittsburgh, Pennsylvania 15252-8015 ou 480 Washington Boulevard Jersey City, New Jersey 07310 1-866-233-4836 Service ATS (pour malentendants) : 1-800-231-5469 Actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6578 Service ATS pour actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6610 shrrelations@cpushareownerservices.com ou www.cpushareownerservices.com
êtes actionnaire non inscrit d'actions TD qui sont détenues au nom d'un intermédiaire, comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières ou une autre personne désignée	vos actions TD, notamment des questions au sujet du régime de réinvestissement des dividendes et de l'envoi de documents aux actionnaires.	Votre intermédiaire

Pour toute autre question, les actionnaires peuvent communiquer avec le Service des relations avec les actionnaires de la TD par téléphone au 416-944-6367 ou au 1-866-756-8936, ou par courriel à l'adresse tdshinfo@td.com. Veuillez prendre note qu'en nous faisant parvenir un courriel ou en nous laissant un message vocal, vous consentez à ce que nous transmettions votre demande aux personnes aptes à vous répondre.

Renseignements généraux

Communiquer avec les Affaires internes et publiques au :
416-982-8578

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 au
1-866-233-2323

En anglais : 1-866-567-8888

En cantonnais/mandarin : 1-800-328-3698

Service de télécommunications à l'intention des malentendants : 1-800-361-1180

Site Web : <http://www.td.com/francais>

Adresse courriel : customer.service@td.com

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels

Le Groupe Banque TD donnera une conférence téléphonique sur les résultats, à Toronto (Ontario), le 30 août 2012. La conférence sera diffusée en webémission en direct sur le site Web de la TD à 15 h HE. Au cours de la conférence téléphonique et de la diffusion Web, des dirigeants de la TD présenteront les résultats financiers de la Banque pour son troisième trimestre. Une période de questions destinée aux analystes suivra. Les documents accompagnant les exposés qui auront lieu pendant la conférence seront offerts sur le site Web de la TD à l'adresse http://www.td.com/francais/rapports/qr_2012.jsp, le 30 août 2012 vers 12 h HE. Une ligne téléphonique pour écoute seulement sera accessible au 416-644-3415 ou au 1-877-974-0445 (sans frais).

La version archivée de la conférence téléphonique et des documents des exposés pourra être consultée à l'adresse http://www.td.com/francais/rapports/qr_2012.jsp. Il sera également possible d'écouter la conférence à partir de 18 h HE, le 30 août 2012, jusqu'au 1^{er} octobre 2012, en composant le 416-640-1917 ou le 1-877-289-8525 (sans frais). Le code d'accès est le 4557882, suivi du carré.

Assemblée annuelle

Le jeudi 4 avril 2013
Ottawa (Ontario)